l'Actualité

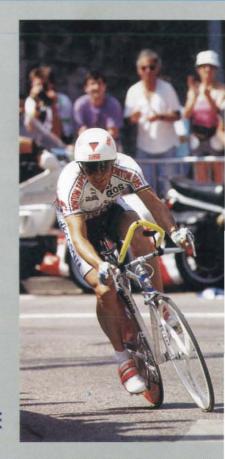
DOSSIER

LA RECHERCHE EN POITOU-CHARENTES





- COGNAC : LA BEAUTÉ DES EMBALLAGES
- ENVIRONNEMENT : LES CPIE
- HANDICAPÉS, UNE
 INSERTION EXEMPLAIRE
- SPORT ET SPONSORING
- TECNAL,
 LA ROBOTISATION DANS
 L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE



"CHRONO", LE CASQUE CYCLISTE DE DEMAIN





E S P A C E P I E R R E M E N D E S F R A N C E

LA GENETIQUE EN QUESTION

LES HERITAGES
DE LA LIBERTE
du 19 NOV 91 au 15 JAN 92

une exposition scientifique, photographique, poètique sur le thème de la biologie et de la génétique.

DES CONFERENCES DES VIDEOS

ESPACE SCIENCES ACTUALITES

UNE EXPOSITION VOYAGE AU BOUT DU NEZ

Sur le thème de l'odorat, de l'odeur et des senteurs...

DERNIER SEMESTRE 1991

POITIERS

1, PLACE DE LA CATHEDRALE 86000 POITIERS•TEL: 49.41.56.25 MARDI au VENDREDI: 10 à 19 H SAMEDI et DIMANCHE: 14 à 19 H

devenir Espace Pierre Mendès France

6 L'actualité en bref

11 Livres en région

Handicapés: une insertion exemplaire

A Parthenay, l'action en faveur des handicapés est non seulement une vitrine de la ville mais aussi une composante à part entière de son activité économique.

14 S'initier à la nature

Les centres permanents d'initiation à l'environnement de Coutières et de Fouras.

16 Sur les tours de la Manu

Châtellerault sauvegarde et met en valeur son patrimoine industriel.

18 La bière ressuscite

Un projet de bière industrielle à La Rochelle et une expérience artisanale à Laprade en Charente.

20

ENTREPRISES

Serval exporte sa technologie du veau dans le monde entier.

Michel Bétin, de Chaunay, fait manger du fromage de chèvre aux Américains.

Tecnal est l'un des leaders européens de la robotisation dans l'industrie alimentaire

Poitou Oeufs commercialise 800 millions d'oeufs par an.

Socoplan, premier en Europe, produit 300 millions de sachets doses par an.

Rénocar transforme les Fiat Panda en cabriolets.

Chrono est le casque cycliste de demain.

26 Comme un air de parfum

Le cognac emprunte aux cosmétiques la sophistication des emballages.

28 Sport et sponsoring

Peu de grands clubs dans la région, le sponsoring progresse lentement.

30 Révolution économique à Marennes-Oléron

31 LA RECHERCHE EN POITOU-CHARENTES

Rencontres avec les huit chercheurs, présidents des groupes de travail du Livre blanc de la recherche régionale, et des chercheurs étrangers.

42 Des hommes pour les labos

D'ici dix ans, toute une génération de chercheurs partira à la retraite. Inquiétudes pour l'avenir.

44 Le partage du savoir

La vie culturelle est nourrie de l'apport des chercheurs.

46 La recherche industrielle

350 chercheurs travaillent dans une soixantaine d'entreprises.

49 L'actualité de Devenir-Espace Pierre Mendès France

Revue trimestrielle éditée par DEVENIR-ESPACE PIERRE MENDES FRANCE, avec le concours de la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche, de l'Ecole Nationale Supérieure de Mécanique et d'Aérotechnique et de l'Université de Poitiers. DEVENIR-ESPACE PIERRE MENDES FRANCE 1, place de la Cathédrale, 86000 POITIERS Tél. 49 41 56 25



Directeur de la publication : Christian Brochet Directeurs Délégués : Jean-Pierre Michel Didier Moreau Rédacteur en chef : Jean-Luc Terradillos

Conseil : Claude Fouchier

Ont collaboré à ce numéro :

Alain Blanchard, Hervé Brèque, Philippe Bruyère, Sylviane Carin, Claude Fouchier, François Gilardi, Odile Peyroux, Jean Roquecave, Jean-Luc Terradillos, Christian Tua.

Photos: A V Communication, Quentin Bertoux, H. Besson, Dominique Bordier, Hervé Brèque, CPIE Coutières, Jean-Pierre Coffin, Cognacs Courvoisier, Hennessy, Rémy Martin, Jean-François Deroubaix, Pierre Duffour, Stéphane Izad, Poitou Oeufs, Rénocar, Jean Roquecave, Section régionale conchylicole Marennes-Oléron, Serval, Tecnal, Jean-Luc Terradillos.

Dépot légal: 4° trimestre 1991. N° ISSN 0983-8856

L'ACTUALITE est publiée avec le soutien du Conseil Régional de Poitou-Charentes et de la Mairie de Poitiers.

Conception, réalisation :

Agence de presse A V COMMUNICATION - Poitiers MENNEGUERRE Photogravure - Celles-sur-Belle ANPHOCOLOR - Poitiers Imprimerie SAJIC - Angoulême

La recherche au CNRS et la dimension régionale

L'intérêt croissant porté à la recherche par les collectivités territoriales est un des faits marquants des années 80 et pratiquement la conséquence des lois de décentralisation. Les instances régionales (EPR puis conseils régionaux) ont été les premières à investir dans un soutien à la recherche envisagé le plus souvent comme une composante de leur politique de développement économique, social et culturel. Dans de nombreuses régions, les autres collectivités (départements, villes) ont suivi ce mouvement notamment, dans le cadre des contrats de plan Etat-Région.

On peut ainsi aujourd'hui parler de politique régionale de la recherche, laquelle est souvent étroitement associée au développement de l'enseignement supérieur. Si, dans une phase initiale, les investissements ont été faits principalement là où des retombées socio-économiques régionales étaient attendues, une évolution est observée qui tend à définir des actions plus structurantes favorisant les synergies entre laboratoires et l'émergence de pôles de compétence, d'axes prioritaires ou de pôles technologiques.

Dans le même temps, l'affirmation de la dimension régionale dans le schéma stratégique du CNRS a créé le cadre qui doit favoriser la mise en cohérence de la politique régionale et de celle du CNRS.

Dans ce contexte, quelles sont les perspectives qui s'offrent aux régions et plus particulièrement au Poitou-Charentes en matière de développement du potentiel de recherche, concentré comme on sait en Ile-de-France ?

La décision stratégique de rééquilibrer ce potentiel s'exprime par un principe mis en oeuvre dès 1991 : dorénavant, pour trois laboratoires ou trois postes de chercheurs créés, deux le seront en région contre un en Ile-de-France. Ce redéploiement des moyens ne peut être réussi que s'il entraîne un renforcement localisé de compétences préexistantes et attractives ou accompagne un soutien concerté à de nouvelles équipes en émergence dont la qualité des recherches est reconnue.

Pour assurer le succès de ce projet il faut compter sur la capacité et le dynamisme des labos pour accueillir de nouveaux chercheurs. Il faut aussi compter sur les infrastructures nouvelles qui devraient permettre d'offrir des conditions favorables à l'essaimage d'équipes venant d'autres laboratoires et notamment d'Ile-de-France.

Christian Brochet

- Préfecture de Région. M. Michel Blangy, nouveau préfet de la région Poitou-Charentes, est un ancien collaborateur de son prédécesseur, M. Ivan Barbot. Alors que ce dernier dirigeait la police nationale (1987 - 1989), M. Blangy était directeur des personnels et de la formation de la police. Il fut aussi préfet des Hautes-Alpes, de la Réunion et du Val-de-Marne. Le préfet Barbot est désormais conseiller technique au cabinet du Premier ministre. Il a été appelé à l'hôtel Matignon par Mme Edith Cresson pour prendre en charge les questions de sécurité.
- Les RIENA au Fururoscope. Après Royan et Rochefort, les 10° Rencontres internationales de l'environnement et de la nature sont accueillies cette année au palais des congrès du Futuroscope, du 1er au 5 décembre 1991. Au programme, trois colloques sur les thèmes "Mécénat et environnement", "Télévision et environnement", "Lagunage", le festival du film d'environnement et son marché international. Les RIENA ont sélectionné une quarantaine de films.
- Carrefour Média Jeunesse. Le jeune citoyen ne peut être considéré comme un consommateur de médias. seulement. Branché ou pas, c'est aussi un acteur. S'appuyant sur ce credo, le carrefour Média Jeunesse est devenu en cinq ans le rendezvous annuel des moyens d'expression des jeunes et de tous ceux qui gravitent dans leur sillage. Cette année : images, radios, nouvelles technologies, livres, presse, etc. Innovation en 1991 : les états généraux du rock dans le grand Ouest organisé par **Didier Bourgoin** (Fanzinothèque de Poitiers). Après Miles Davis, l'an passé, les concerts sont plus "in" : rock et rap avec IAM, MC Solaar et Llyod Cole.

Notre consulat à Paris

Si vous voulez recevoir des interlocuteurs à Paris vous pouvez utiliser - s'il n'est pas là ! - le bureau du président de la Région, Jean-Pierre Raffarin. La Maison Poitou-Charentes le met, en effet, à votre disposition moyennant un forfait de 350 F la demijournée. Seule condition : "justifier d'une appartenance régionale en Poitou-Charentes et être désireux de promouvoir tout ou partie de cette région ou de ses activités".

Admirablement situé, rue du Cherche-Midi, au coeur du sixième arrondissement, à deux pas de la gare Montparnasse et de Saint-Germain-des-Prés, ce "consulat" de la Région propose également une salle de réunion d'une vingtaine de personnes et la possibilité de tenir une conférence de presse dans une vaste salle qui sert aussi à des expositions temporaires. Une bibliothèque, une vidéothèque et une photothèque sont également à la disposition du visiteur.

Mais le rôle de la Maison Poitou-Charentes ne se borne pas à cette fonction d'accueil et d'information. Son directeur, Alain Daguier, un Rochelais de 43 ans, assisté de Mmes Bernadette Adenot et Dominique Bayle, s'emploie à promouvoir la Région sur le plan parisien en assurant la présence de Poitou-Charentes dans différents salons ou en montant des opérations spécifiques avec des partenaires, comme dernièrement avec la poste centrale du Louvre. Si la Maison Poitou-Charentes n'a pas vocation d'agence de voyage pour les individuels, elle organise des séjours de groupe, comme récemment, celui de 70 membres de la FNAC réunis en séminaire à La Rochelle.

En retour, Alain Daguier sert de "veille technologique", selon sa propre expression, en se faisant l'écho des préoccupations des agences et des tours-opérateurs parisiens auprès de sa maisonmère, le Comité régional de tourisme, des quatre Comités départementaux de tourisme et d'un certain nombre d'offices municipaux dont il rencontre fréquemment les responsables à Paris ou dans la région. Alain Daguier est, en effet, un habitué du TGV. Il continue d'habiter à La Rochelle, où ses enfants vont à l'école, il y retourne chaque week-end... *C.F.*

Alain Daguier et Bernadette Adenot



Maison Poitou-Charentes 68-70, rue du Cherche-Midi - 75006 Paris Tél. (1) 42 22 83 74 Ouvert du lundi au vendredi de 10h à 18h30 et le samedi de 10h à 13h et de 14h à 18h30.

MÉCÉNAT : FESTIVAL PÉGASE

Pour encourager les jeunes créateurs, quatre industriels de la Vienne ont créé l'association Pégase : Dominique Lenoir (ARI et SERI), Philippe Aubin (Aubin imprimeur), Alain Debuschère (Debuschère SA), Jean Drillaud (Ets Jouffray-Drillaud). Le 29 novembre au palais des congrès du Futuroscope, Pégase organise le 2º festival de court métrage vidéo de fiction, réservé aux réalisateurs de moins de 30 ans. Cette manifestation, entièrement financée par ces entreprises, offre trois prix dotés de 20 000 F, 15 000 F et 10 000 F. Le jury, composé de professionnels du cinéma, est présidé par Jean-Loup Hubert.

- Schéma routier national.
 Les axes Nantes-Poitiers et
 Limoges-Royan seront aménagés en routes express à deux
 fois deux voies. Gain de temps
 escompté: 45 minutes pour
 Nantes-Poitiers et 1 heure pour
 Limoges-Royan. Les enquêtes
 d'utilité publique seront
 ouvertes en 1992. Mais il faudra
 une vingtaine d'années pour
 réaliser complètement ces
 voies express. L'investissement
 avoisinera les 5 milliards de F.
- Naissance d'Exa Conseil. 250 experts-comptables et leurs collaborateurs se sont réunis à Poitiers le 23 octobre dernier pour créer Exa Conseil. Ce groupe qui, dès sa création, se place dans le peloton de tête des réseaux nationaux d'experts-comptables a pour but de «constituer la force de propostion de services et de conseils la mieux adaptée aux besoins des PME-PMI, aux besoins réels des industriels, commerçants, artisans et professions libérales qui représentent le plus grand potentiel de solutions aux problèmes d'emploi que connaît notre région.»

ARIST: LA VEILLE TECHNOLOGIQUE

Pour déjouer les menaces technologiques et exploiter les opportunités scientifiques et techniques, l'ARIST veille. Ce service créé par la CRCI Limousin-Poitou-Charentes a effectué, depuis 10 ans, environ 8 000 interventions auprès des industriels.

Pour surveiller de façon légale l'environnement économique, pour se protéger des convoitises de celui-ci, pour anticiper, les entreprises se doivent d'être très bien informées. A la fois service public et prestataire de services, l'ARIST procure des informations stratégiques sur les technologies. Gratuitement, l'industriel peut obtenir une réponse immédiate ou consulter individuellement des marques, des normes et des brevets français et européens. L'ARIST fournit aussi des études ponctuelles de type états de la technique, de la normalisation, de la concurrence, sondage international dans les brevets, recherche d'antériorité dans les marques. Elle assure aussi une veille personnalisée, technologique, concurrentielle et commerciale.

SAVEURS DE POITOU CHARENTES

Lors du 1er carrefour régional des métiers de bouche, à Niort, le concours agroalimentaire Poitou-Charentes-Vendée a décerné une trentaine de médailles d'or. Dans la catégorie des produits laitiers, la Laiterie coopérative Sèvre & Belle a remporté 7 prix. Ont été également distingués : Mme Maryse Georgelet (Villemain) pour son chabichou, GFL Sauzéenne (Sauzé-Vaussais) pour le farci poitevin et la tarte au fromage, Pascal Lemaire (Neuville-de-Poitou) et Eric Goimier (Brioux-sur-Boutonne) pour le broyé poitevin.



Bruce Krebs : de la BD à la vidéo

Trois BD, une trentaine de films d'animation, des prix dans les plus grands festivals et des passages sur toutes les chaînes de télé: Bruce Krebs, le Rochelais, s'est fait un nom dans le milieu de l'image.

Lunettes rondes de faux intello, front dégarni, il évolue au milieu des marionnettes, des écrans et des claviers dans son atelier rochelais, à deux pas du marché des Halles. Toujours entre deux mondes. L'ancien, tradition du fusain et des crayons. Et le nouveau : les images de synthèse, la 3D et les cartoons. Rêveur et toujours lucide, il sait que sa réussite présente peut cacher l'échec du lendemain. Fataliste et cool.

Le Triangle des Bermudes est à peine fini qu'un autre courtmétrage se prépare. Le regard rivé à l'écran, la caméra sur le côté et l'oreille dans les airs. Debussy, Chopin ou Mikko Fontaine, le compositeur de Black Label, il puise son inspiration partout et surtout dans la musique.

Preuve : *Transatlantique*, sa palme cannoise, diffusé sur A2 et dans les festivals étrangers. «*C'est en réécoutant un morceau de Debussy que j'ai eu l'idée des trois phases - fonds marins, bataille navale et envolée dans les airs*», explique-t-il.

Il joue de la palette en se souvenant qu'il n'est pas seulement infographiste. Qu'il est aussi architecte (diplômé des Beaux-Arts), compositeur, sculpteur, dessinateur, éditeur et vendeur de ses propres BD.

Ses trois titres - *Travail, famille, délires, L'opium du peuple* et *Contre-temps* - ont fait les salons avant d'atterrir dans les librairies rochelaises.

«La vente est difficile lorsqu'on n'est pas blindé, reconnaît aujourd'hui le toujours-jeune homme. Et les bouquins restent souvent dans un recoin ou dans un placard. Les films, bien que très éphémères, ont l'avantage d'être vus. Une télé, même tardive, représente deux millions de personnes.»

Une manne providentielle pour Bruce le solitaire. Qu'il entend bien exploiter jusqu'au bout.

Sylviane Carin

DES CHIFFRES

- Les impôts locaux collectés dans la région ont rapporté, en 1990, 4,7 milliards de francs aux collectivités locales. Mais la moyenne versée par habitant est très variable. C'est ainsi qu'en Poitou-Charentes où la moyenne régionale est fixée à 2947 F, les Angoumoisins paient plus de 7 000 F de taxes directes chaque année, contre environ 4 500 F pour les Rochelais et les Niortais, et à peine plus de 3 500 F pour les Poitevins. En milieu rural, les taxes sont moins élevées.
- Les habitants de la région Poitou-Charentes vivent équitablement répartis entre milieu rural (49,2 %) et milieu urbain (50,8 %).

 La notion d'unité urbaine s'applique à une commune ou à un groupe de communes qui se touchent, dont la population dépasse 2 000 habitants. En 1990, on recensait 128 communes urbaines sur 1 465 en Poitou-Charentes.
- 82 % des salariés de l'industrie en Poitou-Charentes sont employés par seulement 20 % des entreprises. En revanche, 57 % des établissements emploient trois salariés au plus. Ces petites structures sont en général issues des secteurs agricoles et BTP.
- L'emploi a freiné sa progression en 1990 dans la région. Il n'a augmenté que de 1,1 % contre 1,5 % en 1989. La chute est la plus forte dans l'industrie agroalimentaire qui a perdu 600 emplois et dans le BTP (-700). Le seul secteur qui progresse de manière significative est celui des services marchands (conseil, assistance, santé, social), avec 1 300 salariés supplémentaires.

Source INSEE: "Décimal", revue de l'Observatoire économique Poitou-Charentes. 3, rue du Puygarreau 86000 Poitiers

- Hi Tech au Grand Pavois.
 Le grand prix du Grand Pavois
 a été décerné à une entreprise
 de La Rochelle : Hi Tech, PME
 dirigée par Philippe Massa,
 spécialisée dans la voilerie de
 planches. Hi Tech fabrique
 environ 17 000 voiles de
 planches par an et améliore
 sans cesse sa productivité
 (plus de 50 % entre 1985 et
 1991) malgré un contexte
 économique peu favorable.
- Musique contemporaine. A Poitiers, le Conservatoire national de région manifeste beaucoup d'intérêt pour la musique contemporaine. Il coproduit cette année le Méthodicare d'Henri Pousseur, l'un des plus importants ouvrages pédagogiques conçus par un compositeur depuis Mikrokosmos de Bela Bartok. Cet intérêt peut être partagé par le grand public lors des Rencontres "Musique et danse contempo...Reines" (9 - 15 décembre 1991). A noter : deux créations d'Eric Fischer et de Thierry Lancino, jeune compositeur originaire de Civray.
- Voitures électriques à La Rochelle en 1993. Une cinquantaine de Citroën AX et 205 Peugeot électriques circuleront dans les rues de La Rochelle au printemps 1993. Le groupe PSA (Peugeot -Citroën) les prêtera à des particuliers tandis que EDF installera et entretiendra une quarantaine de bornes de recharge des batteries dans des parkings ou des stations-service. La Rochelle sera ainsi la première ville au monde équipée pour les voitures électriques. 200 ou 300 de ces véhicules seront progressivement mis à la disposition des Rochelais pour en étudier l'impact sur l'environnement urbain, le comportement des conducteurs, les réactions des usagers, les conditions techniques et économiques.

Le Bon re-fait la foire!

Cet automne, Alain Le Bon plantait son chapiteau dans l'une des ruelles oubliées de La Rochelle. Le théâtre forain, celui qu'il affectionne tout particulièrement, n'a pas besoin d'un temple de la culture pour s'exprimer. Il n'est jamais mieux que sur les pavés de ses origines. Fidèle à cette tradition que connaît mieux que quiconque ce Saintais de naissance et d'adoption. A 40 ans passés, il n'y dérogerait pas pour un empire hollywoodien. Universitaire de formation, Alain Le Bon a commencé à fouler

Universitaire de formation, Alain Le Bon a commencé à fouler les planches avec l'Est Parisien. D'abord comédien, puis responsable du secteur animation, dans l'après-68.

C'est en 1978 qu'il décida de monter sa propre compagnie - Le Cirkub'U - avec lequel il donna son premier spectacle (*Marie-Jeanne ou la femme du peuple*), un mélo acide, dans la région rochelaise, à La Ronde. Trois semaines de fête entre amis avant que chacun regagne ses pénates.

Pour continuer, encore fallait-il une structure, une maison et une grange, que lui offrit la ville de Saintes. Le Cirkub'U était installé. Depuis lors, il dispose d'une équipe de base, avec Michelle Gauraz, son assistante, et trois techniciens, renforcée suivant les besoins des créations. Celles-ci aboutissent à une cinquantaine de représentations et des tournées dans l'Europe entière, avant une participation en 1992 au festival mondial de Mexico.

Alain Le Bon réalise ainsi ses rêves d'artiste et de militant. La marionnette à gaines est, selon lui, un élément moteur du théâtre. Car elle possède ce pouvoir magique d'expression à nul autre comparable. Une force puisée dans les siècles passés.

A Saintes, il a créé la Maison de Polichinelle, lieu de rencontre interdisciplinaire lié aux sciences et aux arts du spectacle. Il y organise des séminaires, stages et autres colloques, quand il ne prête pas le local à des compagnies invitées.

A Charleville-Mézières, il proposait sa dernière création - La tentation d'exister ou la comique illusion - lors du festival international de la marionnette. Avant de s'attaquer à son prochain (gros) morceau : Autour d'Ubu, monté en collaboration avec le Théâtre en vol, d'après des sculptures inspirées des dessins de Léonard de Vinci. Une autre ouverture vers le monde sans frontières.

Sylviane Carin

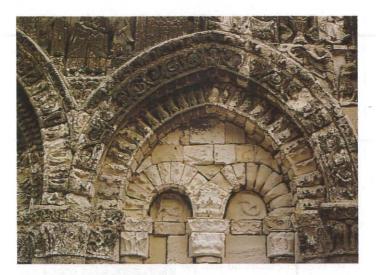


COHABITER DANS LES MARAIS



En Poitou-Charentes on se mobilise pour protéger les fragiles zones littorales humides. Mais la cohabitation n'est pas évidente entre tourisme, agriculture et ostréiculture qui se partagent les marais. Ces trois secteurs ont été mis en présence à Rochefort lors du congrès national de l'Association pour le développement de l'aménagement foncier rural. Un chercheur de l'INRA a préconisé une protection sélective des marais du littoral, en choisissant les zones à sauvegarder et en laissant les autres pour l'agriculture. L'idée de créer ces sortes de réserves naturelles laisse perplexe les défenseurs de l'environnement. Les ostréiculteurs ont, eux aussi, renvoyé la balle dans le camp paysan, en signalant une inquiétante dégradation de la qualité de l'eau. Mais un chercheur en aquaculture a désigné à son tour les responsabilités des ostréiculteurs, qui ont tendance à surexploiter le bassin. Conclusion: il ne faut pas en demander trop au milieu car on le connaît mal. Cette ignorance devrait être comblée en partie par deux ouvrages récents. L'un, écrit par Olivier Clément, traite de la typologie des marais de la côte atlantique (CEMAGREF, BP 3, 33611 Gazinet Cedex). L'autre, signé Loïc Ménanteau, présente une étude comparée de 23 zones humides du littoral européen (Centre international de la mer BP 108, 17303 Rochefort).

- Ecrivains Présents. Du 18 au 22 novembre, Ecrivains Présents réunit à Poitiers une vingtaine de romanciers et poètes autour de la question : «Vous nous racontez des histoires?» "Tables rondes. lectures et rencontres auront lieu à la fac de Lettres, à l'auditorium Sainte-Croix, à la bibliothèque municipale et dans les établissements scolaires. Notons la présence de Louis-René des Forêts, Jean Echenoz, Michel Deguy, Marie Redonnet, et d'écrivains étrangers publiés en français tels Mahmoud Darwich, Assia Djebar, Ali Erfan, José Saramago, Saul Yurkievich, Mathias Zschokke.
- Bach et Mozart. L'Orchestre Poitou-Charentes et le Grand choeur de Saintes (180 choristes) s'associent pour produire avec l'Institut de musique ancienne la Cantate BWV 63 de Bach et Davidde Penitente de Mozart. Une rencontre placée sous la direction d'Ernst Schelle et en compagnie de grands chanteurs internationaux dont Françoise Pollet. Du grand répertoire vocal. Concerts à Jonzac (25 novembre), Poitiers (26), Angoulême (29), La Rochelle (30), Saintes (1er décembre).
- Chopinot danse St Georges. «Le rythme de la danse, les exercices acrobatiques ont fortement marqué l'esprit de la sculpture romane», écrit l'historien d'art Jurgis Baltrusaïtis. C'est à lui que Régine Chopinot dédie St Georges, son prochain spectacle. La chorégraphe puise dans le bestiaire et la géométrie de l'art roman, dans les marges de cette architecture, chapiteaux, tympans et bas-reliefs. Les costumes sont signés Jean-Paul Gaultier et la musique Anne-Marie Deschamps. La partition est interprétée par Mora Vocis, quintette vocal spécialisé dans le répertoire du IXº au XVIº.



Dessaler Notre-Dame

Le mal qui ronge la façade de Notre-Dame-la-Grande sera bientôt expurgé. Les pierres de la célèbre église poitevine sont gorgées de sel et de nitrates. La combinaison des deux éléments accélère la cristallisation en surface et fait éclater la pierre. Sans remède radical, ce joyau de l'art roman était voué à une lente désintégration.

Longtemps, les spécialistes des Monuments historiques ont cherché à expliquer cette maligne infiltration du chlorure de sodium. Sa très forte concentration dans la partie inférieure de la façade (jusqu'à la frise) et dans le remblai laissait supposer que le sel était véhiculé par des remontées capillaires. Cette hypophèse fut complètement fondée en 1990 par une découverte aux Archives départementales de la Vienne : pendant la première moitié du XVIII° siècle, les boutiques construites de part et d'autre du portail, à même la façade, étaient louées à un marchand de sel...

Le mystère éclairci, les Monuments historiques ont lancé un programme de travaux de restauration colossal (décembre 1991-Noël 1993, environ 11 MF). Pour extirper le mal à sa racine, les archéologues vont creuser à plusieurs mètres de profondeur des deux côtés de la façade. Après l'étude du site et sans doute la découverte de précieuses informations sur l'histoire de l'église, un nouveau remblai sera déposé au pied de Notre-Dame. Des drains seront placés pour évacuer l'eau de ruissellement. Ensuite toute la façade sera traitée, rejointée, nettoyée par microsablage (à la poudre de talc). «Une opération très délicate, car il faut conserver les deux couches de peinture que nous avons trouvées sur la frise lors des essais», explique Alain Rieu, conservateur en chef des Monuments historiques. Dans la partie inférieure, les pierres intraitables en surface (par compresse) seront déposées pour être dessalées. Certaines, provenant de restaurations de 1845, seront remplacées. Un comité scientifique suivra les travaux. A chantier spectaculaire, communication exceptionnelle. L'Etat et la ville de Poitiers veulent donner un caractère exemplaire à ce grand chantier. Par exemple, une passerelle offrira au public un accès visuel au chantier et permettra de suivre pierre à pierre le sauvetage de la façade de Notre-Dame.

Carlos Herrera

VISUALISATION ET TRAITEMENT D'IMAGES

Le laboratoire de mécanique des fluides de l'université de Poitiers organise le 5° colloque national de visualisation et de traitement d'images, du 2 au 5 juin au Futuroscope. Les récents progrès des techniques de visualisation offrent des perspectives de développement importantes. Ce colloque est consacré au thème suivant : restitution de champs de vitesse, de température et de concentration partechniques de visualisation et de traitement élaboré d'images.

A cette occasion, le premier concours photographique du genre est organisé. Pour y participer, il suffit d'envoyer une ou plusieurs photographies NB ou couleur, de format 30 x 40 cm, et un résumé de 10 lignes présentant le contexte scientifique et les conditions de prise de vue. Les meilleures photos seront publiées dans l'Actualité. Envoi avant le 30 avril 1992 au Laboratoire de mécanique des fluides, 40, avenue du Recteur Pineau, 86022 Poitiers.

UNE MAISON DE LA FORET



L'ONF et la mairie de Montamisé se sont associés pour ouvrir une maison de la forêt, en plein coeur du massif de Moulière (4 200 ha), à l'est de Poitiers. Cette maison, située au lieu-dit "Le grand recoin" est destinée à promouvoir le tourisme vert tout en jouant un important rôle pédagogique. Elle accueillera de nombreuses classes et des expositions.

DES ÉCRIVAINS EN RÉSIDENCE

Exemple d'investissement culturel à long terme et peu coûteux : à l'initiative de l'Office du livre en Poitou-Charentes, Patrick Deville a séjourné pendant plusieurs mois cette année à Poitiers. Principe de la résidence : l'écrivain reçoit 7 000 F par mois et un logement fourni par la ville. Comme il s'agit d'une aide à la création, il n'est considéré ni comme un touriste, ni comme un forçat de l'écriture. On lui demande seulement de s'immerger dans cette ville qu'il a désirée. L'Office du livre prépare pour 1992 le séjour de cinq écrivains. A Poitiers : le poète touareg Hawad (Ed. Noël Blandin) et le romancier turc Nedim Gursel, auteur d'Un long été à Istambul (Ed. du Seuil). A Niort : Ali Erfan, exilé iranien qui vient de publier Le dernier poète du monde et La route des infidèles (Ed. de l'Aube). A La Rochelle: Vaclav Jamek, qui écrit en tchèque et en français, prix Médicis 1989 pour son Petit traité des courtes merveilles (Grasset); Hans-Christoph Buch, romancier berlinois passionné par l'histoire de Saint-Dominque et des colonies (Grasset). D'autre part, la Scène nationale de Poitiers invite Eugène Durif, jeune auteur dramatique qui écrira une pièce de théâtre sur la Résistance et l'esprit de résistance. La ville de Thouars, qui possède un Conservatoire de la Résistance, s'associe au projet. Le spectacle d'Eugène Durif sera mis en scène par Anne Torrès.

Ali Erfan



La saga des étiquettes

Garnaud, imprimeur charentais, a bâti sa réputation sur les étiquettes des camemberts. L'étiquette de fromage, c'est un poème, un support d'art populaire qui évolue dans sa technique mais peu dans son graphisme.

Chez Garnaud, imprimerie de 130 employés, qui vient de fêter ses 70 ans, on ne s'émeut pas pour autant. Les archives et les greniers de la maison débordent de caisses d'anciennes étiquettes. «C'est une très ancienne habitude, à chaque nouvelle fabrication, on en met un lot de côté.» Pratique pour les historiens du fromage, pratiqué aussi pour les collectionneurs d'étiquettes (tyrosémiophiles) qui écrivent sans cesse pour solliciter l'imprimeur. La passion du fromage ne connaît pas de frontières et les collectionneurs ne sont pas des velléitaires.

L'étiquette de camembert, c'est une saga familiale. Aujourd'hui encore, on garde une tendresse particulière pour ce fromage à pâte molle, même si le marché décline de 4 à 5 % chaque année, du fait de nouvelles habitudes alimentaires.

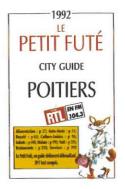


L'entreprise s'adapte, elle diversifie son activité vers d'autres secteurs : paquets de graines pour jardiniers ou enveloppes couleurs pour les papeteries de La Couronne.

L'étiquette de camembert est une forme d'art populaire, malheureusement les tendances actuelles dans l'emballage de ce fromage ne sont pas particulièrement créatives. Au début du siècle, l'imagination des graphistes était sans limite : bien plus que les classiques moines ventrus et les vaches sexy allongées dans les plaines verdoyantes, on rencontrait des chats jouant de la rondeur du fromage, renard sous la lune, colonnes de fourmis à l'assaut du camembert, paysan édenté ouvrant un large sourire gourmand. Voire gorille rigolant ou motif art déco.

Les dessinateurs étaient alors féconds, aujourd'hui les agences de communication imposent des critères plus commerciaux, plus uniformisés et nettement moins créatifs. Et tournent en rond autour de thèmes quelque peu épuisés. Adieu le temps où chaque laiterie avait son fromage, son étiquette et la légende qui l'accompagnait. Nombre d'obscurs artistes sont ainsi passés à la postérité du fromage. Jacques Bonnot, le peintre affichiste du cinéma des années cinquante y a contribué, des Champs Elysées à la boîte de camembert... Une logique qui coule de source.

Christian Tua



- Débrouillard, truculent. parfois mordant et insolent mais impartial, le Petit Futé s'immisce dans tous les rayons de la cité : restaurants, culture et loisirs, animaux, maisons, beauté, alimentation, sports ou services... Ce quide sympathique et lilliputien qui semble porter le nom d'un héros de bande dessinée tient dans la poche. Son coût est également mini: 39 F. Incollable, il vous conduira dans les meilleures "maisons" et vous évitera de succomber au chant des sirènes. Son seul souci : toujours guider le lecteur vers la qualité. Le Petit Futé de Poitiers compte 352 pages. Il est tiré à 10 000 exemplaires. Le Petit Futé de La Rochelle paraît au printemps. La première édition d'Angoulême sortira en décembre 1991.
- Depuis1986, la région Poitou-Charentes a investi 2 milliards de francs dans les lycées, pour la construction de 200 000 m2 de locaux et la création de 14 000 nouvelles places. Au cours des prochaines années seront créées 6 500 places, dont plus de la moitié pour l'accueil de nouveaux BTS. En 1992, plusieurs opérations de construction, restructuration ou extension de lycées seront lancées : Bernard Palissy et Bellevue à Saintes (37 MF et 16 MF), Denfert-Rochereau à St-Maixent (35 MF), Mécanique et transports à Soyaux (113 MF), Jean Macé à Niort (59 MF), Rompsay et Doriole à La Rochelle (28 MF), Pujos à Rochefort (7 MF), Jean Moulin à Montmorillon (35 MF).

D'une part d'autre part



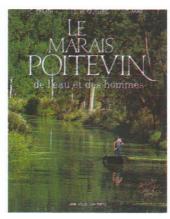
D'une part, l'artiste en jeune homme chic dans le monde de l'art. D'autre part, les techniques publicitaires et leurs images, propres, efficaces.

Philippe Cazal manie les signes de reconnaissance des uns et des autres, avec élégance, sur un ton sarcastique, mais toujours en professionnel. Aujourd'hui, l'artiste doit savoir "se vendre" s'il veut accéder en bonne place au marché de l'art. Philippe Cazal se prête au jeu et l'érige en système. L'artiste se considère comme un "produit nouveau" et construit son oeuvre avec quelques repères stylistiques : la signature-logo, le base-line apposé sur toutes les oeuvres (L'artiste dans son milieu), le verre à champagne comme indispensable accessoire, le papier doré de la bouteille de champagne comme motif. «Tout se joue, dit-il, dans cette ambiguité : entre l'élégance et le mauvais goût, la classe et une certaine qualité de vulgaire. C'est de cette perversion que naît la prolifération des formes et des matériaux que j'emploie.»

Il signe l'un des plus beaux catalogues de l'année, édité par le musée de Poitiers, avec le conservateur Blandine Chavanne. Cet ouvrage est une oeuvre.

Musée Ste-Croix, 174 p., 200 F.

Le Marais poitevin



Le Marais poitevin attire chaque année des milliers de touristes. Ce site romantique, rythmé par les saisons, tissé de chemins d'eau, a formé au fil du temps une société agricole sur une terre flottante.

Les éditions de l'UPCP viennent de consacrer un bel ouvrage à ce marais d'hier et d'aujourd'hui et à ses habitants, tout en restant très discret sur les conflits d'intérêts contradictoires qui agitent le marais. Treize chapitres abon-damment illustrés construisent la visite. Histoire, population, architecture, faune, flore, etc., embarquent le lecteur d'une rive à l'autre du marais comme autant de points de vue. Cet album laisse la part belle aux hommes et aux femmes du marais. Leurs activités, artisanat, élevage, pêche, bois et loisirs y sont consignées sous forme de courts témoignages. Ces récits intelligemment traduits en anglais, en espagnol et en allemand restituent les racines, les figures et l'âme de ce «pays changeant» dont Léonie, la doyenne, assure que «l'essentiel ne bouge jamais et cela tant qu'il y aura de l'eau et des hommes.»

Un livre pour touristes aussi. Nettement mieux qu'une carte postale.

Ed. UPCP, 176 p., 250 F.

Louis-René des Forêts

DES FORÊTS



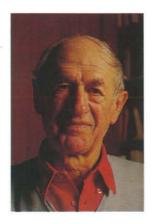
Louis-René des Forêts est de ces écrivains unanimement respectés mais dont l'oeuvre reste secrète, réservée à un petit cercle. Le grand prix national des lettres, attribué pour l'ensemble de son oeuvre en 1990, n'y change rien.

C'est l'un des grands prosateurs de notre temps. «Dans le contexte de notre littérature de plus en plus "méthodique" à mesure qu'elle se voudrait agissante et combative, Louis-René des Forêts figure comme l'un de ces quelques grands isolés volontaires pour lesquels le fait de s'exprimer est trop gravement impliqué dans le fait même d'une expérience à dire ou à taire.» Cet hommage de Pierre Klossowski est l'un des nombreux témoignages littéraires et critiques réunis dans le Cahier six-sept du Temps qu'il fait. Une somme, réalisée par Jean-Benoît Puech et Dominique Rabaté, qui constitue le meilleur guide pour approcher cette oeuvre d'une exceptionnelle densité. Louis-René des Forêts livre ici quelques textes inédits.

De grands écrivains sont conviés, parmi lesquels Yves Bonnefoy, Jean Roudaut, Philippe Jaccottet, Maurice Blanchot, Bernard Pingaud, Edmond Jabès.

Ed. Le temps qu'il fait, 180 F.

Ce qui toujours s'approche



Depuis 25 ans il presse les mots de dire le meilleur. Arrivé tard en écriture, Georges Bonnet nous livre ici son cinquième exercice de poésie long de vie.

En 80 poèmes l'homme au regard bleu télégramme extrait des mots urgents, polis par le vent et les sentiments. Tout juste le temps d'aller, comme il le dit trop humblement, à petits pas de lui à lui. Le parcours, délicate et silencieuse acrobatie, achemine le lecteur au coeur de ces états de conscience qui font de l'auteur un veilleur. «Ce qui toujours s'approche» ici, c'est le poète, portefaix d'un très vieux bonheur, celui de l'écriture : C'est encore ce matin /le beau cerceau des certitudes/la lumière à haute voix. Capable de percevoir le pouls des rosiers, parfois l'homme vacille: J'entends en moi une pluie / de grande lassidude. L'urgence de vieillir rappelle le passé:Tous les verbes au futur / répandus sur les champs et l'enfance en Saintonge avec greffé sur le ciel cette église, puis la maison, le thym et les ombres... Et puis, l'amour sans âge: Il y eut dans la chambre / comme un feu de fraîcheur (...) Un silence riche / en chuchotements.

Ed. La Bartavelle, 48 p., 63 F.

Une insertion exemplaire

A Parthenay, l'action en faveur des handicapés est non seulement une vitrine de la ville mais aussi une composante à part entière de son activité économique.

L'intérêt de Parthenay pour les handicapés s'enracine dans la création, en 1971, du foyer Gabrielle Bordier, un des 200 foyers de l'Association des Paralysés de France (APF).

Ce foyer accueille aujourd'hui 71 handicapés moteurs "lourds", dont le handicap ne permet pas l'exercice d'un métier, et qui n'ont d'autonomie que dans un environnement adapté.

Si l'établissement lui-même a une architecture, des équipements et un personnel qui permettent aux pensionnaires d'avoir une vie sociale digne, le problème de l'environnement urbain s'est rapidement posé. Le foyer est bien situé, à cinq minutes du centre ville, un centre largement aménagé en rues piétonnes. Les pensionnaires du foyer sortent, peuvent participer à la vie de la cité. Mais pour un fauteuil roulant, aussi électrique et moderne soit-il,

les barrières architecturales peuvent se révéler infranchissables : bordures de trottoirs, escaliers d'accès des services publics, seuils des entrées de commerces ou encore exiguité des cabines d'ascenseur, pour ne rien dire des toilettes publiques.

La réflexion sur l'accessibilité a débuté en 1979. Entre-temps, la présence des handicapés et de leurs fauteuils roulants dans les rues de la cité était devenue une chose banale. Ce qui a rendu plus facile la sensibilisation des élus, des administrations et des commerçants.

Ceux-ci étaient d'ailleurs souvent conscients du problème : tel boulanger a ainsi disposé une sonnette sur le mur extérieur de sa boutique, à hauteur de main d'une personne handicapée en fauteuil, pour pallier l'obstacle que représente un seuil,



difficile à franchir sans aide extérieure. «Tout n'a pas été facile au début», se souvient Gérard Ecault, animateur au foyer Bordier depuis sa création, et qui a participé à toutes les étapes du processus. «Il a fallu vaincre les habitudes des techniciens de la voirie, qui tenaient absolument à leurs bordures de trottoirs.»

Les opérations d'aménagement du centre ville

Une solution a pourtant été trouvée, et les trottoirs du centre de Parthenay sont maintenant équipés de passages "niveau zéro" accessibles aux chariots.

Les principaux carrefours du centre ont été également équipés de cheminements, comparables à des pistes cyclables, qui permettent aux handicapés de traverser avec un minimum de risques. Mais l'opération la plus spectaculaire est l'aménagement du centre ville. Le plateau piétonnier de Parthenay a en effet été conçu en fonction des besoins des handicapés : dans les rues en pente, pas une marche, et partout où cela était possible, les entrées des magasins ont été aménagées pour être de plainpied avec la rue.

Des opérations qui ont permis de faire avancer la réflexion collective : les Parthenaisiens ont pris conscience que le handicap est l'affaire de tous, et que les aménagements réalisés à leur intention bénéficient en fait à tous.

Les bordures de trottoirs niveau zéro sont également appréciées des mères de famille qui poussent un landau et des personnes âgées à mobilité réduite. Et les livreurs ne regrettent pas les deux ou trois marches qu'il fallait parfois franchir, des cartons

plein les bras, pour accéder aux boutiques.

«C'est maintenant devenu un réflexe, constate Gérard Ecault. Chaque aménagement nouveau et chaque construction sont maintenant pensés en fonction des handicapés. Les promoteurs réservent des appartements au rez-de-chaussée des résidences et les cabines d'ascenseurs sont assez grandes pour le passage d'un chariot. Ce qui n'entraîne pas pour autant de surcoût. Le surcoût, c'est quand il faut modifier l'existant.»

Le mouvement se poursuit. La plupart des services publics de la ville sont maintenant équipés de rampes d'accès. Et une banque est sur le point d'installer un guichet automatique accessible aux fauteuils roulants.

Jean Roquecave

Creati-Edima : un pôle de rencontre et d'innovation unique en France

Creati et Edima sont deux structures qui coexistent dans un même bâtiment, sur la ZI de la Faïencerie, à Parthenay. Leurs activités se complètent : étudier les aides techniques destinées aux handicapés et exposer les matériels existants.

Creati, Centre de recherches et d'études pour les aides techniques et l'industrialisation, a été fondé en 1984, sous la forme d'une association loi 1901, à l'initiative de la ville de Parthenay, de l'université de Poitiers, de la Direction régionale du travail et du club d'entreprises de la Gâtine. Cheville ouvrière de Creati: Jacky Thibault, un ingénieur en robotique.

Creati est à la fois un bureau d'études, une boîte à idées, et un intermédiaire entre les handicapés et les industriels.



Creati conçoit des appareils, réalise des prototypes pour le compte des industriels du secteur handicapé.

Creati fait aussi de la veille technologique, à l'affût des technologies avancées qui pourraient intéresser le domaine des aides aux personnes âgées ou handicapées.

Sa compétence lui est reconnue : Creati joue un rôle d'expert auprès des grandes structures associatives, notamment lorsqu'il s'agit de financer un projet. Il participe aussi à des projets de recherche français et européens comme "Sprint" (robotique au service des personnes handicapées).

Un indice de la réussite de Creati est la quasi autonomie financière que le centre a acquise : fonctionnant au départ uniquement grâce à des subventions, il retire aujourd'hui 90 % de son budget annuel (1,3 MF) de ses prestations de services ou de ses ventes d'études.

Edima, créé en 1984, est un peu "l'enfant" de Creati. Parthenay est excentré, et pour que Creati fonctionne dans de bonnes conditions, il fallait une structure d'accueil pour les professionnels, les usagers, les scientifiques et les industriels qui travaillent dans le secteur du handicap.

De la fourchette à l'auto

Edima est donc une exposition. Sur 2.000 m², tous les types de matériels destinés aux handicapés sont réunis, de la fourchette à la salle de bains en passant par l'automobile. Tout ce matériel est prêté par les constructeurs et n'est pas à vendre, le personnel d'Edima se limitant à une fonction de conseil.

Edima est aussi un lieu de formation destiné aux professions spécialisées : une salle de conférence de 200 places permet de recevoir associations, personnels de santé ou fabricants, pour des réunions, des débats ou des démonstrations. Cette fonction de carrefour bénéficie directement à Creati : les informations en provenance des usagers et des professionnels, peuvent remonter par ce canal et influer sur les recherches. Des centres semblables existent dans d'autres pays d'Europe, mais Edima est aujourd'hui la seule structure de ce type en France. *J.R.*



Le district de Parthenay compte quatre centres d'accueil pour handicapés mentaux et moteurs, qui représentent environ 310 résidents. Les effectifs du personnel d'encadrement s'élèvent à 251 salariés. La masse salariale globale en 1990 était de 23 MF. Ces chiffres ne prennent pas en compte les emplois induits.

LE CAT DU TALLUD

Au CAT (Centre d'aide par le travail) du Tallud, Chams Kihel, le directeur, tient table ouverte: tous les midis, une vingtaine d'invités viennent partager le repas de l'encadrement du centre. Une table où se retrouvent aussi bien le député Jean de Gaulle que le maire Michel Hervé, le sous-préfet et le président de la Jeune chambre économique.



Chams Kihel

Quand Chams Kihel a pris la direction du centre du Tallud, à sa création, en 1979, une de ses premières démarches a été d'adhérer au club des chefs d'entreprises de Gâtine. Il en est aujourd'hui le vice-président et les réunions du club se tiennent au centre. «Les handicapés du centre qui sont des handicapés mentaux - sont des producteurs, explique C. Kihel. lls travaillent. Je suis un chef d'entreprise qui emploie près de 200 personnes.» Le CAT du Tallud, c'est aujourd'hui 126 travailleurs handicapés, un personnel d'encadrement de 67 personnes, 6 000 m² de surface de production répartis en 16 ateliers Cette volonté d'être une entreprise comme une autre s'est traduite par la construction de deux ateliers, menuiserie et mécanique, au coeur des zones industrielles de Parthenay. La blanchisserie a pris le marché des maisons de retraite du département des Deux-Sèvres. «En pratiquant des prix qui sont ceux du marché», précise Chams Kihel. Une boutique "Leclerc" vient d'ouvrir à l'hôpital de Parthenay

Elle est gérée par le CAT.

S'initier à la nature

Les centres permanents d'initiation à l'environnement de Coutières et Fouras ne donnent pas de cours de sciences naturelles.

Ils se posent en médiateurs de l'environnement.

Les habitants de Coutières, dans les Deux-Sèvres, n'ont pas le porte-monnaie en peau d'hérisson. Presque tout le monde a participé à l'installation du Centre permanent d'initiation à l'environnement en puisant dans son pécule. Pour financer l'achat de la ferme et du terrain nécessaires au CPIE, le maire, M. Dauté, a lancé auprès de la population, des obligations de 2 000 F remboursables avec intérêt. 120 "écocitoyens" ont répondu à l'appel. Ce beau geste permit la création du CPIE du pays de Gâtine, il y a trois ans. Celuici est doté d'un laboratoire de biologie, d'une bibliothèque, d'une salle de documentation, d'un labo photo. Il peut héberger et nourrir trente personnes. Ecologie oblige, il est chauffé au bois.



Le CPIE de Coutières

Un autre CPIE fonctionne en Poitou-Charentes, celui de Fouras en Charente-Maritime, créé en 1987. Ce type d'établissement est apparu au début des années 70 suite au protocole d'accord signé entre les ministères de l'Education nationale, de l'Agriculture, de la Jeunesse et des Sports et de l'Environnement. Leur mission : permettre à tous de comprendre les relations qui unissent l'homme et son milieu, qu'il soit rural ou urbain, dans le temps et dans l'espace. Comprendre dès lors que les CPIE ne veulent en aucun cas avoir «une démarche naturaliste biologique à la manière des cours de sciences naturelles», comme l'exprime Pierre Grillet, directeur du CPIE de Coutières. Ils ont à coeur de former le plus sérieusement possible enfants et adultes aux phénomènes liés à l'environnement : pourquoi un paysage est-il façonné de cette manière, comment participer aux traitements des déchets, que peut-on trouver de positif à la réalisation d'un barrage ?

Loin de marquer au rouge les initiatives ayant un impact sur l'environnement, le CPIE se pose en médiateur en offrant une structure où tous les intervenants peuvent s'exprimer à loisir. Un rôle défendu avec force par Denis Lebioda, directeur du CPIE de Charente-Maritime : «On parle beaucoup dans les CPIE de cogestion de l'espace. Il nous paraîtrait dommage que les problématiques de l'environnement soient confisquées par les seules écologies. Nous essayons de trouver à chaque problème posé les compétences significatives, de constituer une équipe complète capable de toucher à tous les domaines concernés pour, non pas supprimer les problèmes, mais les résoudre.» Même raisonnement à Coutières :

«Si, aujourd'hui, on ne traite pas ensemble les problèmes économiques et ceux de protection de l'environnement, on ne s'en sortira pas. Nous pouvons être reconnus officiellement comme des instances de consultation en adoptant une attitude cohérente et responsable.»

De la gestion du gibier au camping caravaning

C'est pourquoi les deux centres vont se regrouper en Union régionale des CPIE Poitou-Charentes en produisant une longue liste de réalisations et d'interventions. Pour le CPIE de Charente-Maritime : animation des OGAF (opération groupée pour l'aménagement foncier) - environnement, travail sur la gestion du gibier avec les fédérations de chasseurs, études sur l'ouverture d'un réseau de sentiers de découverte du pays rochefortais, sur la création d'un complexe sportif et touristique, sur le camping caravaning et les parcelles

privées de l'île d'Oléron, etc. Pour celui du pays de Gâtine: participation à un projet de conservatoire ovin avec la mairie de Vasles, études d'impact pour le barrage de Gâtine, coopération au festival ornithologique de Ménigoute, etc.

Etudes et expertises du patrimoine et de l'environnement

Celui-ci est également en train de réaliser un jardin unique en Poitou-Charentes, "le jardin des sens". Ou comment tenir en éveil tous les sens sur un parcours de 6 400 m². Le visiteur partira d'une pergola couverte de rosiers anciens pour découvrir ensuite des plantes aromatiques nichées dans la rocaille. Plus loin, un labyrinthe d'arbustes taillés mènera à un point de vue donnant sur une petite église. La cascade alimentant un circuit d'eau en boucle devrait constituer le clou de ce parcours initiatique. Le visiteur pourra déclencher la cascade pour écouter le chant de l'eau à travers une tuyauterie de bambous.

Une telle diversité dans les sujets traités demande de réelles compétences. Et pourtant aucun diplôme n'est officiellement requis pour travailler dans un CPIE. Il est vrai néanmoins que sur la vingtaine de salariés de Fouras et les cinq de Coutières, tous ont effectué des études supérieures (doctorats en écologie, maîtrises de comportement et de l'environnement, de sciences et techniques "aménagement et mise en valeur de nos régions", BTS agricoles, etc.).

Ne devient pas et ne reste pas CPIE qui veut. Ce label délivré par l'Union nationale des CPIE, indépendamment de toute influence ministérielle, relève avant tout de la reconnaissance du travail effectué. Coutières et Fouras, à l'instar de leurs collègues, sont, à l'origine, des associations type 1901: "Association pour la promotion de l'environnement ménigoutais" pour l'une, "Association de protection, recherche et initiation au ma-



Le chaos granitique dans les Deux-Sèvres

rais" pour l'autre. Respectivement labellisées en 1988 et 1987, l'Apem et l'Aprim restent gérantes de la structure et doivent maintenir leurs propres objectifs et ceux de l'Union. Trois mots peuvent les résumer : chercher, développer, transmettre. Trois missions qui commandent aux CPIE d'offrir des services d'études et d'expertises de l'environnement et du patrimoine (50 % de l'activité du CPIE de Charente-Maritime), d'élaborer des propositions d'aménagement pour aller vers une nouvelle gestion de l'environnement (la mise en valeur des marais du littoral charentais en est un exemple) et de communiquer expérience et savoir-faire (la fête des traditions paysannes de Ménigoute en est un autre).

Travail de vulgarisation, certes, mais qui ne se limite pas aux opérations ponctuelles. Les journées stagiaires (classes vertes ou formations adultes) sont aussi là pour retransmettre tout le travail réalisé à travers les études, pour utiliser les compétences propres aux intervenants : stages sur l'erpétologie, les amphibiens, la botanique, le dessin, à Coutières. Pierre Grillet a déjà lui-même édité deux fascicules, l'un sur les salamandres et les tritons, l'autre sur les serpents. Précisons ici que le CPIE de Coutières est habilité par la Jeunesse et les Sports à former des adultes au BEATEP (Brevet d'Etat d'animateur et de technicien de l'éducation populaire), que celui de Fouras entend développer son activité séminaires, colloques, tables rondes, en augmentant sa capacité d'accueil : 140 lits pour 15 000 à 18 000 nuitées par an.

Priorité à l'autofinancement

Indépendants des ministères, les CPIE se doivent par contre de reverser 4,5 % de leur chiffre d'affaires à l'Union nationale. «Nous sommes une entreprise associative, dit-on à Fouras, et nous tenons beaucoup à avoir des clients qui payent pour un service. Plus qu'à recevoir des subventions qui ne sont pas une garantie de réussite.» 90 % des recettes de l'Aprim relèvent donc de l'autofinancement (nuitées, cotisations, études et stages) pour un chiffre d'affaires de 5 MF. Même credo pour le CPIE du pays de Gâtine poitevine, dont le budget annuel atteint 3 MF.

Les CPIE ont aussi une activité éditoriale. Celui de Charente-Maritime publie Emergences, revue trimestrielle de 32 pages imprimée à 1 000 exemplaires et diffusée auprès des adhérents, des partenaires, des élus. Pas de romance sur les pâquerettes dans cette revue, mais des "vérités de terrain". Elle présente aussi bien les positions des différents ministères face aux problèmes liés à l'environnement, que le lancement d'un satellite, la déprise agricole ou l'attitude des Japonais face à l'écologie.

Les quelque quarante CPIE implantés en France sont considérés comme des "laboratoires de terrain", selon l'Union nationale. Denis Lebioda leur donne une autre dimension: «Nous sommes là pour former des gens responsables.» Et Pierre Grillet de préciser : «Des écocitoyens».

Odile Peyroux

Sur les tours de la Manu

L'ancienne Manufacture d'armes de Châtellerault revit grâce à de nouvelles activités, pédagogiques et culturelles. L'artiste Jean-Luc Vilmouth rend gloire à ses cheminées.

«En arrivant à Châtellerault, j'ai tout de suite remarqué les deux cheminées de la Manufacture, côte à côte, comme des tours jumelles. Elles sont si hautes qu'on les voit de presque partout.» Pour un artiste comme Jean-Luc Vilmouth, ces longs fûts de briques ont bien plus de présence que n'importe quelle sculpture monumentale. Littéralement, les cheminées de la Manu signent le paysage. Impossible de rivaliser avec elles.

Invité par le ministère de la Culture et la ville à créer une oeuvre à Châtellerault, le sculpteur Jean-Luc Vilmouth se rend immédiatement à la Manu. S'il y a quelque chose à créer, pressent-il, ce ne peut être qu'ici, dans ce faubourg ouvrier, sur la rive gauche de la Vienne.

Intuitivement, l'artiste met le doigt sur le coeur même de Châtellerault. Car cette ville industrieuse a su marier très tôt la brique au tuffeau local. Ville qui doit son essor à l'incontestable savoir-faire de ses hommes. Dès le XVIº siècle, elle attira l'élite ouvrière. Jusqu'au XVIIIIº, les maîtres couteliers de Châtellerault jouissaient d'une grande réputation dans tout le royaume. On faisait appel à leur extrême raffinement pour les cadeaux princiers.

500 000 fusils Lebel pour le tsar Nicolas II

Après les défaites napoléoniennes, Châtellerault fut choisie pour accueillir la Manufacture royale d'armes blanches. La fabrication des épées fut bientôt supplantée par celle des armes à feu, notamment le célèbre fusil Lebel. Le tsar Nicolas II en commanda 500 000 en 1891. Au début du XX°, l'industrie châtelleraudaise talonnait celle de St-Etienne. Pendant 150 ans, les "manuchards" ont donné une âme à la cité. La Manu décline après la Seconde guerre mondiale. Elle ferme en 1968. La plupart des bâtiments sont inscrits à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques en 1989. C'est une friche in-

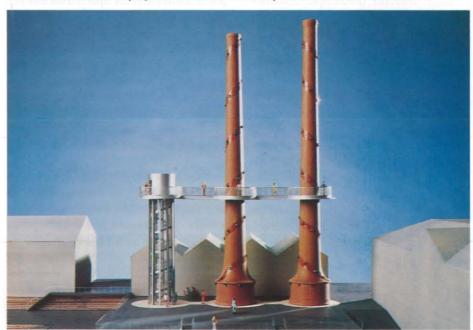


Jean-Łuc Vilmouth: «J'ai voulu que les gens puissent s'approprier à nouveau ces tours».

dustrielle. Mais ses briques, ses sheds et ses cheminées se posent toujours en figures emblématiques d'une mémoire vivace et entretenue. Tout Châtelleraudais de souche compte au moins un ancien manuchard dans sa famille. Jean-Luc Vilmouth reste pantois devant les deux cheminées qui culminent à 40 et 42 m de haut qu'il s'évertue à nommer deux tours, comme s'il était face aux vestiges de quelque forteresse médiévale. «Ces tours sont imprimées dans la mémoire des gens, constate-t-il, mais en même temps inaccessibles, car la Manu c'est du passé. J'ai donc voulu que les gens puissent se les approprier à nouveau, physiquement, que ces tours deviennent un lieu de promenade, qu'elles leur offrent le seul point de vue panoramique sur la ville »

Dans sa première maquette (présentée lors de son exposition au centre Georges Pompidou*), Jean-Luc Vilmouth rend les cheminées praticables en arrimant une passerelle à 16 m de haut. Pour y accéder, un escalier hélicoïdal est enceint d'une structure métallique qui rappelle étrangement le château d'eau détruit il y a quelques années au même endroit. Des éclairages verts et rouges courent le long des fûts, comme dans une fête foraine, suivant la spirale des briques claires.

"Comme 2 tours", 1991, projet de Jean-Luc Vilmouth pour la Manu de Châtellerault.



Jean-Luc Vilmouth a épuré ce projet. Plus de factice château d'eau mais un escalier en colimaçon complètement nu, comme s'il enserrait une cheminée virtuelle. D'autre part, les points lumineux ne filent plus sur les cheminées mais viennent souligner l'architecture métallique, escalier et passerelle.

«Le nouveau projet de Jean-Luc Vilmouth est cohérent avec l'esprit de la Manu, souligne Alain Rieu, conservateur en chef des monuments historiques. Nous sommes en présence d'un site industriel protégé, sans équivalent, et nous appliquons la même doctrine que s'il s'agissait d'une église ou d'un château. Sachez qu' un tiers de la Manu a failli être détruit. Se permettrait-on de démolir une aile de Versailles pour faire de la place ? En revanche, il est possible d'y créer des oeuvres. Parallèlement aux restaurations, le projet de l'artiste donne à ce travail un caractère plus conceptuel, plus créatif, que nous respectons infiniment.»

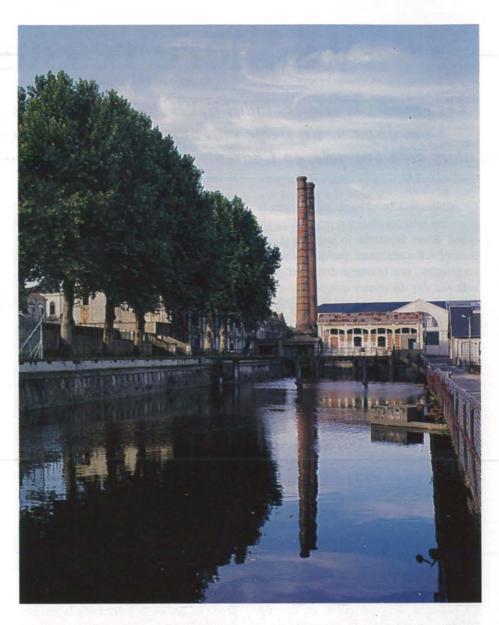
Le musée du véhicule populaire

Après la grand-roue construite à côté du moulin à vent de Valmy en 1989 pour l'exposition "Naissance d'une nation", Vilmouth signe à Châtellerault sa plus importante commande publique.

«Je pars toujours de ce qui existe, explique-t-il. Pourquoi poser un objet et l'imposer à la contemplation des gens ? La commande publique permet de faire sauter des barrières, de sortir du club réservé au milieu de l'art. Si l'espace public m'intéresse tant aujourd'hui, c'est parce que je le considère avant tout comme un espace social où l'on peut offrir aux gens l'occasion de tenter une expérience.» La "sculpture" de Vilmouth, aérienne et solitaire, n'a rien d'intimidant. C'est un signal que l'on s'approprie, comme lorsque l'on gravit les escaliers d'un clocher ou d'un phare. «L'art contemporain a ceci de spécifique qu'il invente au fur et à mesure ses propres systèmes de représentation : la qualité d'une oeuvre ne s'y mesure pas à sa plus ou moins grande conformité à un réseau de références, mais à la pertinence du système spécifique qu'elle met en place», écrit Didier Semin dans le catalogue du Centre Pompidou.

A l'évidence, Jean-Luc Vilmouth ne tri-

*Musée national d'art moderne : du 9 octobre 1991 au 5 janvier 1992.



che pas avec l'histoire prestigieuse de ce patrimoine industriel. Mais il n'est pas non plus sémaphore dans un désert. Il signale au contraire la revitalisation progressive de la Manu. En effet, sur les quelque 15 ha du site, des gens travaillent. L'armée y conserve des archives nationales, notamment toutes celles de la guerre de 1870. L'Afpa y forme des jeunes en mécanique auto, carrosserie, peinture, et l'Ites, des techniciens de la sécurité. En 1993, année de l'inauguration de l'oeuvre de Vilmouth, le musée de l'automobile, entièrement rénové et restructuré, ouvrira ses portes.

Ce musée possède la plus importante collection publique de motos en France et une très belle collection de vélos. «Ici, pas de voitures grand luxe ou grand sport comme dans la plupart des musées où les véhicules sont là par eux-mêmes et pour eux-mêmes, annonce Christine Pierre, conservateur, responsable du service culturel de la ville. A Châtellerault, nous présenterons une collection de véhicules populaires, unique en France et très représentative.» Dans un parcours chronologique, ludique et esthétique, le visiteur suivra l'évolution des techniques, replacées dans le contexte social, culturel et sportif de chaque époque. Dans des locaux annexes, les amateurs et collectionneurs pourront restaurer leurs véhicules. «N'oublions pas, précise Christine Pierre, que les manuchards ont donné des mécaniciens de précision.»

Aujourd'hui, le savoir-faire ouvrier s'exerce à la périphérie de Châtellerault. Des deux "tours" historiques de la Manu, Jean-Luc Vilmouth les salue, ces fils de manuchards.

Jean-Luc Terradillos

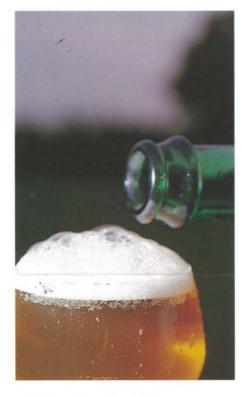
La bière ressuscite

Les grandes brasseries industrielles du début du siècle que possédait notre région ont disparu. Un Belge veut aujourd'hui en ressusciter une à La Rochelle alors qu'à Laprade, en Charente, un Canadien poursuit une expérience artisanale.

Quand Pierre-Louis Deschamps a, pour la première fois, présenté son projet d'installation d'une brasserie industrielle à La Rochelle, il a rencontré quelques sourires sceptiques : une brasserie dans la région, cela fait des décennies que personne n'a songé à en construire. Pire, toutes les unités de production de bière installées au siècle dernier ou au début du siècle ont fermé.

Pourtant, ce Belge, ingénieur chimiste et des industries agricoles, diplômé de l'université de Louvain, n'est pas un plaisantin: il a trente ans d'expérience professionnelle dans l'industrie brassicole, tant à la fabrication qu'à la construction d'équipe-

De longues années qui lui ont permis de mettre au point son concept de "brasserie régionale évolutive". Il s'agit d'une unité de production industrielle, dont il a établi les plans, capable d'une production de 3.000 hectolitres de bière par an, distribuée dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres autour du site de production. La capacité de production, en cas de besoin - et de réussite commerciale pouvant être multipliée par dix. Les cibles visées par Pierre-Louis Deschamps sont uniquement les débits de boissons, les



cafétérias et les collectivités. Il ne compte produire que de la bière conditionnée en fûts de 50 litres. Deux qualités de bière, une blonde ordinaire et une "spéciale", plus forte en alcool, seront produites. Dans un marché solidement tenu par les

grands groupes brassicoles, Pierre-Louis Deschamps estime que son projet peut apporter un plus : «Le coût du transport, dit-il, entre pour une grande part dans le prix de vente des fûts aux cafetiers. Il est évident que, de ce point de vue, je serai compétitif et comme ma bière n'aura que peu voyagé, elle n'aura pas eu le temps de s'oxyder, elle gagnera en fraîcheur, ce qui pour le consommateur, est appréciable.» Une étude de marché, réalisée auprès des cafetiers de l'agglomération rochelaise, a montré que l'idée recevait un accueil favorable. Reste à la concrétiser. Un bâtiment industriel, acquis en crédit-bail auprès du Sivom de La Rochelle, sera construit en janvier 1991 à Aytré, puis le matériel y sera installé. Pierre-Louis Deschamps a fait fabriquer les cuves en inox sur mesure dans la région. La fabrication devrait, si tout se passe bien, débuter courant avril.

Des brasseries, clés en mains

La brasserie Deschamps fonctionnera avec trois personnes: son fondateur, un aide brasseur qu'il se charge de former, et un chauffeur livreur.

Le montant de l'investissement s'élève à deux millions de francs.



Grandes Brasseries et Malteries Alsaciennes

C'est le 1st janvier 1912 que fut fondée la Société des Grandes Brasseries et Malteries d'Angoulème, qui reprit la suite des Brasseries BOEKEL et MORTZ, lesquelles avaient alors environ une soixantaine d'années d'existence et qui étaient si avantageusement connues dans toute la région.

L'usine a été reconstruite sur les données les plus modernes : les caves y sont aménagées en « grenier » suivant les principes nouveaux et tout y fonctionne à l'électricité.

La puissance annuelle de production de notre usine peut dépasser 100.000 hectolitres et ses réserves normales dépassent 20.000 hectos.

L'industrie de la bière était prospère il y a encore une cinquantaine d'années, témoin cette publicité des Grandes Brasseries et Malteries d'Angoulême parue dans le Guide du Tourisme 1947 du Poitou-Charentes aux Editions de la Propagande Française.

En Poitou-Charentes, la brasserie de Montmorillon fut l'une des dernières à fermer ses portes en 1963. L'écomusée de Montmorillon lui a consacré une importante exposition en 1988 et publié un catalogue scientifique sur ce patrimoine industriel.



Pierre-Louis Deschamps

La brasserie d'Aytré, dans l'esprit de son concepteur, servira aussi de modèle à son autre projet : vendre des brasseries régionales, clés en main, à l'étranger, et plus spécialement aux pays de l'Est. «Je suis allé en Russie, dit Pierre-Louis Deschamps, les brasseries sont vétustes, le réseau de distribution inefficace, une brasserie de ce type pourrait être une solution. J'envisage de vendre des unités de production entre 3 et 4 millions de francs, clés en mains.» Des brasseries dont il formerait le personnel, où il assurerait un suivi car, autant que le matériel,

c'est son savoir faire que l'ingénieur belge compte commercialiser.En attendant, il est impératif que la brasserie d'Aytré fonctionne et réussisse. «Elle sera rentable, affirme Pierre-Louis Deschamps, si je vend 1 800 hectolitres la première année, ce qui n'est pas utopique.»

La commercialisation, à La Rochelle, débutera en mai prochain, au début de la saison touristique. D'ici là, il faudra trouver un nom à la bière d'Aytré. Dans cette entreprise où rien ne semble laissé au hasard, c'est aujourd'hui le seul détail laissé en blanc.

J.R.

La blonde de Néandertal

C'est en étudiant l'archéologie en Grande Bretagne que Bruce Hocking, Canadien d'origine, a pris goût à la fabrication artisanale de la bière. Il s'agissait alors, pour l'étudiant désargenté qu'il était, de faire des économies sur sa consommation personnelle. Or, en Angleterre, on trouve facilement dans le commerce des kits permettant de confectionner soi-même sa "mousse".

Après avoir abandonné l'archéologie, «un métier, dit-il, où je n'ai jamais gagné plus de 500 F par semaine», Bruce franchit la Manche et s'installe, avec son épouse française, à Laprade, à deux kilomètres d'Aubeterre-sur-Dronne. C'était en 1985, au début de "l'invasion" britannique dans la région.

Bruce Hocking devient agent immobilier, une activité qui lui laisse des loisirs. Il se lance alors dans l'aventure de la Brasserie du Bobtail. «Un nom qui sonne bien, ditil, et comme j'ai un bobtail...»

Une trentaine de variétés

La première année, il brasse 500 litres de bière dans un stérilisateur à confiture. L'expérience est concluante, la bière de Laprade se vend bien. Le plus difficile étant encore de se procurer des bouteilles d'occasion.

Depuis, la Brasserie du Bobtail s'est équipée : quatre cuves en inox de 200 litres rachetées à une laiterie, un gros réchaud à gaz, le tout, installé dans un grenier, permet de produire 2 500 litres de bière chaque année.

Cette fabrication qui reste délibérément

artisanale, propose une trentaine de variétés de bières différentes : bières "bio", gueuzes aux parfums variés, fraise, cassis, miel, tilleul, des bières blondes, blanches, brunes ou noires comme la "double stout du Périgord".

Le brasseur de Laprade s'est permis un clin d'oeil à son passé d'archéologue en baptisant ses produits "obsidienne", "silex", "granit" ou "blonde de Néandertal". brasserie. Une installation de fortune qu'il envisage de remplacer bientôt par un vrai bar, de l'autre côté de la route. La clientèle est essentiellement une clientèle de passage, avec une forte proportion de sujets britanniques.

Des amateurs qui reviennent, et permettent au Canadien de Laprade d'écouler la majeure partie de ses 8 000 bouteilles annuelles, pour un chiffre d'affaires cette



Bruce Hocking à Laprade.

Bruce Hocking vend lui-même sa production. Au début, il fournissait quelques bars de la région, mais il y a renoncé : «Ils ne savaient pas, même les Anglais, la conserver comme il faut, et il y avait trop de problèmes.» La Bière du Bobtail n'est aujourd'hui en vente qu'à Laprade.

En 1987, Bruce a acheté une licence IV, ce qui lui permet en été d'ouvrir un barrestaurant dans les locaux même de sa annnée d'environ 100 000 F. S'il n'envisage pas dans l'immédiat une croissance vertigineuse de sa production, Bruce Hocking a quand même quelques projets: il va lancer deux nouvelles productions, une bière au gingembre, et surtout du kvass, cette bière russe à base de pain noir dont un ami soviétique lui a donné la recette.

Jean Roquecave

Un Serval, des cerveaux

Depuis La Mothe-Saint-Héray, Serval, le spécialiste du lait en poudre pour animaux, exporte sa technologie du veau dans le monde entier, et résiste à la crise agricole.

L'histoire de Serval tient du conte de fée industriel. En 1959, à la création de l'entreprise, ils étaient moins de dix salariés qui vendaient leurs produits dans les Deux-Sèvres. Aujourd'hui, c'est une société de 220 personnes, qui affiche un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs et exporte son savoir-faire dans une trentaine de pays.

A l'origine, Serval était un simple fabricant d'aliments d'allaitement pour les veaux, un producteur de lait en poudre à usage animal. Le créneau était intéressant. Il faut savoir qu'un veau allaité par sa mère consomme 300 à 400 litres de lait. Si le fermier vend ce lait et achète des produits d'allaitement, il réalise une économie de 15 à 20 %.

Ce phénomène est essentiellement dû à l'équilibre et la constance de l'aliment d'allaitement, qui permet de contrôler la croissance du veau, au contraire du lait dont la qualité varie selon de nombreux paramètres. 100 000 tonnes de lait en poudre ont été produites par Serval cette année, en majorité à destination des veaux mais aussi, terroir oblige, pour les ovins et les caprins.

150 000 yeaux par an

Cependant, cette activité s'est doublée d'un nouveau challenge pour Serval, la production de veaux de boucherie, qui permet à l'entreprise d'exploiter l'expérience acquise au fil des années. «Nous avons profité de notre maîtrise de certains paramètres, explique René Dufief, directeur à l'exportation. Nous l'avons constaté en travaillant sur la nourriture, on ne fait plus du veau comme autrefois, dans un coin de grange. Aujourd'hui nous mettons sur pied de véritables ateliers de 100 ou 150 veaux.» Serval n'est cependant pas une usine à viande.

Les élevages sont répartis chez des agriculteurs en Bretagne, en Limousin, dans les Pyrénées et en Poitou-Charentes, par l'intermédiaire de trois filiales. L'entreprise fournit sa logistique à des éleveurs qui lui livrent toute leur production. Le fermier devient ainsi une sorte de soustraitant, totalement déchargé des problèmes inhérents à la vente des bêtes. «Nous assurons le choix et la fourniture des nourrissons, leur allaitement bien sûr, l'agencement des locaux, le contrôle qualité et la commercialisation. Nos techniciens passent en moyenne tous les dix jours dans les exploitations, s'assurent que tout va bien et effectuent les prélèvements sanitaires.»

Pour l'agriculteur, cette formule limite considérablement les risques. Quand les bêtes arrivent chez lui, elles sont déjà vendues. Il sait déjà qu'il touchera un fixe, assorți, d'une prime si le résultat d'élevage est bon. Serval produit ainsi 150 000 veaux par an, destinés aux boucheries traditionnelles et aux grandes surfaces. L'entreprise, grâce à des accords avec des professionnels de la viande, assure aussi l'abattage et la découpe.



La progression sur le marché français reste constante malgré la crise agricole. «Mais c'est aussi parce que nous exportons que nous sommes bien placés en France», avoue René Dufief. Dès son lancement, la société avait prévu de s'attaquer à l'étranger. Les premières approches avaient été réalisées rapidement en

Italie, deuxième pays consommateur de veau derrière la France. Depuis six ans, elle essaime partout dans le monde.

Les produits d'allaitement partent régulièrement vers plus de dix pays, dans le sud de la CEE, mais aussi en Arabie Saoudite, au Koweit, en Turquie et au Maghreb. «Dans ces pays, où la population est jeune et augmente régulièrement, ils ont besoin de garder leur lait en quantité pour la consommation humaine», commente René Dufief, dont les objectifs nouveaux se trouvent, pour des raisons voisines, en Asie du sud-est.

Une maîtrise totale de la filière

Dans le domaine de la viande, Serval n'exporte pas ses animaux de boucherie, mais son savoir-faire. L'entreprise négocie des contrats de licence et fournit sa technologie de l'élevage contre des royalties. Les clients se trouvent pour le moment sur le continent Nord-Américain, en Israël, en Afrique du Sud et, depuis peu, dans les pays de l'Est. «Cela nous permet d'entrer dans des pays comme les USA où, pour des raisons de quotas, nous ne pouvions vendre des aliments d'allaitement.»

C'est sa maîtrise totale de la filière veau qui donne autant de force à Serval et lui donne la capacité à toujours innover. La société dispose de son propre laboratoire où sont effectués les contrôles de qualité du lait, des aliments et des animaux, mais aussi des recherches pour améliorer les produits.

Cette science biologique et vétérinaire se double de compétences techniques qui ont par exemple abouti à la mise au point récente d'un matériel presque industriel. Il s'agit d'une sorte de biberon géant pour les veaux, en libre service. Des tétines sont branchées en direct sur une cuve où le mélange de poudre de lait et d'eau se fait automatiquement à la bonne température. Chez Serval, il y a des cerveaux. H.B.

«Chèvre» is good for USA

Grâce à Michel Bétin, les Américains mangent du fromage de chèvre. Recette simple : pour exporter, il faut respecter le goût du marché visé. Histoire d'une réussite.

En partant du principe que les étrangers ont des habitudes alimentaires différentes des nôtres, un petit patron de laiterie a réussi là où les géants du fromage se sont toujours cassé les dents.

En effet, le fromage de chèvre que nous aimons tant, au goût prononcé d'herbe et d'animal, fabriqué à base de lait cru, passe hors de nos frontières pour une dangereuse bombe bactériologique, décidément impropre à la dégustation pour des bouches civilisées!

«J'ai donc étudié les modes de consommation à l'étranger, et j'ai analysé ce qu'on pouvait leur proposer à partir de notre matière première, le lait de chèvre», explique Michel Bétin. Les Américains ont craqué, et avec eux les Japonais, Canadiens, Australiens, Anglais ou Allemands, qui se délectent aujourd'hui de produits pasteurisés dont les saveurs domestiquées nous sembleraient bien fades. Et pourtant, Michel Bétin est le contraire d'un ascète aseptisé.

Cet homme de 53 ans, originaire de Chaunay, dans le sud de la Vienne, en plein pays caprin, est un dévoreur, un ogre sympathique aux larges mains et au franc parler.

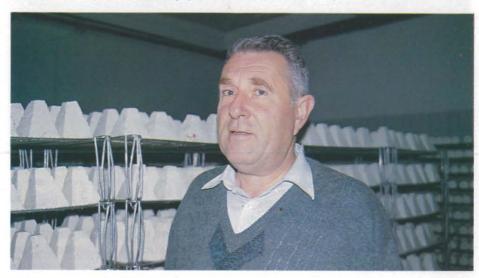
Des soirées «chèvre» aux USA

Certes, il vend du fromage "hygiénique" à l'exportation (80% de sa production, les affaires sont les affaires), mais sa grande passion reste le chèvre classique, vendu sous label AOC et garant des traditions. Il tient pour le summum de l'horreur les réglementations européennes qui se profilent à l'horizon sous l'impulsion des pays anglo-saxons, dont l'objectif est d'imposer la pasteurisation systématique du fromage, sans tenir compte des particularismes régionaux.

Car, selon la formule consacrée, Michel Bétin est tombé dedans quand il était petit. A 14 ans, il débute en vidant des bidons de lait à la coopérative de Chaunay. Dès 21 ans, à son retour de la guerre d'Algérie, il prend la direction de la laiterie. Au fil du temps, il évolue, progresse et, dès les années 70, commence à exporter vers les USA. En 1982, il prend le contrôle de la société Couturier, dans l'Indre, en plein coeur de la zone AOC du Pouligny-Saint-

chèvre aux USA, avec 410 des 460 tonnes exportées en 1990. Ce qui ne l'empêche pas de regretter l'attitude de ses concurrents français.

«Il est vraiment dommage que certains n'envisagent l'exportation que comme un moyen de se débarasser de leurs excé-



Pierre. C'est, fort de ses deux structures, qu'il attaque pour de bon les marchés étrangers. «Nous avions à la fois la possibilité de faire du haut de gamme et la capacité technique à entreprendre des produits nouveaux»

A peine dix ans plus tard, ce sont des containers entiers qui partent de France par bateau, sans le moindre risque bactériologique. Les fromages ont une durée de vie de trois mois minimum. «Ça n'a rien à voir avec ce que nous consommons ici. Je me suis inspiré du cheddar des Américains. Ça donne du chèvrebarbecue ou du chèvre-salade. On organise même des soirées «chèvre» aux Etats-Unis. Maintenant c'est entré dans leurs moeurs, même si le tonnage est faible dans l'absolu et si cela reste un produit de luxe, comme tout ce qui vient de France.»

Non sans fierté, Michel Bétin se targue aujourd'hui d'être devenu le leader du

dents. Ils bradent des produits de qualité médiocre et cassent des marchés.»

Retour à l'envoyeur, Michel Bétin qui s'est senti chatouillé sur le créneau du chèvre réplique avec le lait de vache. «Au Canada, nous commençons à exporter du brie d'excellente qualité, à des prix compétitifs.»

Roi de l'exportation, il n'a cependant pas vendu son âme au diable. Il tient à poursuivre la fabrication de petits bijoux de fromages traditionnels, destinés au marché français.

Mais le fonceur va passer la main : «Quarante ans de travail à raison de 17 heures par jour, ça suffit. J'ai envie d'un peu de temps pour moi» Encore deux ans pour assurer la transition en douceur, et Michel Bétin va s'effacer. Mais l'exportation continuera, toujours depuis la région Poitou-Charentes. Le groupe Poitouraine prendra le relais.

Hervé Brèque

L'automatisme alimentaire

Jambons, fromages, beurre, saucisses, crèmes, madeleines et aussi des pâtées pour chien, Tecnal, société niortaise est devenue l'un des leaders européens pour la réalisation des lignes de production robotisées dans l'industrie alimentaire.



En Poitou-Charentes, Tecnal est la première entreprise labellisée par Eurêka, le programme européen d'aide à l'innovation technologique. Cette société niortaise, soutenue par l'ANVAR, a mis au point une machine à fabriquer des jambons en s'associant à Campo Frio, le premier groupe de transformation alimentaire espagnol, et en collaboration avec des chercheurs de l'université de Valladolid. Un marché de 47 millions de francs pour réaliser en Espagne six lignes de moulage-démoulage de jambons cuits. Cadence: 3 000 jambons/heure. Avec pour impératifs de départ, la régularité de fabrication et une hygiène totale. Pari tenu. Mais pari d'autant plus difficile à tenir qu'il n'existe à ce jour aucune norme européenne en ce qui concerne l'industrie de la salaisonnerie.

Des robots pour les grandes marques

«Nous sommes là pour automatiser les choses difficiles, explique M. Gibert, directeur général de Tecnal. A cet effet, 46% du personnel (sur 120 personnes) est constitué de cadres, de techniciens supérieurs ou d'ingénieurs. A la limite de l'ingénierie et du fabricant, nous nous positionnons dans les secteurs de la viande et du lait parce que nous avons parfaitement intégré les techniques et les process de fabrication.»

Issue en 1970 de la société niortaise Lambrecht, elle-même spécialisée depuis 1931 dans l'entretien et l'équipement des laiteries, Tecnal s'est orientée très vite vers la conception de lignes automatisées pour l'industrie agroalimentaire.

En vingt ans, Tecnal a su asseoir sa marque en offrant ses compétences aux secteurs du lait et de la viande. Leader européen en mécanisation et robotisation de ces industries, la société a ajouté d'année en année à son fichier de clients des noms aussi parlants que Boursin, Lescure, Fromarsac, Charentes-Lait pour la fabrication de lignes de pasteurisation, production, conditionnement des crèmes, lait, beurre et autres fromages à pâte molle.

L'entreprise a également conçu et réalisé des lignes entièrement automatiques pour le brie-portion, Saint-Maclou, la coopérative d'Isigny, les fromageries de Sorcy (450 000 litres par jour), de Lutin (400 000

litres par jour), de Saint-Saviol (200 000 litres par jour).

Au final de ces chaînes haute technologie, un programme intégré de lavage automatique des machines, des bassines, des plateaux, en circuit fermé pour maintenir au niveau optimal les conditions d'hygiène.

Tecnal a également étendu ses compétences aux lignes de fabrication : aliments pour animaux, madeleines, galettes, brioches, préparation et distribution de sauce pour poissons, pasteurisation d'oeufs, récupération de protéines végétales.

Mais le marché à développer reste celui de la viande. «Avec quinze ans de retard sur l'indutrie laitière, précise M. Gibert, Fleury-Michon, Madrange et Olida renforcent la spécificité de Tecnal pour les lignes de fabrication en continu sous vide (pâtes fines ou à grains) ou pour la mécanisation des jambons et des produits embossés (saucisses).»

50 % à l'export

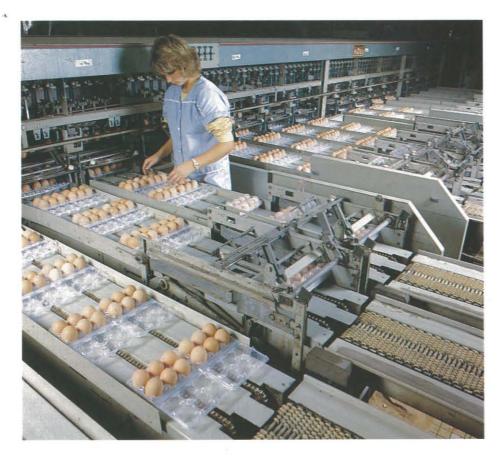
Sculte et Meica, les deux plus grands de la charcuterie allemande ont fait appel à Tecnal pour la réalisation d'unités de fabrication de saucisses entièrement automatisées en circuit fermé, sans aucune opération manuelle, pas même pour l'entretien qui se fait par impulsion d'eau et des produits d'entretien.

Grâce à son association avec Campo Frio, Tecnal vient d'implanter une filiale en Espagne avec deux techniciens spécialisés dans le commerce et le design.

«Nous avons aussi des agents en Italie et en Allemagne mais pour mieux pénétrer ce dernier marché et être concurrentiel face aux fabricants de matériel danois et allemand, nous cherchons à acheter au pays de la saucisse une entreprise déjà implantée.»

50 % de l'activité de Tecnal est déjà liée à l'exportation.

Odile Peyroux



Des oeufs par millions

800 millions d'oeufs sont commercialisés chaque année par Poitou Oeufs

Produit de consommation on ne peut plus courante, l'oeuf évolue sur un marché de plus en plus recentré. Face aux circuits de distribution qui se regroupent en supercentrales, des producteurs réunis en GIE cherchent à consolider leurs activités en se démarquant des 2 000 producteurs d'oeufs français.

Poitou Oeufs à Maillé (Vienne), société couvrant à l'origine le sud-ouest et une partie du sud-est, a flairé le danger de ces nouvelles concentrations économiques. En 1990, sa stratégie de défense est mise en place avec la constitution d'Essor (Entreprise spécialisée du secteur des oeufs régionaux) au capital de 1 MF. Poitou Oeufs en est majoritaire avec 60 % des parts, 84 % si l'on tient compte de la participation de ses propres filiales intégrées au groupe.

Essor, formée également avec les concurrents de Poitou Oeufs «agit sur un marché de 4,5 milliards de francs face à des

distributeurs qui recherchent de plus en plus des interlocuteurs décideurs», explique Yves Le Cornec, chef de l'exécutif. Nous avons aujourd'hui une couverture nationale avec une dizaine d'unités de production - distribution implantées dans les régions à proximité des grands centres de consommation et nous commercialisons 800 millions d'oeufs par an.»

Ambition : Seconde place en France

Essor, qui conserve la maîtrise des comptes et des conditons générales de vente, brigue la deuxième place nationale (après Mas d'Auge) après avoir envahi 8% du marché grandes et moyennes surfaces (dont 200 hypermarchés).

225 000 poules pondeuses «s'activent» quotidiennement pour permettre à la société d'atteindre son objectif.

Odile Peyroux

Le sachet à haute dose

Socoplan, premier en Europe pour la fabrication d'échantillons communiquants, produit 300 millions de sachets doses par an.

Etanche et souple, le sachet dose va se coller jusque dans les pages des magazines féminins. Ce petit emballage s'est hissé au rang d'outil de communication. Il contient des produits cosmétiques, alimentaires, voire d'entretien. Une dose gratuite, juste pour essayer. Désormais indispensable dans un plan de marketing pour lancer un produit nouveau. C'est aussi le cadeau-échantillon que distribue l'esthéticienne à ses clientes, etc.

Le leader dans ce type d'emballage est un pur produit des Deux-Sèvres. Socoplan, créé en 1979 à Thouars, développe à l'origine une gamme de produits de beauté pour enfants. L'entreprise se spécialise plus tard dans le conditionnement à façon. Puis Socoplan entre, en 1989, dans le giron de Packart, c'est-à-dire sous le contrôle de Paribas.

Socoplan couvre environ 60 % du marché de l'emballage dose, le reste se partageant entre cinq autres sociétés françaises. Elle réalise un chiffre d'affaires de 100 millions de francs et fabrique 300 millions de



sachets-échantillons par an. A côté de sa vocation propre de conditionneur à façon (remplissage des sachets, des pots, de tubes, de flacons) Socoplan a développé une stratégie d'offre globale. «Le groupe est suffisamment homogène et solidaire pour favoriser les initiatives et les échanges entre sociétés. Nous pouvons nous adapter à la demande du client et nous substituer aux services internes de son entreprise ou à d'autres sous-traitants. En clair, nous pouvons aussi bien travailler sur le design de l'emballage que sur le routage du produit fini», explique Jacques Peltier, le directeur de prodution. Autre force de la société Socoplan, son aptitude à traiter les petites séries : «Même si la grosse série nous intéresse pour des raisons de rentabilité, la petite reste l'un des enjeux du métier du cartonnage.»

Avec des délais réduits - six semaines - Socoplan joue le jeu de la compétition permanente, «pour répondre à des exigences de plus en plus précises de la part de clients haut de gamme et internationaux.»

Socoplan a aussi prouvé sa capacité à créer. Le mail-dose à double volet et le brovit packaging (le sachet en trois dimensions) sont des produits innovants lancés par Socoplan. La société vient d'investir 3 MF pour remettre à niveau l'imprimerie intégrée de la société

Des oscars de l'emballage

«Que les autres reprennent nos idées, ce n'est pas grave. Il faut surtout que nous soyons en avance sur eux», déclare Jacques Peltier qui, pour démontrer la combativité de la société, a fait peindre une ligne rouge réactif sur les nouveaux murs rose et vert tendre.

Si le groupe Packart a déjà obtenu plusieurs oscars de l'emballage et propose des produits compatibles avec l'environnement en utilisant des fibres recyclées, Socoplan est pour sa part confronté au problème du capitonnage intérieur du sachet. Il faut, en effet, tenir compte de la conservation, mais aussi de la résistance qu'offrira l'emballage aux produits, selon leur composition.

La biodégradabilité des emballages est un objectif encore inaccessible notamment en raison de l'utilisation incontournable de certains composants comme l'aluminium.

Enfin, Socoplan ne se contente pas d'emballer les autres. L'entreprise distribue également ses propres produits d'hygiène corporelle, sous la marque "Lane". On trouve ces doses shampoing et gel douche dans beaucoup d'hôtels. Et Socoplan vient aussi de relifter leur emballage. O.P.

Carrosserie esthétique

Pour 16 000 F, Rénocar, carrossier rochelais, transforme de banales Fiat Panda en cabriolets.

Patrick Vallina a installé son atelier de carrosserie à Royan en 1987. Rénocar emploie sept personnes et fait essentiellement de la réparation automobile. Une activité traditionnelle qui ne satisfaisait pas le patron, aussi bien du point de vue du volume d'activité de Rénocar que de l'intérêt du travail. «La carrosserie, ce n'est pas que la réparation, dit Patrick Vallina, c'est aussi la création.»

Cet ancien commercial du réseau Fiat avait depuis un moment en tête l'idée que la petite Panda se prêterait bien à des modifications. Il en a donc acquis une et s'est mis à la planche à dessin en même temps qu'à la scie à métaux pour en faire un véhicule découvrable. Les tâtonnements du début ont donné un premier prototype «pas bien fameux», puis un second, «déjà mieux», avant d'aboutir à une troisième version prête, celle-ci, à affronter la production en série ou la vente en kit. Restait à obtenir le visa du service des mines.

Un visa qu'on ne peut espérer obtenir qu'avec l'accord du constructeur, seul garant que les modifications intervenues ne nuisent pas à la sécurité du véhicule. Il a fallu un an et demi à Patrick Vallina pour obtenir le blanc-seing du constructeur italien. Un délai où il faut voir davantage d'indifférence et d'inertie bureaucratique que de méfiance vis à vis d'un franc-tireur. Depuis juin 1990, près de 70 "Côte Sauvage" - c'est le nom de la création de Rénocar - ont été vendues. Il en coûte 55.000 F pour l'achat d'une voiture déjà transformée et 16 000 F si on fournit le véhicule. La transformation n'utilise pratiquement que les pièces d'origine, ce qui est intéressant en cas de réparations. Le toit et les ailes arrière sont découpées, le hayon est muni de charnières pour s'ouvrir dans un plan vertical et la carrosserie est renforcée pour une meilleure rigidité.

Bientôt une grande soeur

Les seules pièces conçues par Patrick Vallina sont l'arceau tubulaire et la capote amovible. Une capote qui a donné des cauchemars au carrossier : il a fallu faire réaliser sur mesure un modèle qui concilie facilité de manipulation et étanchéité et il a fallu aller jusqu'à Lyon pour trouver un fabricant. Des difficultés qui n'ont pas découragé le carrossier royannais, puisqu'il envisage maintenant de doter la "Côte Sauvage" d'une grande soeur. Dans son atelier, une Fiat Uno est passée au bistouri : elle deviendra cabriolet et s'appellera "Playa".

J.R.



L'échappée du «Chrono»

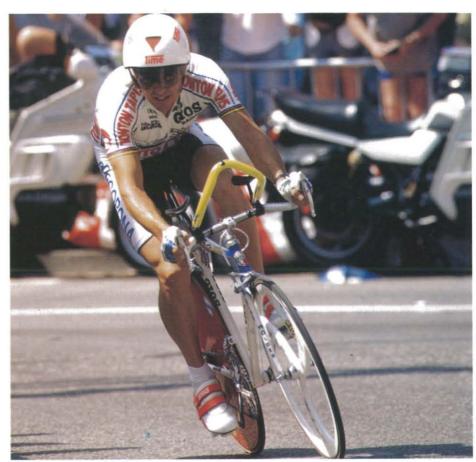
Des Poitevins ont mis au point un casque pour le cyclisme considéré comme le plus performant du marché. En direct de la route du Tour.

«Nous avons apporté cinq innovations sur le produit. Il est le plus aérodynamique, le plus ergonomique car il épouse parfaitement la forme du crâne, il assure la ventilation sans altérer la pénétration dans l'air, nous lui avons intégré la visière pare-soleil et nous travaillons actuellement sur la boucle de fixation. » Dominique Bodin a le sentiment d'avoir insufflé de la nouveauté dans un produit qui laissait en France une impression mitigée.

Certes, les cyclistes n'ont jamais porté autant le casque, mais tout le monde garde en mémoire les incidents du dernier Tour de France où certains coureurs ont refusé de porter des casques qualifiés de «cocottes-minute» et accusés de les faire cuire à petit feu sous le soleil de juillet en provoquant la chute des cheveux par plaques entières. Cette réputation apocalyptique n'a pas trop affecté le modèle «Chrono» de Dominique Bodin, réservé aux épreuves contre-la-montre où, pour des raisons aérodynamiques, les coureurs roulent rarement tête nue. Dans l'ensemble, les commentaires ont même été très positifs. «Pour nous cette grogne de l'été n'était qu'une péripétie. Elle concernait des détails techniques pour lesquels nos innovations apportent des réponses, surtout en ce qui concerne la ventilation. C'est donc presque bien tombé pour nous. Et puis, si la France râle un peu, les casques sont très bien admis dans la plupart des autres pays.»

100 000 casques dans trois ans

Les plus gros marchés se situent hors de nos frontières, aux USA ou en Europe du Nord par exemple et l'avenir de ce casque est mondial. Conçu à Poitiers par une équipe réunie autour du Critt Sports-Loisirs, il est distribué par la société nivernaise Time, l'un des grands équipementiers du cyclisme. L'association de ces partenaires vient de conduire à



Stephen Roche coiffé du casque conçu à Poitiers.

la création d'une société, Overforing, installée à Cissé près de Poitiers, et dirigée par Dominique Bodin.

Les casques essayés depuis le début du Tour de France 91 y seront fabriqués en série à partir de début 92, après quelques retouches sur le prototype, «car il n'est pas encore au summum de ses possibilités». Porté par les équipes Banesto, Buckler, Tonton Tapis, Helvétia ou Motorola, c'est-à-dire par Indurain, Delgado, Roche, Colotti, Delion, Van Hoydonck ou Bauer, son palmarès s'est étoffé en quelques mois. En effet la formation Buckler en était coiffée lors de sa victoire cet automne au grand prix de la Libération, disputé contre la montre par équipes aux Pays-Bas.

Ce casque haut de gamme, destiné aussi aux triathlètes, sera le produit d'appel de la gamme Time, qui a souhaité une diversification. Au printemps prochain, Overforing présentera des versions nouvelles, pour le VTT, le cyclotourisme et les enfants. Le vélo tout terrain, où le look est très important, représente un marché des plus intéressants.

Le modèle «Chrono» restera un produit cher pour spécialistes, environ 700 francs, mais les autres modèles seront alignés sur les prix du marché, entre 300 et 400 francs. Overforing, qui va créer une trentaine d'emplois dans la Vienne, envisage une montée en puissance progressive, jusqu'à produire environ 100 000 casques par an en 1994.

Comme un air de parfum

Le cognac traverse les siècles sans prendre de bouteille mais aujourd'hui, classé produit de luxe, il emprunte aux cosmétiques la sophistication des emballages. C'est devenu un enjeu commercial d'importance.

«Le goût du cognac est ancestral, immuable. Autour de lui, les modes se bousculent, se déchirent et s'éparpillent. Le contenant du cognac devra s'inscrire dans cette frénésie - le marché - sans en contracter les vices - la futilité des enthousiasmes qui se déssèchent aussitôt jaillis.»

Ce texte accompagne la présentation de la dernière bouteille de VSOP Hennessy. On ne peut poser plus nettement l'équation que doit résoudre le designer. Avec une variable supplémentaire : la spécificité de chaque maison.

Depuis douze ans, Jean-Michel Jobit, directeur général de Linéa, apporte des solutions suffisamment pertinentes pour que les grands noms du cognac et quelques autres lui confient une part importante de la conception de leur packaging. Le mariage du cognac et de la mode n'est pas une affaire simple. C'est d'ailleurs un évènement relativement récent. Il y a un peu plus de vingt ans, le passé suffisait à parler pour l'avenir. Les marques ont longtemps pensé que leur nom sonnait comme une évidence de qualité, de tradition, d'excellence.

Luxe et subtilité pour séduire l'Asie

La conquête des marchés asiatiques, la place que ces marchés ont prise dans le total des exportations - près de 40 % - enfin les exigences de la concurrence ont bouleversé les données du marketing. «On ne peut rien sortir aujourd'hui qui ne soit compatible avec ces marchés», constate Jean-Michel Jobit. Après avoir collé deux cents ans aux raffinements de la culture occidentale, le monde du cognac a dû glisser dans un art de vivre totalement étranger mais, en même temps, avide d'assimiler rapidement les valeurs du luxe venu de l'Ouest.

L'Asie a été abordée à partir de quelques stéréotypes. La culture française façon Versailles était associée aux signes basiques de la culture chinoise par exemple. Tous les emballages étaient rouge et or, symbole de la félicité. Peu à peu, la clientèle a perfectionné son regard sur la culture occidentale. Elle en a assimilé les subtilités.

Le packaging a dû s'adapter. Enfin, sans perdre leur "âme ancestrale", les cognacs doivent se battre sur le créneau du duty free, hauts lieux de la "futilité" où les coffrets de XO voisinent avec les vieux whiskys et les meilleurs parfums. Dans ces zones de libre-échange des goûts, les frémissements de la mode ont force de loi. Le produit étant constant, c'est le flacon qui évolue.

«Aujourd'hui, les ventes se font à plus de 90 % sur le packaging», affirme Olivier Delmotte, responsable de ce département chez Hennessy. Et s'il faut chercher une inspiration quelque part, c'est plutôt du côté des parfums qu'on la trouvera.

CLUB SPECTAL BRY WAITS

REMY MARTIN

CLUB SPECTAL BRY WAITS

REMY MARTIN

CLUB SPECTAL BRY WAITS

REMY MARTIN

CLUB SPECTAL BRY WAITS

Ce que confirme Jean-Michel Jobit : «L'image de luxe et de raffinement français véhiculée par le cognac le rapproche des cosmétiques.»

Nom de baptême et aquarelle

Dans le domaine du cognac-cadeau, le designer peut aller assez loin dans l'exploration des formes nouvelles. Les références esthétiques y sont composites, les messages volatiles.

Ce créneau est réservé au haut de gamme. «Il n'y a pas de limite à la sophistication.» Linéa travaille à la réalisation d'un coffret de six bouteilles contenant un cognac plus vieux que le siècle.

Prix de vente : 35 000F. Elle a également réalisé, pour Hennessy, un coffret abritant un flacon plus modeste, baptisé, à la manière d'un parfum, "Nostalgie de Bagnolet". Il offre une étonnante saveur



visuelle de Louisiane romantique, procurée par une aquarelle douce tapissant le fond du coffret. Nature et architecture se mêlent suavement pour flatter l'oeil à l'aide de subtiles connotations qui se racontent comme une histoire. Verdict : un oscar de l'emballage en 1989. La sensibilité aux injonctions du marché, via les responsables marketing, n'est pas la même d'une maison à l'autre. «On travaille encore beaucoup au feeling», remarque Jean-Michel Jobit.

Au départ d'un nouveau projet, le designer doit se contenter souvent d'un cahier des charges assez sommaire. Pour réussir, outre les conditions de la future mise sur le marché, il doit luimême bien connaître la philosophie de l'entreprise, des critères non formulés. Il doit posséder les clés de l'authenticité.

Le feeling au service du marketing

Certains, comme Courvoisier, préservent leur identité en développant un studio de création intégré. Celui-ci, dirigé par Bernard Guichard, est en relation directe avec un studio d'exécution à Paris. La discipline marketing y est très forte: «Nous ne faisons pas de l'art pour l'art», dit Bernard Guichard.

Rémy Martin possède également une équipe de graphistes conduite par André Carrée qui travaille fréquemment en relation, voire en parallèle, avec des studios extérieurs à la structure comme Linéa. Il arrive qu'une petite compétition s'instaure, qui évite au service de tourner en rond.

Hennessy n'a pas de studio interne mais le service packaging affirme très fort ses prérogatives: «Tout est décentralisé dans le marketing, dit Olivier Delmotte, pour coller à la sensibilité des 160 pays où nous vendons, tout... sauf le packaging». Martell n'a pas non plus de studio. L'ensemble de la gamme a été redessiné en 1989 par l'agence anglaise Michael Peters and Partners.

Le contenant se hisse au niveau du contenu

L'un des atouts de Linéa est sa propre expérience, sa familiarité avec les cultures propres des maisons de négoce.

A l'intemporalité triomphante cultivée avec panache par Hennessy, répond le goût de la modernité presque féminine revendiquée par Rémy Martin. On se souvient du formidable impact commercial de la bouteille satinée noire lancée au début des années soixante-dix. Le modèle dormait chez Courvoisier.

Mais c'est Rémy Martin qui à réussi autour de son VSOP une véritable identification entre le cognac et le verre sombre.

Pour la première fois, à grande échelle, le contenant faisait écran au contenu et lui volait la vedette. «Pendant cinq ans, Hennessy s'est tâté, raconte Olivier Delmotte, puis la firme a

sorti un VSOP qui affirmait haut et clair sa transparence». Tous n'ont pas eu cette audace. Mais les imitateurs amorcent aujourd'hui un retour à la ligne claire. Entre les ajustements graphiques, les lifting de forme ou d'image et les créations de nouveaux produits, les chaînes du packaging tournent en permanence pour donner en tout lieu la plus belle image du moment à l'unique, à l'éternel, au divin...

François Gilardi

De gauche à droite :

"Club Spécial" de Rémy Martin. Cette bouteille, dessinée pour les bars de nuit japonais,a obtenu un oscar mondial de l'emballage en 1986.

"Cuvée" Hennessy. Un modèle proche de la bouteille traditionnelle cognaçaise.

"Initiale Extra" de Courvoisier.

LINÉA : CRÉATION EN RIVES DE CHARENTE

Fondée en 1979 par Jean-Michel Jobit, Linéa rassemble aujourd'hui, à Angoulême, une vingtaine de créatifs, concepteurs maquettistes, coloristes et fabricants dans une bâtisse insolite aux airs de résidence de montagne autrichienne, au bord de la Charente.



Jean-Michel Jobit :«Le feeling a son rôle à jouer».

Intégrée depuis 1989 au groupe Sailliard, Linéa est une agence unique spécialisée dans trois domaines de création : les formes verrières, carafes, flacons, bouteilles, les coffrets, étuis ou étiquettes ensuite. L'édition de luxe enfin à travers plaquettes, catalogues, etc. Elle dispose de 15 postes CAO PAO et d'un équipement technique qui permet de présenter les projets de packaging conformes à ce que sera la fabrication industrielle. Pour éviter les dérapages de coûts, toujours élevés quand il s'agit de verre, Linéa doit connaître parfaitement les conditions de réalisation, la faisabilité industrielle des projets. Les clients se recrutent

Les clients se recrutent principalement parmi les entreprises de spiritueux, alcools et vins fins, produits agroalimentaires et cosmétologiques de notoriété internationale.



Sport et sponsoring

Faute de grands opérateurs économiques, l'argent du sponsoring sportif se dilue beaucoup en Poitou-Charentes et les grands clubs sont rares. Enquête auprès de quelques équipes-phares de la région.

Dans la catégorie des grands sports populaires, on a vite fait le tour des équipes picto-charentaises figurant à haut niveau. Les meilleures équipes de football sont en troisième division, le volley-ball à Poitiers a réussi une belle percée mais connaît des difficultés économiques, comme d'ailleurs le club de basket de Cognac en Nationale 1B. Et les équipes de rugby des Charentes, bien qu'évoluant en championnat de France, ne jouent pas les premiers rôles. Il faut aller chercher dans les sports individuels, et hélas peu médiatisés, pour trouver quelques belles réussites, par exemple en natation ou en canöe.

Il existe pourtant de nombreux clubs, qui ne veulent pas rester dans l'anonymat et recherchent sans cesse les moyens de leurs ambitions.

C'est le cas tout frais de l'Union cycliste niortaise. Ce club, dont la notoriété construite sur quelques coureurs n'avait jamais dépassé les frontières de la région, a entrepris depuis deux saisons une progression qui l'amènera en 1992 à présenter l'un des plus beaux effectifs de France.

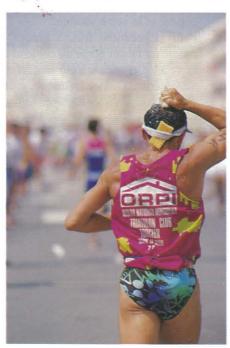
Le cyclisme est un outil de communication bon marché

Le choix est clair, les dirigeants ont pris le parti du haut niveau. «Nous avons délibérement choisi de prendre de bons coureurs pour entraîner la masse dans leur sillage, explique Clovis Guyonnet, le président de l'UCN. Nous sommes partis du principe qu'on obtenait des choses seulement à partir d'un certain niveau. L'exemple à Niort ce sont les footballeurs des Chamois, qui ont pu se doter d'un centre de formation quand ils sont devenus professionnels.»

La démarche a rapidement payé. La perspective de voir des coureurs régionaux remporter des grandes courses a séduit des sponsors parmi les mutuelles qui font vivre la cité et dont l'intérêt pour le cyclisme était jusque-là proche du zéro. «La Macif dont le rayonnement est national a maintenant de bonnes raisons de s'impliquer.»

Le vélo reste de toute façon un vecteur de communication bon marché. En 1991, l'UC Niort disposait d'un apport de 600 000 F, toutes aides confondues, c'est-à-dire le prix d'un seul joueur de foot pas très réputé.

Pour une somme aussi dérisoire dans le monde sportif, le club affichera l'an prochain dans ses rangs une dizaine de coureurs capables de bien figurer dans toutes les grandes courses nationales, sur un jour ou par étapes. Trois sont membres de l'équipe de France, et l'un d'entre eux,



«Le triathlon incarne la modernité et véhicule une bonne éthique.»

Pascal Hervé, préparera les Jeux Olympiques, après avoir terminé septième cette année aux championnats du monde. «Un grand club dans la région devrait nous permettre de faire rester les bons coureurs sur place et de susciter des vocations», conclut Clovis Guyonnet.

Reste que le sponsoring en Poitou-Charentes demeure souvent artisanal, fondé sur des réseaux traditionnels, allant du concessionnaire qui prête une voiture, au boulanger de quartier qui offre le ballon du match.

Aides infiniment respectables, mais qui n'autorisent pas de grandes ambitions. C'est pour élargir ce schéma que le SO Châtellerault s'est doté d'une véritable structure commerciale. Ce club de foot de troisième division, le meilleur de la région actuellement, envisage légitimement une accession au niveau supérieur. Avant la mise en place d'un démarchage systématique, la partie sponsoring reposait sur des bénévoles. Depuis, en un an, elle a progressé de 60 % et les responsables prévoient 30 à 40 % de mieux cette année.

Les collectivités, passage obligé des grands projets

Le club touche maintenant une cinquantaine d'entreprises sur un créneau nouveau. «Nous avons même des partenaires dont l'activité ne nécessite pas de publicité vers le grand public. En contrepartie, nous leur réservons des places au stade pour leurs opérations de relations publiques . Nous n'avons rien inventé, tous les grands clubs font déjà ça, mais pour nous c'est nouveau, raconte Bénédicte Clacquin, chargée de communication au SOC. C'est très important pour nous de ne pas nous couper du milieu local, même si à travers une éventuelle accession en deuxième division nous espérons trouver des soutiens partout en France. Nous espérons aussi que le département de la Vienne tout entier s'identifiera au club et plus seulement la région châtelleraudaise»

La montée récompenserait également les deux sponsors principaux qui figurent sur les maillots depuis plusieurs années, les centres Leclerc et les vêtements Naf-Naf. «Ils ont fait confiance à un club modeste mais ambitieux. Si nous progressons, leur investissement sera une bonne affaire, parce que nous coûtons bien moins cher qu'un club de première division.»

Néanmoins, même si c'est le centre Leclerc de Châtellerault qui aide le club, avec ses finances propres, les enseignes des deux sponsors sont nationales. Cela confirme la difficulté à trouver régionalement un soutien important pour le sport de haut niveau. Témoin, l'aventure des voiliers «Charente-Maritime», fructueuse en notoriété mais coûteuse, financée majoritairement par les institutionnels.

«Nous avons aussi des partenaires industriels locaux, précise Jean-François Fountaine, mais sans les collectivités, rien n'aurait été possible dans la région. Ou alors le sponsoring n'aurait pas été vraiment local, car les seules entreprises susceptibles ici d'être des sponsors principaux n'ont pas leur siège en Poitou-Charentes.»

La pratique est en effet courante pour une grande société de relayer au niveau national des initiatives locales qui ont fait leurs preuves. C'est ainsi qu'a procédé le Crédit agricole sur des opérations ponctuelles dans des régions voisines, avec le CSP Limoges en basket, ou la voile et Philippe Jeantot en Vendée.

Une dispersion des fonds en direction de tous les sports

Mais la banque préfère cependant au quotidien et au niveau local encourager une multiplicité d'activités, pour renforcer son image de proximité. «Nous ne donnons pas de sommes importantes à un seul club, nous préférons contribuer à la progression de la discipline, explique Bernard Pétonnet, responsable commercial à Poitiers. Le Crédit agricole oriente ainsi ses efforts vers des sports qu'on associe volontiers au dynamisme et à la vitalité.

C'est ainsi que les triathlètes poitevins sont sponsorisés depuis deux ans alors que leur activité est loin d'être encore très populaire. «C'est une activité qui se développe, qui incarne la modernité et véhicule une bonne éthique, alors autant accompagner leur décollage. S'ils ne nous font pas encore beaucoup de publicité, ils ont néanmoins des choses à nous offrir en



Pour trouver des sponsors, le SO Châtellerault s'est doté d'une véritable structure commerciale.

contrepartie. Ils peuvent par exemple assurer des animations quand nous organisons des rassemblements de jeunes. Ainsi tout le monde y trouve son compte.» Ces exemples positifs et pleins de bonne volonté ne masquent cependant pas le faible potentiel financier de la région en direction du sport.

La faillite la plus cuisante se joue encore en ce moment à Cognac, où l'équipe de basket n'a plus de quoi vivre, alors qu'elle côtoie les plus gros sponsors supposés de la région, les maisons de cognac. Il s'agit là d'une conjugaison à peine croyable de deux textes de loi, qui entraine à sa perte un club de Nationale 1B, l'un des deux meilleurs de la région.

L'explication est simple mais cruelle. La publicité sur l'alcool est interdite dans le sport. Mais l'UACBB avait la chance de continuer à toucher des subsides du cognac, sans aucune contrepartie publicitaire, à hauteur de 40 % de son budget. Une forme de mécénat en quelque sorte.

Le rêve envolé d'un grand club dans une petite ville

«L'administration fiscale nous a alors fait savoir que nous n'y avions pas droit. Parce que nos joueurs sont professionnels et que nous faisons payer les entrées, elle considère que nous sommes des organisateurs de spectacles. Donc pas de mécénat», déplore le président Jacques Joulain. La situation est hélas claire. Sur place il n'y a qu'un type de sponsor pour une grande équipe, et l'UACBB, quel que soit le moyen, ne peut en recevoir de l'argent. Fin des ambitions.

«Nous continuerons parce que le club, c'est aussi 300 licenciés et 18 équipes, mais voici la preuve qu'une grande équipe dans une petite ville c'est un rêve» Cognac représente pourtant un exemple presque unique d'homonymie entre un club, une ville et un produit sans pouvoir l'exploiter. «La loi est tournée tous les jours dans tous les sports, mais quand il s'agit de clubs internationaux ou de grandes cités on hésite à les montrer du doigt. Nous, en nationale 1 B, nous n'intéressons personne.»

Jacques Joulain voudrait au moins que l'exemple de l'UACBB s'ajoute au débat sur la refonte du financement sportif.

«On s'apercevra du rôle social que nous jouions, constate-t-il. Les nombreux jeunes qui emplissaient nos tribunes, le samedi soir, avec des places presque gratuites, vont se retrouver à traîner dans la rue. Si dans la région on ne peut pas préserver les quelques grandes équipes, nous risquons de devenir bientôt un véritable Larzac sportif.»

Hervé Brèque

Heureux qui communique

Révolution économique à Marennes-Oléron : les responsables ostréicoles lèvent une taxe qui doit leur permettre de promouvoir et contrôler la qualité des huîtres.

Opération sans précédent en France.

L'histoire commence le jour où l'Ifremer, l'organisme chargé des recherches et des contrôles sur le milieu marin, renonce à vendre aux ostréiculteurs les étiquettes sanitaires destinées à être apposées sur les colis d'huîtres et garantissant leur origine. Les chercheurs sont des scientifiques, pas des administratifs.

Mais la loi s'adapte. Désormais les organisations profession-

nelles vont avoir la possibilité de prendre le relais. Ça tombe rudement bien, la Section régionale conchylicole (SRC) de Marennes-Oléron est un organisme consulaire, ses membres sont élus. Elle a le droit, comme cela se pratique en agriculture ou dans le monde de l'entreprise, de mettre en place une taxe obligatoire pour tous ses ressortissants, afin d'agir dans l'intérêt de la profession.

Pour l'ostréiculture, c'est nouveau. Tout le monde s'accorde à reconnaître que l'individualisme de cette branche d'activité freine énormément sa progression. Au risque de ne pas se rendre populaires, les responsables de la SRC décident pourtant cet été d'imposer une cotisation. L'étiquette professionnelle remplacera l'étiquette sanitaire. L'argent récolté sera utilisé au profit de la marque collective de l'huître Marennes-Oléron.

Et dans la foulée de son bouillant président, Bernard Laugraud, la SRC se fixe deux missions : promouvoir le produit, c'est-à-dire faire de la pub, et en contrôler la qualité.

Aux yeux de la SRC, c'est un peu l'opération dernière chance. L'an passé les



ostréiculteurs du bassin ont vu les cours s'effondrer. Malgré les recommandations, certains ont discrètement cassé les prix pour écouler leur stock. Les exploitations les moins solides s'enfoncent dans d'insolubles difficultés financières.

«Nous devons réagir, car sinon les collectivités qui nous soutiennent finiront par se lasser de donner de l'argent», prévient Bernard Laugraud. La SRC prend alors les devants. Quand les concurrents des autres régions attendent de voir, Marennes-Oléron entame une première démarche. Il faut sauver la saison 91.

Une volonté d'organisation

Avant même d'avoir touché le premier centime de cette réforme, la SRC commande une campagne publicitaire d'une ampleur jamais vue dans la vente de produits conchylicoles. Un spot télé, confié au réalisateur de Thalassa, est la première goutte de cette vague de communication. Entre octobre et décembre, on compte aussi une présence d'une semaine à l'émission Le Juste Prix sur TF1, un jeu d'un mois sur les radios locales de Radio France et surtout la mise à disposition

d'une montagne de gadgets et d'affiches (100 000 couteaux à huîtres, 2 km de banderoles, etc...), pour la promotion du produit sur les lieux de vente. «Nous mettons en avant notre terroir, nos claires, la spécificité de notre produit, annonce Bernard Laugraud. Avec ce que nous mettons à leur disposition, les expéditeurs n'ont plus aucune raison de baisser leurs prix. Ce

serait une démarche suicidaire.»

Les ostréiculteurs de Marennes-Oléron, dans leur grande majorité, n'ont pas protesté. Ils sont plutôt séduits. «Aucun produit agricole aujourd'hui ne maintient ses parts de marché s'il ne consacre pas une partie de son chiffre d'affaires à la promotion», avait prévenu Bernard Laugraud.

Mais la SRC s'est fixée un autre objectif. «Parce que la pub sans véracité ça ne marche pas.» La profession prendra donc à sa charge les contrôles sanitaires et la surveillance du produit. Il est ainsi question de mettre fin au stratagème qui consiste à venir tremper, quelques jours seulement, des huîtres venues d'ailleurs dans les claires afin de les vendre plus cher.

Célèbres dans le monde entier, les huîtres de Marennes-Oléron devraient y gagner encore en crédibilité, mais ces actions marquent surtout la première volonté réelle d'organisation d'un marché conchylicole en France, que certains n'hésitent pas à comparer avec les premières structures qui ont mis fin à l'individualisme des agriculteurs il y a 25 ans.



IA RECHERCHE **ENPOITOU-CHARENTES**

Plus de 50 % des moyens de recherche humains et matériels du pays sont concentrés en Ile-de-France. C'est pour enrayer cette hypertrophie, et en considérant que la recherche et l'innovation sont d'ores et déjà les principaux moteurs du développement industriel, que le ministère de la Recherche et de la Technologie et la délégation à l'Aménagement du territoire et à l'action régionale ont lancé à la fin de l'année 1990, dans toutes les régions françaises, l'opération Livre blanc de la recherche et de la technologie.

Dans toutes les régions, la mise à plat du potentiel de recherche public et privé, la prise en compte des caractéristiques propres à chaque territoire et l'élaboration de projets pour les dix années à venir représentent une formidable opportunité de contrebattre le "déménagement" du territoire qui a marqué l'espace et la société française au cours des dernières décennies.

En Poitou-Charentes, plus de 350 chercheurs, responsables économiques, administratifs et politiques ont travaillé à l'élaboration de cette véritable charte du développement régional de la recherche et de la technologie. En cohérence avec le plan "Université 2000", dont le développement du pôle scientifique du Futuroscope et la création de l'université de La Rochelle sont des éléments essentiels, le Livre blanc a donné lieu à de nombreux projets ou propositions - certains seront mis en oeuvre dès 1992, d'autres inscrits dans le prochain plan régional de développement 1994-1998.

Ces programmes de développement, qui concernent non seulement tous les secteurs de la recherche publique présents en Poitou-Charentes mais aussi la recherche industrielle et les relations entre laboratoires et entreprises, doivent apporter à notre région les moyens d'affirmer sa présence et son rôle dans l'environnement européen scientifique et technologique de cette fin de siècle. Il faut, dans la mise en oeuvre de ces programmes, trouver un juste compromis entre la nécessité de disposer, dans certaines spécialités, des masses critiques suffisantes pour avoir une recherche compétitive au niveau national et international et l'exigence d'une diffusion aussi large que possible des connaissances et des progrès techniques sur tout le territoire et en particulier dans le système productif. On ne peut pas tout faire partout qui soit d'excellence. Mais Poitou-Charentes dispose de sérieux atouts pour affronter les enjeux.

Ils sont, pour l'essentiel, présentés dans les pages suivantes. On verra à leur lecture que s'il est un domaine où la qualité permet, souvent, de compenser les faiblesses quantitatives, c'est bien celui de l'intelligence et de l'utilisation de la matière grise pour un développement équilibré du territoire.

Jean-Pierre Michel

Délégué régional à la recherche et à la technologie

920 MF POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

l'enseignement supérieur en

Poitou-Charentes, l'Etat et les collectivités territoriales sont convenus de débourser 920 MF

d'ici à 1995. La convention fut

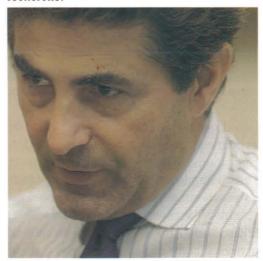
Pour développer

signée à Poitiers le 22 octobre 1991 par le Premier ministre Edith Cresson et par les représentants de la région, des quatre départements et des villes de Poitiers, Niort, Angoulême, La Rochelle et Châtellerault. Selon les principes d'«Université 2000», cette convention vise à développer les IUT dans les villes moyennes, renforcer la façade atlantique par la création de l'université de La Rochelle, développer les filières universitaires et professionnellles. Le programme d'investissement porte sur trois grands types d'opérations : 1) la création d'une université de plein exercice à La Rochelle en 1995 (243 MF); 2) le renforcement de l'université de Poitiers et la rationalisation de son implantation sur ses principaux sites : campus de Poitiers, centre ville, Futuroscope (488 MF); 3) la création à Niort, Angoulême et Châtellerault de trois IUT de plein exercice. 370 MF sont apportés par l'Etat. Mais cette somme comprend les engagements de l'Etat au titre du contrat de plan 1989 -1993 pour les trois dernières années, ainsi que 22 MF prévus pour la construction de logements d'étudiants et 33 MF destinés à la maintenance des bâtiments universitaires. Les participations financières du FEDER (Communauté européenne) sont fixées à 80,85 MF pour Châtellerault, La Rochelle et le Futuroscope (transfert de l'ENSMA). Ainsi les collectivités financent plus de la moitié de ce programme (470 MF).

Primo, l'université

Pour Jean Frêne, l'université de Poitiers est l'élément moteur de la recherche en Poitou-Charentes.

Avant les impulsions données par l'Etat et les collectivités territoriales, l'université de Poitiers savait que son développement était impensable sans une politique scientifique plus offensive. «Nous pouvons attirer des équipes et des chercheurs de haut niveau si l'université jouit d'une image de marque et offre des possibilités de recherche intéressantes», affirme Jean Frêne, vice-président du conseil scientifique. Que l'on sache par exemple qu'environ 2.000 personnes sont engagées en recherche dans une cinquantaine de labos, dont vingt et un associés au CNRS; que les trente-trois formations doctorantes constituent un vivier pour la recherche.



Les "masses critiques" existent. Reste à les rendre plus visibles, à cimenter leur cohésion. Pour penser son développement, l'université de Poitiers a défini six pôles d'excellence : "énergétique, mécanique et matériaux", "agroalimentaire, biomédical et santé", "catalyse et chimie fine", "ingénierie de la protection de l'environnement", "maison de l'homme et de la société", "sciences juridiques, économiques et de gestion". Le Livre blanc de la recherche en compte deux de plus : "sciences de la mer" et "transfert de technologies".

Cette politique scientifique se fonde sur quatre axes majeurs : regrouper les labos et les équipes de façon thématique et géographique, afin d'âtteindre des masses critiques de dimensions nationale et internationale, renforcer les relations entre les enseignements de 2° et 3° cycle et

les labos de recherche, intensifier la formation des jeunes chercheurs par un meilleur encadrement, valoriser la recherche et les transferts de technologies vers l'industrie.

En bonne intelligence avec l'université de La Rochelle

En outre, l'université est aujourd'hui consciente de l'image qu'elle doit produire vis-à-vis des grands organismes de recherche, du monde politique local et régional, des entreprises, mais aussi du grand public. Ce qui suppose un effort de communication.

«Depuis quelques années, la recherche et la technologie semblent intéresser tout le monde, note Jean Frêne. C'est très bien si l'opinion publique est convaincue de la nécessité d'investir dans la recherche. Cela nous facilitera la tâche pour obtenir des crédits. Alors pourquoi ne pas ouvrir plus souvent nos labos aux lycéens et aux entreprises ?»

«Le dynamisme des équipes en place, mais aussi la qualité de la vie et de l'environnement offrent des atouts sérieux au Poitou-Charentes, souligne Jean Frêne. Cela permettra d'attirer de bons candidats. Cependant le fait de désigner des pôles de référence présente un danger : serons-nous capables de développer de nouveaux thèmes ? Soyons donc vigilants afin que de jeunes équipes puissent toujours venir se greffer sur les gros labos existants.»

La création de l'université de La Rochelle à l'horizon 1995 peut tout à fait s'inscrire dans cette stratégie.

« A terme cette université deviendra autonome, mais Poitiers doit l'aider pour qu'il n'y ait pas concurrence mais complémentarité. Ainsi les labos qui s'installeront à La Rochelle viendront renforcer le potentiel de recherche en Poitou-Charentes. C'est aussi l'occasion de développer des thèmes spécifiques, peu présents en France, notamment les biotechnologies marines (avec Ifremer et un labo poitevin), le génie civil marin et côtier, l'informatique et l'automatique industrielle.»

Plutôt qu'une rivale, l'université de Poitiers préfère adopter une petite soeur.

Jean-Luc Terradillos

Le pôle fort

Le domaine des sciences de l'ingénieur en Poitou-Charentes représente 8 % du potentiel national. C'est la vitrine de la recherche régionale, et pourtant Pierre Joulain a dégagé des pistes pour progresser encore.

Pierre Joulain est un parfait exemple de ce que l'on pourrait appeler la compétence décontractée. Cet homme au contact facile cache derrière sa barbe grisonnante et ses dehors bonhommes une suractivité qui en fait une sommité dans son domaine. Chercheur CNRS depuis 25 ans, directeur d'un laboratoire à Poitiers depuis 10 ans, c'est tout naturellement lui qui a mené les travaux du Livre blanc de la recherche pour le domaine des sciences de l'ingénieur (SPI).

Le bilan était facile à faire. Personne n'ignore qu'il y a dans la région un fort potentiel, très bien structuré, reconnu internationalement et récemment optimisé par la décision de regrouper toutes les activités de la branche sur le site du Futuroscope autour de l'ENSMA.

Pierre Joulain a schématisé les grands axes autour desquels pourraient se rationaliser les travaux des différents laboratoires : «D'une part, il y a les transports "terrestres", tout ce qui concerne le train, le bateau et la voiture et d'autre part l'aéronautique et le spatial. Nous avons à notre disposition toutes les compétences nécessaires en aérodynamique, résistance des matériaux ou en propulsion. Enfin il se dégage un créneau porteur qui concerne les processus de sécurité et de sûreté de fonctionnement des entreprises, mais c'est à nous de le développer.»

De gros besoins en information et en communication

Autrement dit, un labo qui est capable d'empêcher la fusée Ariane d'exploser peut fort bien donner des conseils pour prévenir un incendie dans une entreprise. Ce genre d'exemple illustre le gros point noir mis en avant par Pierre Joulain. «Nous sommes connus dans le monde entier, mais nous nous sommes aperçus que les industriels régionaux ne savent pas que nous existons. Et je me demande maintenant si nous avons bien utilisé tous

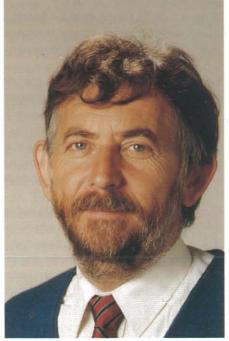
les moyens pour nous faire connaître. Il apparaît que nous avons de gros besoins en information et en communication.» Dans son compte-rendu du Livre blanc, Pierre Joulain émet également plusieurs souhaits qui sont apparus aux groupes de travail comme étant de nature à renforcer le pôle SPI en Poitou-Charentes. «Nous aimerions que soit développé tout le secteur de l'informatique, de l'électronique et des automatismes. Cela ne sous-entend pas qu'il faut lancer des recherches très pointues, il y a déjà des grands centres ailleurs dans ces domaines. Mais il nous faut des spécialistes sur lesquels nous puissions nous appuyer.»

Ne pas oublier la recherche fondamentale et la formation

Dans le même ordre d'esprit, les réflexions autour du Livre blanc ont déjà permis un rapprochement de cet ordre. «Nous avons d'excellents mathématiciens à Poitiers qui ont du mal à s'impliquer au niveau industriel et qui en souffrent. En SPI, sans être des matheux nous sommes de gros consommateurs de calculs et nous connaissons les milieux économiques. Ils peuvent donc nous appuyer dans un domaine où ils sont plus performants que nous, en échange, nous leur permettons de sortir de leur isolement.»

Mais les suggestions vont plus loin et ne sont pas dépourvues d'ambition. «Un réseau est en train de se créer en Europe autour des écoulements aérodynamiques, thermiques et de la combustion. C'est tout à fait dans les perspectives de cette fin de siècle, concernant par exemple les transports supersoniques. Et nous aimerions que Poitiers soit l'un des pôles de ce réseau.»

L'environnement, le créneau à la mode, fait aussi partie des perspectives du secteur SPI poitevin. «Dans la région, en chimie ou en droit, il y a déjà des gens qui



Pierre Joulain : «Figurer dans un réseau européen sur les transports supersoniques.»

s'intéressent au problème. Nous pourrions apporter notre pierre à l'édifice en étudiant l'impact de nos technologies sur l'environnement. Par exemple avec des études sur la combustion des déchets, le recyclage des matériaux.»

Largement impliqué dans le monde industriel et dans les projets de société, Pierre Joulain reste cependant un chercheur. Il a aussi tenu à rappeler les limites à ne pas dépasser. «Nous avons des missions à ne pas oublier. Il s'agit de la recherche fondamentale et de la formation. Les travaux pour l'industrie nous font souvent avancer, mais certains ne relèvent que de la prestation de service, parce qu'il faut bien faire marcher la boutique et c'est parfois le piège. De plus en plus ces contrats pourraient être confiés à des structures commerciales associées au labo. Ainsi nous pourrions accroître nos moyens financiers sans détourner les chercheurs de leur vocation première.»

Une alchimie fédératrice

La chimie représente un tiers de l'activité universitaire à Poitiers.

Dans son rapport du Livre blanc, Jacques Barbier préconise l'association de toutes les unités autour d'objectifs communs.

Seuls les spécialistes le savent, mais les chimistes de la région Poitou-Charentes comptent parmi les meilleurs de France, en tout cas dans un domaine bien particulier, la catalyse. On considère même que la structure poitevine représente par son importance le deuxième pôle français dans ce domaine, presque à égalité avec le propre laboratoire du CNRS.

Il s'agit d'une position clef, puisque pratiquement 80 % des produits chimiques ont, au cours de leur fabrication, une étape catalytique.

C'est le cas, par exemple, dans les opérations de raffinage des produits pétroliers. Il y a seulement dix ans, la plupart des chimistes poitevins travaillaient sur les problèmes du pétrole et des nouveaux carburants. Aujourd'hui, le secteur de l'énergie ne représente plus que 25 % de leur activité.

La chimie de l'environnement, notamment le traitement des eaux, s'est dévedu Livre blanc. Avant de rendre sa copie, ce quinquagénaire décidé et méticuleux a sollicité ses collègues poitevins, mais aussi les instances nationales, pour arriver à un accord de principe autour d'un projet: recentrer les chimistes de la région sur le thème «catalyse et chimie fine». Catalyse, parce que le potentiel existe, chimie fine parce que c'est l'avenir.

«La chimie française dans son ensemble est excédentaire au niveau des exportations, mais la chimie fine à l'heure actuelle est déficitaire, nous produisons un tonnage énorme mais la marge bénéficiaire est très limitée. Au moindre pépin, nous risquons de perdre de l'argent», précise-t-il.

«A titre d'exemple, on estime que le prix moyen du kg de produit chimique vendu par la France est de 4 F. Chez les Suisses, il est de 40 F. On se retrouve dans la même situation qu'au début du siècle quand on exportait de l'acier en Suisse et qu'ils apparaîtrait comme une sorte de label poitevin reconnu dans le monde entier. C'est pourquoi le groupe chimie a pris très au sérieux les opportunités offertes par le Livre blanc de la recherche. Témoin, cette volonté d'aborder les problèmes posés par la création d'une université à La Rochelle.

En accord avec l'industrie chimique régionale

Ainsi, Jacques Barbier émet des propositions. «La structure installée là-bas ne peut pas s'appuyer sur des chercheurs isolés. Nous avons donc pensé qu'ils pourraient devenir complémentaires de Poitiers, avec des spécificités propres à leur environnement. Nous proposons donc la catalyse hétérogène ou les oxydes de terres rares utilisés comme catalyseurs, qui ont l'avantage d'être en accord avec les travaux sur place de Rhône Poulenc. J'ai également proposé que ces chercheurs soient associés à nos labos pour bénéficier du label CNRS qu'ils mettraient très longtemps à avoir par euxmêmes.»

Ce rapprochement administratif est cependant le seul proposé par les chimistes. Jacques Barbier est clair, il ne s'agit pas de constituer un super-labo en Poitou-Charentes, mais d'utiliser les spécificités de chacun. «L'idéal, ce serait un réseau de labos qui travaillent sur un projet commun et fédérateur.»

Il rappelle qu'une option voisine est préconisée par la Chambre syndicale des industries chimiques dans la région :«Pas de grosses unités, mais des petites structures très spécialisées qui produiraient à façon des molécules à forte valeur ajoutée.»

On estime que la chimie industrielle va progresser de 50 % dans les dix ans qui viennent, «il faut au minimum qu'on atteigne ce chiffre dans la région.»

Hervé Brèque



Jacques Barbier : «Faire porter nos efforts sur la chimie à forte valeur ajoutée.»

loppée jusqu'à occuper un quart des chimistes poitevins. Mais surtout, 50 % des efforts se portent sur la chimie fine, considérée comme le meilleur gage d'avenir. «Il s'agit d'une chimie à haute valeur ajoutée», explique Jacques Barbier, directeur d'une unité de recherche associée au CNRS, à qui ont été confiés les travaux

nous revendaient des montres. C'est donc sur la fabrication de produits très élaborés que nous devons faire porter nos efforts.» L'enjeu sur la région est d'importance. les chimistes représentent 30 % environ des effectifs des thèses et des contrats industriels de l'université de Poitiers. Le pôle "catalyse et chimie fine"

A fond l'écologie

Deux lignes de force en matière d'environnement : le génie écologique et l'ingénierie de la protection de l'environnement urbain et du traitement des déchets industriels.

Marcel Doré est un fils de la terre. Ses premiers pas en barboteuse dans la campagne deux-sèvrienne lui ont tatoué dans les neurones la passion des frondaisons à l'encre sympathique. Mais il serait vain de confondre ce chercheur méthodique avec un doux rêveur égaré dans ses méditations bucoliques.

Le petit Marcel n'aurait pas franchement surpris son monde s'il s'était laissé engluer dans cette espèce de déterminisme social qui fait si souvent déraper au carrefour des vocations. «J'étais normalement destiné à faire un ouvrier agricole». Sauf qu'il a très vite ressenti le besoin de conjurer le mauvais sort. Et «de s'en sortir».

Aujourd'hui, un bref regard sur son curriculum vitae suffit presque à donner le vertige. Il se décline pourtant comme une espèce de long fleuve tranquille pour le patron de l'Ecole supérieure d'ingénieurs de Poitiers (ESIP). Marcel Doré dirige aussi la formation de troisième cycle (DEA et doctorat dans la spécialité chimie et microbiologie de l'eau) regroupant les laboratoires spécialisés des universités de Lille, Limoges, Metz, Nancy, Pau, Poitiers et Rennes. C'est peu dire si l'homme fait autorité dans son domaine qui lui fait multiplier livres, publications et conférences.

«C'est une vie d'universitaire passionné, admet-il avec une feinte humilité. En fait, c'est une vie de fou qui ne sait pas dire non», nuance le chercheur en souriant derrière sa fine moustache. Presque une paraphrase.

Au sein de son institut, Marcel Doré galvanise les énergies de 35 chercheurs.

«80% de l'activité du laboratoire touche au domaine du traitement des eaux. 15 % concerne la valorisation des déchets. Dans cette discipline, le laboratoire vient de passer un très gros contrat avec EDF.» 5 % enfin des investigations se focalisent sur le traitement de l'air pour tenter d'infliger une sérieuse claque aux vilaines grandes odeurs de notre société de con-



Marcel Doré : «Pas toujours sur la même longueur d'onde que les écolos».

sommation (stations d'épuration...). Marcel Doré anime par ailleurs une commission «qui met en place une plateforme de valorisation industrielle des agro-ressources». Ce dossier intéresse beaucoup la région.

Institut de protection de l'environnement

Comme Marcel Doré l'indique dans sa contribution au Livre blanc de la recherche (ingénierie de l'environnement et gestion des ressources naturelles en zones humides), le Poitou-Charentes dispose de vrais atouts en matière d'environnement. Pour deux raisons. La région possède un potentiel important de recherche dans pratiquement toutes les sciences de l'environnement; elle offre un champ d'expérience remarquable du fait de sa diversification.

Ce secteur comprend dix labos universitaires dont six associés au CNRS, un labo propre au CNRS (Centre d'études biologiques de Chizé), les labos d'Ifremer, une unité mixte CNRS/Ifremer et trois labos de l'Inra. Ainsi, plus de 100 chercheurs et autant de doctorants travaillent dans des domaines forts comme l'écologie marine, l'acoustique, le traitement de l'air et de l'eau, la géochimie.

Deux spécificités se dessinent : le génie écologique et l'ingénierie de la protection de l'environnement urbain et du traitement des déchets industriels. Cette spécialisation tout à fait originale jouit en outre d'une réelle implication dans l'économie régionale.

Parmi les projets énoncés dans le Livre blanc, citons la création d'un institut des sciences et techniques pour la protection de l'environnement. Cet institut aurait trois missions: 1) la recherche fondamentale pluridisciplinaire. 2) la recherche appliquée, appuyée par deux plate-formes technologiques (valorisation des agroressources et traitement des déchets agricoles, urbains et industriels. 3) la documentation et la diffusion d'informations pour les formateurs.

Aux yeux de Marcel Doré, l'un des grands avantages du Livre blanc réside dans la faculté d'avoir «favorisé la rencontre de gens d'horizons divers. Mais pour prolonger ce bout de chemin ensemble, il faudra nécessairement des financements adaptés». Confidence : Marcel Doré confesse avoir eu la tentation de quitter Poitiers pour assumer la direction d'un «grand centre de recherche en région parisienne». Il restera finalement aux côtés de son équipe locale. Avec un objectif pour ce spécialiste qui avoue «ne pas toujours être sur la même longueur d'onde que les écolos lorsqu'ils oublient de prendre en compte la dimension économique» : regrouper toutes les compétences dans le cadre d'un institut qui permette réellement de traiter l'environnement dans sa globalité. Ce sera "la grande mission" de la fin de son mandat.

Alain Blanchard

La communication cellulaire

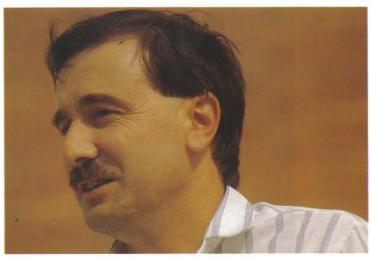
Les sciences de la vie souhaitent se regrouper sur le campus universitaire de Poitiers et développer leur potentiel de recherche avec le CNRS et l'INRA.

Désormais indispensables, les sciences de la vie sont de plus en plus courtisées. L'outil apporté par la biolomoléculaire l'ingénierie génétique s'impose comme passage obligé pour d'autres spécialités, qu'il s'agisse de recherche fondamentale ou de ses multiples applications. C'est donc en toute logique que ce secteur est appelé à devenir l'un des huit pôles d'excellence de l'université de Poitiers. Mais en écoutant Yves Cenatiempo, profes-

seur de biochimie et de biologie moléculaire, on pourrait n'y voir que chimères : «L'enjeu majeur du secteur des sciences de la vie pour les dix années à venir est ni plus ni moins sa survie.»

L'expression peut surprendre. Elle ne participe pas du grand élan d'autosatisfaction qui agite le monde de la recherche en Poitou-Charentes, depuis un an, sous l'impulsion de l'Etat et des collectivités. Elle traduit avant tout la prudence préliminaire qu'exige un constat lucide. «En dépit de sa petite taille - environ 300 personnes - ce secteur peut passer d'un relatif anonymat à l'état d'un pôle de référence nationale, avec des ambitions européennes, souligne Yves Cenatiempo. Mais ne rêvons pas d'un pôle qui comprendrait brutalement dix fois plus de chercheurs. D'abord, essayons de propulser tous les domaines porteurs d'espoir, en se fondant sur les équipes qui ont déjà obtenu une reconnaissance nationale ou internationale.» (Notamment les labos de biomembranes, d'immunologie et immunopathologie).

Que la mesure du propos ne crée pas d'équivoque : Yves Cenatiempo n'a pas chaussé des "charentaises" en arrivant à Poitiers en 1987. Ce spécialiste de l'expression des gènes venait de quitter un



Yves Cenatiempo: «On ne peut plus raisonner en terme de chapelles»

labo du CNRS à Lyon, après deux années de recherche dans un grand labo privé américain (New-Jersey). Ses collègues lui prédisaient une retraite prématurée s'il allait "s'enterrer" en Poitou-Charentes. «Justement, il y a beaucoup à créer, répondit le jeune chercheur, et la qualité de la vie mérite le détour.» Sa carrière n'en souffre pas : c'est l'un des rares professeurs de l'Institut universitaire de France.

Des outils communs pour les sciences de la vie

Dans le Livre blanc de la recherche, Yves Cenatiempo décortique toutes les forces de la région et dessine la méthode qui permettra de faire émerger un véritable pôle de la "communication cellulaire". «Nous vivons une aventure depuis un ou deux ans. Il est vrai qu'auparavant une telle dynamique semblait inimaginable à Poitiers. Chapeau aux collectivités locales qui ont actionné le mouvement.»

La communication cellulaire n'est pas une spécialité en soi, mais cette thématique amorce une nouvelle donne. «Les barrières qui séparent la biologie, la physiologie, la biologie moléculaire ou cellulaire, etc., sont en train de tomber. Elles ont toutes besoin d'outils communs pour se développer et attirer des chercheurs d'horizons différents. On ne peut plus raisonner en terme de chapelles.»

Un pas sera franchi par le regroupement sur le campus poitevin des labos de biologie, autour de l'Institut de biologie moléculaire et d'ingénierie génétique (IBMIG), à proximité du CHU. Ensuite : renforcer les équipes associées au CNRS (7) et leurs relations avec l'INRA; développer les collaborations avec d'autres

universités (notamment Limoges, Bordeaux, Nantes, Brest et Tours), afin d'aboutir à des labos supra-régionaux ; s'insérer dans des programmes européens (comme cette année les labos de biologie et physiologie végétales).

L'absence de l'Inserm pose un problème majeur en Poitou-Charentes, sachant que de petites équipes «paraissent très performantes au CHU».

Yves Cenatiempo préconise le développement des relations avec ce grand organisme de recherche, soutenu par une politique de recrutement judicieuse. Ici, la création de l'université de La Rochelle représente un atout. Quelques activités de recherche y sont déjà implantées : deux labos d'Ifremer et le département biologie appliquée de l'IUT.

Yves Cenatiempo ne craint pas la concurrence : «L'université de La Rochelle peut se développer en offrant une planche de salut à ceux qui y travaillent déjà mais surtout en attirant de nouvelles équipes et des leaders. Cette université a besoin d'une recherche forte, sinon cela ne servirait à rien. Profitons de cette dynamique pour renforcer le pôle des sciences de la vie en Poitou-Charentes. Bien sûr, en symbiose avec l'université de Poitiers.»

Jean-Luc Terradillos

Une université du marais

Plutôt qu'une université de la mer, souvent évoquée, Henri Grizel suggère, pour La Rochelle, une spécialisation tournée vers les marais, entre l'eau douce et l'eau salée.

Une université de la mer à La Rochelle : l'idée a déjà été avancée ici et là. Henri Grizel, qui anime le groupe sciences de la mer du Livre blanc régional sur la recherche, avance un autre concept : l'université du marais. Une idée qui vient de loin chez ce docteur en biologie de l'université de Montpellier qui, au cours de sa carrière à l'ISPTM devenu Ifremer, a connu, de La Trinité-sur-Mer à La Tremblade, via Nantes et Sète, l'ensemble des bassins ostréicoles français.

Ses fonctions actuelles l'amènent à intervenir au niveau national en tant que responsable du programme de pathologie et génétique des invertébrés, et comme animateur et coordinateur des programmes du secteur conchylicole. Il est en outre conseiller sur les différents aspects des recherches en biotechnologies marines et sur la valorisation des substances et des molécules marines.

La recherche aquacole emploie environ 70 personnes en Poitou-Charentes, dont une trentaine de chercheurs. Un secteur dont les deux pôles principaux sont le centre Ifremer de La Tremblade et le laboratoire mixte CNRS/Ifremer de L'Houmeau, près de La Rochelle. On trouve d'autres équipes plus réduites comme les laboratoires de biologie et biochimie marines de l'université de Poitiers, la station Inra de Saint-Laurentde-la-Prée, ou le Creaa (Centre régional d'expérimentation et d'application aquacole) du Château-d'Oléron, qui fait du transfert de technologies en direction des professionnels de l'aquaculture.

Structurer les biotechnologies

«La qualité de la recherche aquacole en Poitou-Charentes est reconnue, dit Henri Grizel. En matière de pathologie et de génétique des invertébrés marins, de physiologie et d'écophysiologie des mollusques, les laboratoires de La Tremblade ont acquis une réputation internationale. Leurs chercheurs publient beaucoup à

l'étranger, et des chercheurs venus du monde entier y sont en stage en permanence.» Cette spécificité est un des points forts de la recherche aquacole régionale. Une recherche, et c'est un autre de ses atouts, qui répond aux attentes d'un secteur économique régional important.

«Mais au-delà des aspects régionaux ou nationaux, la recherche aquacole est aujourd'hui un enjeu mondial, souligne Henir Grizel. Un concept récent comme les biotechnologies, qui n'a encore que peu d'applications, mobilise de gros moyens de recherche au Japon et aux Etats-Unis. En France, on commence à se structurer et à s'organiser.»

Au chapitre des faiblesses de la recherche aquacole, Henri Grizel relève : «La faiblesse quantitative des équipes universitaires des sciences de la mer et le manque un enseignement qui tienne compte de cet ensemble géographique et qui pourrait intégrer différentes disciplines : ornithologie, biologie, environnement marin, protection de l'environnement, avec les aspects spécifiques de cette interface entre le milieu terrestre et le milieu marin que constitue le marais.»

Bars et crevettes impériales

Université du marais : une idée qui est en phase avec l'économie de Charente-Maritime comme avec les orientations de la recherche. L'ostréiculture charentaise a bâti sa réputations sur l'existence des claires, ces parcs à huîtres aménagés dans des zones de marais, où les huîtres verdissent grâce à la présence de la diatomée Navicula Ostrearia. A L'Houmeau, le Crema étudie les pistes de mise en valeur



Henri Grizel: «La recherche aquacole est un enjeu mondial.»

d'organismes du type Critt, ce qui permettrait de favoriser les contacts entre le monde de la recherche et les milieux professionnels.»

«Le développement d'une université à La Rochelle ouvre des perspectives intéressantes, on souhaiterait qu'elle se spécialise.» Et plutôt qu'une université de la mer parfois évoquée, H. Grizel avance la notion d'université des marais. «Les travaux sur les marais sont déjà une spécificité de la recherche régionale, une université pourrait les développer. Il faudrait créer des marais par une aquaculture extensive qui respecte l'environnement. Des essais prometteurs sont en cours avec la crevette impériale. Les expériences d'aquaculture en cours - élevage de bars, d'esturgeons, d'écrevisses - utilisent les propriétés de cette interface entre l'eau douce et l'eau salée, entre la terre et la mer, que constituent les marais.

D'ailleurs, l'université de La Rochelle ne va-t-elle pas s'implanter à proximité d'une zone baptisée le Marais Perdu ?

Jean Roquecave

Le transfert sur la bonne voie

Après des débuts hésitants, le transfert de technologies décolle en Poitou-Charentes, en s'appuyant sur les points forts de la recherche. Les industriels sont invités à suivre.

Le transfert de technologies en Poitou-Charentes est appelé à connaître une croissance importante. La région n'est pas à l'heure actuelle l'une des plus performantes en ce domaine et les réussites ponctuelles ne font pas oublier le retard à rattraper.

«Les Critt (centres régionaux d'innovation et de transfert de technologies) se sont bien développés depuis leur création il y a cinq ans, c'est la meilleure preuve qu'il y avait un besoin», explique le responsable du rapport sur les transferts de technologies pour le Livre blant, Joël



Joël Barrault : «Les entreprises doivent apprendre à formuler leurs demandes.»

Barrault. Il considère comme une priorité la nécessité d'organiser les filières. Le travail est à peu près accompli dans la région entre les différents intervenants (organismes publics, collectivités, labos), mais il reste beaucoup à faire dans les rapports interrégionaux et internationaux.

Il n'est, en effet, pas toujours possible de résoudre un problème technique sur place. Il faut donc chercher la solution ailleurs, en France ou à l'étranger, et les réseaux qui existent à l'heure actuelle reposent souvent sur des relations individuelles, plus que sur un grand catalogue technologique dans lequel il n'y aurait qu'à piocher.

«Il faut s'en préoccuper, insiste Joël Barrault. Mais nous envisageons également une solution intermédiaire qui consisterait à monter dans la région une activité industrielle à partir des points forts de la recherche.»

L'information n'a pas encore circulé

Dans le même ordre d'idée, les travaux du Livre blanc ont permis de déterminer précisément les grands axes qui mettent en rapport les grands secteurs économiques régionaux et les potentiels de recherche sur place.

«Nous avons dégagé quatre pôles. Tout d'abord celui des transports et des loisirs. Ces deux activités peuvent bénéficier des structures de recherche performantes en mécanique, écoulements et études des matériaux. Ensuite il y a beaucoup à faire autour de la protection de l'environnement, avec des spécialistes régionaux en chimie, en droit ou en énergétique. Bien entendu, nous ne pouvons laisser de côté l'agro-industrie. Il y a un pôle de recherche important dans la région en sciences de la vie. Enfin, il y a quelque chose à faire autour de la communication et de la formation. Toutes nos propositions doivent raisonnablement se projeter sur la décennie car elles vont de pair avec les évolutions industrielles et universitaires envisagées sur la région».

Mais la réflexion immédiate s'oriente surtout vers les problèmes de communication. En effet ceux à qui s'adressent les transferts de technologie ignorent dans leur grande majorité les possibilités qui s'offrent à eux. Une estimation, effectuée auprès des entreprises de la région, a révélé qu'environ 75 % d'entre elles ne connaissaient pas les Critt. Ce sont pourtant ces PME picto-charentaises qui sont les premières bénéficiaires de ce réseau. Les grandes sociétés implantées dans la région définissent leur propre programme de recherche et savent s'adresser directement aux équipes scientifiques susceptibles de résoudre leurs principales difficultés techniques.

Mais la communication n'est pas aisée avec les entreprises de la région, sans qu'il y ait de coupable à montrer du doigt. «On a fait le reproche aux Critt de ne pas assez rendre visite aux entreprises. Mais il faut savoir qu'à leur création, c'étaient de toutes petites équipes. Ils ont été submergés de travail et n'avaient tout simplement pas le temps de se faire connaître. Désormais le phénomène s'estompe, parce que les Critt se sont structurés, ont élargi leur personnel. Le pôle technologique régional s'est aussi doté de conseillers polyvalents qui rencontrent les entreprises. Encore faut-il que celles-ci puissent formuler leurs demandes.»

Des interlocuteurs entre l'économie et la recherche

Il est en effet fréquent qu'une entreprise soit consciente d'un problème, sans pour autant arriver à le définir. «L'un de nos rôles, c'est aussi de convaincre les PME qu'elles devraient toutes disposer dans leur personnel d'un technicien de haut niveau, un ingénieur par exemple. La société ne s'en porterait que mieux, et ce serait pour les Critt un interlocuteur précieux, qui servirait d'interface entre le monde économique et la recherche. De plus cette personne doit être disponible pour ces problèmes de recherche et développement, ce ne peut donc être le patron qui a d'autres soucis tels que la gestion. Ça coûte cher, c'est évident, mais c'est indispensable.» H.R.

Une démarche collective

Les sciences juridiques, économiques et de gestion veulent privilégier la recherche pour répondre aux préoccupations tant internationales que régionales.

A la recherche juridique individuelle qui repose à la fois sur la lecture et l'expérience, se superpose aujourd'hui la recherche collective. Elle s'est peu à peu développée dans l'université de Poitiers, à travers les instituts (la faculté de droit en compte neuf) et leurs équipes. Ce mouvement a été encouragé par la création d'un conseil scientifique. «Il s'agit de regrouper les compétences et d'aller plus loin», indique le doyen Michel Moreau en mettant l'accent au passage sur l'utilisation d'une technologie moderne.

La stratégie de la faculté s'appuie sur la restructuration de la recherche collective. Techniquement elle se traduit par deux initiatives complémentaires: la demande d'une école doctorale de droit à Poitiers afin d'organiser intellectuellement la recherche et la création d'un Institut des hautes études juridiques. Cette structure administrative d'accueil de l'école doctorale fédèrera l'ensemble des activités scientifiques de haut niveau (instituts, équipes, personnels administratifs de la recherche, documentation, équipements...).

«Notre situation de concurrence avec les autres universités exige que nous fixions un objectif de qualité», souligne Michel Moreau. Or, l'école doctorale est synonyme de label de qualité. Pour l'obtenir, l'université de Poitiers possède des atouts: outre l'activité des instituts et des centres de recherche, le poids scientifique d'une communauté de 80 universitaires permanents, la présence de 5 DEA habilités et d'un magistère en droit de la communication unique en France, de 5 DESS dont deux nouveaux...

L'Institut des hautes études juridiques, quant à lui, sera une structure interne et autonome de la faculté avec comme objectif de valoriser les actions des équipes doctorales dans les milieux professionnels et la communauté scientifique. Il exploitera de nouvelles activités, en particulier par la mise en place d'enseignements juridiques de haut niveau afin de répondre aux exigences des professions juridiques et par la diffusion du droit par les nouvelles techniques de communication.

Cet institut aurait deux implantations : un pied dans le centre ville qui regrouperait les pôles classiques et l'autre sur le site du Futuroscope pour les activités de recherche liées à la communication : installation de l'équipe de recherche du magistère et

visagés en liaison avec Poitiers sur Niort (droit des assurances), Angoulême (droit lié aux arts graphiques ainsi qu'aux droits des dessins et modèles), La Rochelle (droit des transports ou droit des biotechnologies).

Compte tenu également des réalités scientifiques de la France atlantique, des liens sont recherchés à l'intérieur du réseau du Centre-Ouest, spécialement avec Tours et Limoges puis plus tard avec la



Michel Moreau : «Nous devons nous imposer dans une recherche de qualité, avec d'autres.»

d'un centre d'études comparatives en liaison avec le Centre droit et médias, mise en place d'un centre de recherche sur la diffusion du droit par les nouvelles techniques de communication, en liaison avec l'antenne du CNED, établie au Futuroscope. Il sera aussi un site d'accueil des chercheurs français étudiant les droits étrangers et des chercheurs étrangers désireux d'un cadre de travail performant.

Des axes de recherche avec Niort, Angoulême, La Rochelle

«Nous devons nous imposer dans une recherche de qualité, avec d'autres», souligne le doyen Moreau en expliquant la volonté des juristes de s'impliquer dans des réseaux européens de recherche internationale mais aussi plus régionaux.

Des points de recherche peuvent être en-

future université de La Rochelle, avec Bordeaux et Nantes enfin pour des zones d'intérêt commun.Cette volonté de développer la recherche juridique en faveur d'une démarche collective répond au besoin évident de droit qui s'affirme, en France comme en Europe.

«Nous avons besoin de juristes, les praticiens en ont besoin, constate le doyen Michel Moreau. Nous vivons une période où le droit retrouve sa place», souligne-til encore, en évoquant la notion d'Etat de droit à laquelle on fait de plus en plus référence.

«Nous devons être à même de répondre à ce besoin», note-t-il enfin, relevant au passage une nouvelle donne liée à l'ouverture à l'Est, avec une forte demande de juristes provenant des pays de l'Est.

Philippe Bruyère

Une maison pour l'homme

Le projet de maison des sciences de l'homme et de la société assurera une meilleure visibilité à des domaines de recherche de haut niveau, variés mais trop dispersés.

«On croit qu'il nous suffit d'une gomme et d'un crayon pour travailler! s'insurge le géographe Gildas Simon, un des meilleurs spécialistes des migrations internationales. J'ai eu un coup de sang lorsque j'ai lu l'audit sur la recherche publié en février 1991 par la région Poitou-Charentes. Pas un chapitre sur les sciences sociales! »

Encore une fois, la fascination qu'exercent les sciences dites "dures" a tendance à mettre sur la touche historiens, géographes, psychologues, littéraires, philosophes... Le projet de création d'une maison des sciences de l'homme et de la société à Poitiers relève donc du tour de force.



Gildas Simon: «Faire oeuvre commune, rassembler les énergies et les potentiels d'un secteur assez varié et dispersé.»

«Au départ, j'étais assez sceptique sur la réussite de l'opération, souligne Gildas Simon. Finalement nous sommes parvenus à un projet cohérent avec une relative facilité. Dans le contexte actuel, les chercheurs savaient pertinemment que des demandes dispersées n'avaient aucune chance d'aboutir. Cette situation était la conséquence d'une double cause : le manque d'intérêt des pouvoirs publics pour les sciences sociales et le manque d'ambition de celles-ci. De sorte qu'un cercle vicieux s'était installé : les chercheurs ne présentaient pas de projets, persuadés qu'ils ne seraient pas pris en compte. Cette maison résulte donc de la volonté des différents groupes de recherche de faire oeuvre commune, de rassembler les énergies et les potentiels d'un secteur assez varié et dispersé jusqu'à présent.»

Le point d'ancrage de la recherche en sciences humaines à Poitiers est constitué de quatre labos associés au CNRS: migrations internationales, études et recherches sur le Moyen Age (centre d'études supérieures de civilisation médiévale), centre de recherche et de documentation sur Hegel et Marx, psychologie du langage. Autour de ce noyau gravitent trois équipes "recommandées", cinq groupes plus jeunes et des chercheurs individuels, soit au total 250 chercheurs et 150 thésards.

C'est à dessein si ce projet porte le nom de "maison". Sur le plan symbolique, il évoque la maison des sciences de l'homme à Paris, haut lieu de la recherche et de relations interdisciplinaires. Sous l'angle pratique, il doit répondre à l'insuffisance de moyens techniques et humains. Car l'absence d'équipements lourds, notamment en informatique, freine la recherche. Cette maison veut aussi accueillir les jeunes chercheurs (11 formations doctorantes).

Poitiers possède d'excellents chercheurs. Restait à structurer ce secteur, à le rendre «visible». Pour lui donner «plus de muscle et plus de nerf», celui-ci s'organisera autour de quatre axes majeurs : patrimoine, identité régionale et développement de l'Arc atlantique ; Moyen Age et racines culturelles de l'Europe ; discours, langages, cognition ; civilisation, cultures étrangères et migrations internationales. Ces axes correspondent aux points forts

des équipes travaillant en Poitou-Charentes, mais leur amplitude permet d'intégrer de petits groupes et des chercheurs individuels.

La sociologie, quasi absente à l'université de Poitiers, pourrait se développer grâce à une collaboration avec l'Observatoire du changement social en Europe occidentale qui est implanté au Futuroscope. La création d'un institut d'aménagement du territoire est également envisagée.

Ouverture sur la recherche non universitaire

Cette "maison" affiche aussi une volonté d'ouverture au monde non-universitaire de la recherche (la Drac, l'Inventaire des monuments historiques, les services de développement des collectivités, la maison du Moyen Age, etc.). Ouverture déjà mise en pratique par quelques universitaires. Notons par exemple que Gildas Simon a coordonné en juin 1991 le hors série du journal Libération sur les migrations, que la fac de Lettres organise des actions culturelles...

Beaucoup de Poitevins ignorent que les sciences humaines de leur université jouissent d'une bonne réputation en France et à l'étranger. En particulier grâce à quatre revues et diverses collections scientifiques.

Au point que certains chercheurs étrangers lui attribuent un peu rapidement le leadership dans certaines disciplines. Comme ce spécialiste japonais des migrations qui demanda un jour à Gildas Simon par quel mystère Poitiers était, en France, le principal centre des études sur les migrations. En fait, Paris compte bien plus de chercheurs. Mais il est incontestable que sur ce sujet la seule revue francophone est publiée à Poitiers.

La maison des sciences de l'homme et de la société vise aussi à combler le déficit de communication régionale.

Jean-Luc Terradillos

Ballet cosmopolite

Jouissant d'une bonne notoriété dans le monde, l'université de Poitiers est en relation avec environ 70 pays dont elle accueille les chercheurs, pour quelques jours ou plusieurs années. Impressions de voyage.

«Je n'imagine pas un endroit où j'aurais pu être plus heureux, aussi bien dans mes recherches que dans ma vie privée.» L'auteur de cette déclaration d'amour est un Brésilien de 25 ans, Luis Da Silva, spécialiste en combustion supersonique. Son sourire en dit long. Lorsqu'il eut la possibilité de quitter Rio pour passer sa thèse à l'étranger, il a écarté les Etats-Unis, «pour venir dans un pays dont je me sentais proche culturellement. En Europe, dans ma spécialité, Poitiers étaiincontournable. Je ne regrette rien..» Les satisfactions scientifiques se doublent pour Luis d'une vie harmonieuse. «Je vais au cinéma, surtout pour les films de ciné-club, je fais de la natation et j'ai trouvé sur la fac un cours de danse-jazz. Mon seul regret, c'est de ne pas pouvoir m'impliquer plus dans la vie culturelle à cause de mes moyens financiers limités.» Cette satisfaction n'est pas unanime chez les chercheurs étrangers poitevins. Haysam Nakhani, un Syrien de 29 ans,, s'ennuie. «J'ai surnommé Poitiers "la ville morte"», dit-il, traduisant ainsi une réputation dont la capitale de Poitou-Charentes a bien du mal à se défaire. Néanmoins Haysam ne regrette pas de passer ici sa thèse en énergétique, dans le cadre d'un échange franco-syrien. D'un point de vue scientifique, il est conscient de progresser.

Une majorité d'Africains

Guy Monoté a, lui aussi, parfois du vague à l'âme «parce qu'on est loin de nos familles, et pendant les vacances nos amis sont partis quand nous restons.» Ce Sénégalais de 24 ans a pourtant délibérement choisi Poitiers et s'en trouve fort aise. «Dans mon cursus, j'ai dû passer deux ans en Corse, mais je suis revenu à Poitiers. Même s'il y a les inconvénients des petites villes, je m'y plais.» Parmi les étrangers, les Africains, très souvent francophones, sont majoritaires mais l'université draine des chercheurs

du monde entier. On rencontre aussi dans les labos des Américains ou des Canadiens, parfois même des Australiens. Les échanges au sein de la CEE sont devenus monnaie courante et, depuis deux ans, les équipes de recherche reçoivent quotidiennement des sollicitations venant d'Europe de l'Est. Les Asiatiques sont également très nombreux. Xiaohua Zhou,

est arrivé tout droit de Chine Populaire pour étudier la combustion des déchets. «Nous avons beaucoup de retard dans ce domaine, et ça devient un vrai problème, explique-t-il. Dans mon pays, je suis ingénieur depuis 10 ans, et je suis venu ici pour progresser.» Situation identique pour Somrat Kerdjuwan, jeune Thaïlandais qui n'a jamais travaillé.

mais qui est venu apprendre lui aussi des techniques d'élimination des déchets. «A Bangkok, nous ne pouvons traiter actuellement qu' 1/6e des ordures ménagères.» A Poitiers, les uns comme les autres affirment qu'ils ne cherchent pas à se regrouper par nationalités. «Il est vrai que nous tournons parfois en rond, explique Haysam, mais c'est sur le campus, entre étudiants. Au moins, il y a un réel brassage, dans les cités universitaires par

Luis renchérit : «Ça ne servirait à rien de venir ici pour ne voir que des Brésiliens. Dans ce cas-là, autant rester chez soi.» Ren Shiang Lee ne se pose pas la question.

Il est totalement isolé, à La Tremblade, et bien forcé de s'intégrer. Dans un labo de l'IFREMER, il essaie d'obtenir des cultures cellulaires de crevettes, ce que personne n'a encore réussi.

Ses travaux sont d'une grande importance, notamment chez lui à Taïwan, où une maladie vient de faire baisser la production de crevettes de 70 %.













De gauche à droite, en haut : Luis Da Silva, Somrat Kerdjuwan, Guy Monoté, En bas : Xiaohua Zhou, Ren Shiang Lee, Haysam Nakhani,

«La Tremblade est un centre de niveau mondial et ici je ne perds pas mon temps affirme-t-il, même si nous sommes un peu isolés.»

Dans leur immense majorité, ces jeunes chercheurs, même s'ils envisagent tous de retourner sur leur terre natale, considèrent leur étape poitevine comme un moment capital de leur carrière et de leur vie. Luis Da Silva tient absolument, quand il sera de retour au Brésil, à conserver des relations amicales et professionnelles avec ses collègues poitevins, et Guy Monoté ajoute: «Une partie de mes racines intellectuelles et scientifiques est ici.»

Des hommes pour les labos

D'ici dix ans, toute une génération de chercheurs partira à la retraite. Après, c'est le flou et pourtant, d'irréductibles passionnés sont prêts. Histoires d'hommes.

Promenez-vous dans n'importe quel laboratoire de l'université de Poitiers. Vous y décèlerez un grouillement affairé d'étudiants à l'aspect juvénile, toujours à la recherche d'une carte pour la photocopieuse ou d'une blouse blanche pour la prochaine manip...

Ces damoiselles et damoiseaux gravitent autour de congénères qui leur ressemblent, mais chez qui on discerne aux rides et aux cheveux grisonnants, le poids de

recherche et l'enseignement supérieur en France. Jacques Lenfant fait partie de cette vague d'embauche lancée à la fin des années 60 et au début des années 70. Ses collègues et lui occupent aujourd'hui les postes clés dans les laboratoires. Ce sont d'éminents spécialistes, unanimement reconnus, mais qui, aujourd'hui, n'ont pas de successeurs.

«Ces vingt dernières années, dit-il, il n'y a pratiquement pas eu de créations de

et souvent après avoir multiplié les expériences. C'est le cas de Jacques Barbier, un chimiste de 27 ans, sur le point de soutenir une thèse. Il aurait pu choisir le privé, après avoir obtenu un diplôme d'ingénieur, mais l'approche du monde de l'industrie l'a laissé perplexe. «Pour moi, le seul avantage du privé,

c'est le salaire, affirme-t-il. Mais ça ne suffit pas. J'attache plus d'importance à la qualité du travail. Ce que j'aime, c'est prendre un sujet et essayer de le développer à fond sans brûler les étapes. Si ensuite cela rapporte de l'argent, tant mieux. Mais ça ne m'intéresse pas de foncer et d'oublier au passage tous les problèmes qui se posent sous prétexte de rentabilité.»

ment. Je n'ai pas l'impression qu'ils

soient très nombreux à avoir une vocation

de chercheur.» De fait, il semble que les

étudiants se décident de plus en plus tard,



Jacques Lenfant : «Nous risquons d'avoir plus de postes vacants que de candidats.»

l'expérience. Les premiers ont au plus trente ans. Les seconds ont souvent franchi la cinquantaine.

Mais il faut bien chercher pour trouver un représentant de la génération intermédiaire, noyé dans ce bain de science qui associe dans une ambiance presque familiale des aigles de la recherche à des moineaux à peine tombés du nid.

«Nous sommes dans une situation où la plupart des chercheurs et enseignants ont à peu près le même âge. Ce sont des gens qui prendront leur retraite dans les dix ans qui viennent», explique Jacques Lenfant, 50 ans, directeur du laboratoire des biomembranes à Poitiers. Il est l'exacte illustration du problème qui, depuis quelques années, commence à ronger les méninges de ceux qui ont en charge la postes de chercheurs ou d'enseignants, et la transition risque d'être difficile.»

Cette pénurie d'embauches n'est cependant pas le seul facteur d'inquiétude pour ceux qui voient se profiler une véritable crise des vocations dans la recherche. Les salaires en effet n'y sont pas très attractifs quand on les compare à ceux qu'offre l'industrie.

On considère qu'un jeune à bac +5 débute dans le privé au même salaire qu'un autre à bac +8 ou bac +10 dans la recherche. Et les perspectives de carrière sont sans comparaisons.

«J'ai le sentiment qu'aujourd'hui les étudiants sont angoissés pour leur avenir. Ce n'était pas le cas à mon époque, remarque Jacques Lenfant. De même, ils ont envie de rentrer dans la vie active plus rapide-

La recherche: drogue, bonheur, liberté

Approche un peu différente, mais résultat identique pour Patrick Magnoux : il a lui aussi choisi la recherche. Membre du CNRS, âgé aujourd'hui de 33 ans, il vient de réintégrer le secteur public. Ce spécialiste du raffinage des produits pétroliers avait cédé aux appels du groupe Elf et avait tenté sa chance dans le privé en demandant un congé sans solde de deux ans. Tout en s'adaptant bien au monde de l'entreprise, il s'est vite aperçu que la recherche fondamentale lui manquait. Retour au bercail, mais sans regrets. «J'aime approfondir les choses, et je considère que c'est une bonne expérience. Maintenant je sais pour quoi je suis fait. C'est d'ailleurs bien mieux d'occuper un vrai poste dans une société, que d'y passer le temps d'un stage.» Patrick Magnoux, en redevenant chercheur, a consenti un gros sacrifice financier sans la moindre arrière pensée. «L'important, c'est d'être bien dans sa peau, bien dans son travail.»

Jacques Barbier abonde lui aussi dans ce sens. «Au CNRS, le salaire de départ se situe entre 8 000 et 11 000 francs. Ce n'est tout de même pas la galère. Avec ça on ne roule pas en Porsche, mais on vit bien.» Les vrais mordus de recherche tiennent beaucoup à cette notion de qualité de la vie. Si certains, on l'a vu, se laissent submerger par leurs travaux jusqu'à en perdre le sommeil, les chercheurs d'aujourd'hui sont plutôt des chantres de l'équilibre personnel.

«La recherche, c'est un peu une drogue, parce qu'on ressent une sensation formidable quand tout marche bien, mais il faut savoir se changer les idées, voir des amis extérieurs à ce milieu, faire du sport», explique l'expérimenté Jacques Lenfant.



Alain Renoux : «Je n'aurais pas fait de la recherche toute ma vie.»

Jacques Barbier, qui souhaite intégrer le CNRS n'envisage pas autrement le métier de chercheur. «Il y a une liberté sans comparaison avec les tracasseries quotidiennes de l'industrie. Dans le privé, quand on fait 70 heures dans une semaine, c'est sous la pression hiérarchique. Dans la recherche, c'est parce que l'on a envie. Et si on s'absente le mercredi pour jouer au tennis, on vient travailler le dimanche»

Les chercheurs réfutent en outre de vouloir considérer ce choix comme une attitude de fonctionnaire sans souci de rentabilité. De fait, on rencontre, dans les labos, plus de bourreaux de travail que de tire au flanc.

Mais cette approche presque amoureuse du monde de la recherche est loin d'être partagée par tous ceux qui ont un jour, choisi d'aller voir ailleurs. Ainsi, Alain Renoux a aligné tous les diplômes, jusqu'à la thèse de chimie, puis a répondu



Patrick Magnoux: «Bien dans sa peau, bien dans son travail.»

favorablement aux offres de la société CEPHAC (Centre d'étude et de recherche en pharmacie clinique), installée à Saint-Benoît près de Poitiers. Une aubaine géographique, car on trouve peu d'entreprises régionales susceptibles d'offrir des postes à un tel niveau. Mais Alain Renoux serait parti vers le privé de toute façon, comme beaucoup d'autres. «Je ne me voyais pas faire de la recherche toute ma vie, explique-t-il. J'en ai fait pendant presque 10 ans, ça me suffit. Si l'on ne fait que cela, on n'évolue plus.» A 34 ans, il est responsable d'un département de la société, avec dix personnes dans son équipe.

Moyenne d'âge : hausse inquiétante

Il a le sentiment d'avoir élargi son horizon. «Désormais, je suis plus un gestionnaire de recherche qu'un chercheur. Le monde de l'entreprise ouvre d'autres domaines de responsabilité.» De son passage à l'université, il garde le sentiment d'avoir reçu une excellente formation scientifique, mais a découvert sur le tas qu'un chercheur n'est pas idéalement formé pour le monde du tra-

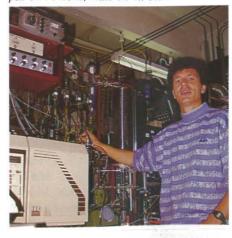
«Un thésard est souvent moins fort en anglais qu'un ingénieur par exemple.» Après cinq années passées en entreprise il n'a pas le moindre regret. «Quand on s'investit dans le privé, il y a d'énormes possibilités de progresser rapidement. Ceux qui étaient avec moi à l'université et qui sont restés dans la recherche n'ont ,à mon avis, pas beaucoup plus de responsabilités qu'au début.» Pour ceux qui ont vraiment la vocation, cela n'est pas un

problème. Ils aiment leur métier et ne comptent pas. Mais les portes qui mènent aux labos ne sont pas encore grandes ouvertes. La génération qui détient le savoir s'inquiète aujourd'hui beaucoup de sa succession et trouve le processus de recrutement long à se mettre en place. «Quand nous partirons, on risque de se retrouver avec plus de postes vacants que de candidats potentiels, prévient Jacques Lenfant. Nous avons pourtant tous en ce moment dans nos labos des gens qui feraient de bons enseignants-chercheurs et qui pourraient s'affirmer en 10 ans. Si on ne les intègre pas rapidement, ils n'attendront pas et en l'an 2000, on embauchera n'importe qui dans l'urgence.»

La menace qui pèse sur la recherche est claire. On considère parfois qu'un laboratoire où la moyenne d'âge est inférieure à 50 ans est un labo jeune. Même dans le BTP où l'on se plaint du vieillissement du personnel, on n'a pas atteint ce point critique...

Hervé Brèque

Jacques Barbier: «Avec 8 000 F, on ne roule pas en Porsche, mais on vit bien.»

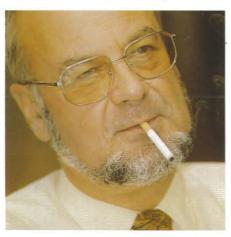


Le partage du savoir

Edition, festivals, conférences, la vie culturelle est nourrie de l'apport des chercheurs. Témoignage de quatre 'acteurs' poitevins.

Certains universitaires prennent la plume pour s'ouvrir aux non initiés. D'autres s'impliquent dans la vie culturelle, par passion pour leur ville ou leur région, pour le plaisir de partager. Certainement pour se raccorder au monde, au social.

Leurs collègues les nomment «vulgarisateurs» avec un brin d'ironie. L'homme de la rue manifeste plus d'enthousiasme. A Poitiers, la fréquentation des journées de l'Histoire en fête en atteste. Alain Tranoy, l'un des promoteurs



Alain Tranoy: «Nous ne sommes pas des fossiles.»

de cette manifestation, n'a pas oublié les sourires narquois de quelques-uns de ses collègues universitaires. «Mais qu'est-ce que vous allez faire dans cette aventure-là!», suggéraient-ils à ce prof d'histoire ancienne, au demeurant doyen de l'UFR d'histoire.

Alain Tranoy n'accepte pas le décalage entre sa vie de citoyen et l'image caricaturale de l'universitaire voué corps et âme à ses recherches. «Nous ne sommes pas des fossiles, dit-il. La démarche scientifique n'exclut pas l'ouverture au grand public. Peu à peu cela entre dans les moeurs. Par exemple, pour Histoire en fête, je constate encore après quelques années des regards sceptiques. Mais le plus souvent on me demande le programme. Cette manifestation est maintenant attendue.»

«La mission de l'enseignant-chercheur ne s'arrête pas à la porte des amphis», souligne Jean-Pierre Arrignon, professeur d'histoire médiévale, autre promoteur de ces journées où, pendant cinq jours à Poitiers, se rencontrent des historiens de renom, écrivains, libraires, étudiants, lecteurs de tous âges.

«Certains collègues considèrent que leur accomplissement scientifique et professionnel se limite à la recherche et à l'enseignement. Pour ma part, j'ajoute un troisième temps à notre mission : l'intégration au monde. Il est anormal que l'histoire soit une discipline réduite à un sérail, aussi savant soit-il. J'ai eu la chance d'avoir conduit des études supérieures, en particulier sur l'URSS, d'avoir réfléchi à certaines évolutions et transformations du monde, pourquoi refuserai-je de faire partager le champ de mon expérience, de mon acquis, de ma culture? Qui d'autre que nous est capable de proposer à ceux qui s'y intéressent les lectures du monde contemporain?»

Jean-Pierre Arrignon revendique le terme de «vulgarisation», mais sans céder sur l'exigence de qualité: «Ce n'est pas parce qu'on s'adresse à des élèves de collèges qu'on n'a pas pour autant le devoir de les informer de la façon la plus juste et la meilleure qui soit.»

Depuis deux ans, l'action culturelle de la fac de Lettres de Poitiers est liée à l'enseignement et à la recherche. «Longtemps, le mot culture fut synonyme d'animation. Erreur, les étudiants sont assez grands», note Gérard Dessons. Ce maître de conférences en linguistique et poétique dirige la revue La Licorne et le festival Ecrivains Présents

De la Pléiade aux revues d'histoire locale

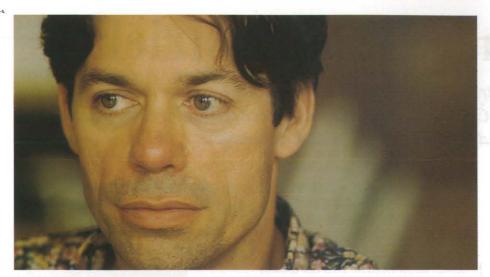
Pendant quatre jours en novembre, cette manifestation invite à Poitiers une vingtaine d'écrivains français et étrangers (en collaboration avec l'Office du livre et la bibliothèque municipale). 1 500 à 2 000 personnes, étudiants et lecteurs de la ville, assistent aux tables rondes et lectures publiques. Un succès unique.

«Nous connaissons bien les écrivains invités, ils sont ou ont été étudiés à la fac. Nous refusons de «baisser le niveau», et ça marche. Avec La Licorne, Ecrivains Présents ou d'autres manifestations comme la Quinzaine du film documentaire, nous sommes fiers de montrer que les enseignants sont aussi des chercheurs, que notre fac est à l'avant-garde de la recherche, qu'elle ne vit pas en vase clos.»

Même sentiment chez Alain Quella-Villéger, professeur d'histoire à cheval sur le lycée et l'université. Ses recherches sur l'histoire d'Aunis-Saintonge, sur

Jean-Pierre Arrignon : «La coupure entre savoir et vie culturelle est artificielle.»





Gérard Dessons : «La fac de Lettres est une réserve énorme d'écrivains.»

Pierre Loti et la littérature exotique l'ont directement conduit hors du cénacle. «Pendant longtemps, les universitaires se sont méfiés de l'exotisme, confie l'auteur de la biographie de Pierre Loti. Ils n'y voyaient que colonialisme. Depuis vingt ans, il y eut donc peu d'études sur le sujet. Mais la redécouverte de Pierre Loti par le grand public a suscité un intérêt croissant pour les récits de voyage, pour ce genre jadis méprisé.»

Alain Quella-Villéger se sent en phase avec ces lecteurs. C'est pourquoi, tout en collaborant à l'édition, dans la Pléiade, des oeuvres complètes du célèbre écrivain rochefortais, il n'oublie pas les amateurs du genre. Il a créé par exemple la revue, Les Carnets de l'exotisme et ne dédaigne pas de collaborer à des revues d'histoire locale. Grâce à lui, les innombrables photos de voyage de Pierre Loti ont été exhumées des archives de la famille puis exposées pour la première fois en 1985, au musée Sainte-Croix de Poitiers. Depuis, ces photos ont fait le tour du monde.

Alain Quella-Villéger prépare actuellement un album pour Casterman sur Istambul, avec photos et textes inédits de Loti, et l'exposition d'un autre photographe «exotique» oublié, Jules Gervais-Courtellemont.

Malgré tout, le monde universitaire reste circonspect à l'égard de ce jeune enseignant. Recherche, édition, écriture, cours, organisation d'expositions : peutêtre passe-t-il trop facilement d'un mode à un autre ? Son travail sur Loti pour la Pléiade constitue pourtant une référence incontestable.

«C'est très bien en fin de carrière, pas au début», lui a-t-on fait savoir. Peu importe, pour Alain Quelle-Villéger, «il n'y a pas de mode d'expression mineur».

«Il y a sans doute chez les universitaires, comme dans les autres catégories sociales, la même proportion de gens impliqués dans la vie de la cité, remarque Alain Tranoy. Il est souhaitable que les universitaires s'efforcent de donner à leur activité une vocation extérieure; pour être mieux perçus par le monde qui les entoure et pour eux-mêmes.»

Des leviers pour l'initiative culturelle

Grâce à Histoire en fête, Alain Tranoy reconnaît que le cercle de ses relations personnelles et professionnelles s'est considérablement élargi. Il ne cache pas non plus une certaine fierté de constater que, pour nombre d'historiens français et étrangers, comme René Rémond, le nom de Poitiers est maintenant associé aux journées de l'Histoire en fête.

Au plaisir de participer à ce qu'on appelait encore récemment "l'éducation populaire", se greffe aussi la joie de créer. Ainsi, Jean-Pierre Arrignon effectue de véritables tournées dans les universités inter-âges de Poitou-Charentes pour parler notamment de l'Europe orientale, slave, musulmane ou byzantine. Après la guerre du Golfe, il a préparé une série de conférences sur les Kurdes. Cette année, ses interventions sont plutôt centrées sur l'histoire de la Yougoslavie.

D'autre part, c'est à lui que la ville de Poitiers et la région ont confié la présidence du projet de Maison du Moyen Age, pôle d'animation et de communication appelé à devenir un département important de la future médiathèque de Poitiers (qui doit être associée à la Bibliothèque de France). «La coupure entre savoir et vie culturelle est artificielle». Jean-Pierre Arrignon porte cette formule comme un viatique. Il n'est pas le seul.

De même, Ecrivains Présents démontre que la littérature contemporaine n'est pas le domaine réservé des professeurss et des étudiants. Aux écrivains invités par Gérard Dessons, on n'édifie pas des colonnes de livres dans les supermarchés. Pourtant les lecteurs sont au rendez-vous.

«La fac de Lettres est une réserve énorme d'écrivains, explique-t-il, parce que chaque enseignant connaît personnellement plusieurs écrivains. On les a étudiés, on les traduit, et sans être des professionnels de l'interview ou de l'animation on sait bien les présenter.»

La passion et le sérieux instaurent inévitablement un climat de confiance.



Alain Quella-Villéger : «Il n'y a pas de mode d'expression mineur.»

Les auteurs, français et étrangers, viennent sans se faire prier. Le public est prêt. La revue La Licorne participe à cette émulation, car elle crée un espace de rencontre, de découverte, d'échange, avec des écrivains, des chercheurs et des lecteurs de toutes les latitudes. C'est aussi un signe distinctif pour l'université de Poitiers.

Et puis, «les étudiants se mettent à avoir le goût de la littérature...»

Jean-Luc Terradillos

La recherche industrielle

350 chercheurs travaillent dans une soixantaine d'entreprises en Poitou-Charentes. Celles-ci consacrent à la recherche-développement un budget d'environ 435 MF. Exemples.

La SNPE : le quart de l'activité de l'usine

La "poudrerie" d'Angoulême est un des sept établissements de la SNPE (Société nationale des poudres et explosifs).

450 personnes y travaillent à l'élaboration de poudres destinées à la propulsion de missiles, de poudres dites "sphériques" pour les armes de petits et moyens calibres et "multibases" pour les pièces de gros calibre. L'usine produit également des poudres pour la chasse et pour les

sus qui va de la conception à la fabrication des produits. A la demande d'un client ou sur un contrat de recherche financé par l'Etat, les équipes-programmes imaginent des matériaux, des produits et des procédés de fabrication. Puis des chaînes expérimentales testent la faisabilité industrielle du nouveau produit, dans des installations à échelle réduite.

En phase d'évaluation, le produit est testé et analysé : analyse chimique, physique, comportement pyrotechnique, caractéristiques balistiques et vieillissement. Des



Jacques Salmon : «Les chercheurs de la SNPE ont peu de contact avec l'université.»

pistolets de scellement (utilisés notamment dans le bâtiment).

La SNPE dispose d'un laboratoire central en région parisienne, mais chacun des établissements emploie des équipes de chercheurs. Celles-ci mènent des recherches appliquées à la demande de l'Etat ou des clients.

Ici encore, il s'agit de recherche-développement : «On ne crée pas de nouvelles molécules, affirme Jacques Salmon qui dirige la recherche à Angoulême, on fait plutôt des assemblages.» Le service études-recherche-développement d'Angoulême emploie une centaine de personnes, pour un budget annuel de 50 MF (le quart de l'activité de l'usine). Les équipes sont réparties suivant le procesanalyses qui font appel aussi bien aux laboratoires (spectrométrie, infrarouge, chromatographie en phase gazeuse) qu'aux bancs de tir.

Les chercheurs de la SNPE d'Angoulême ont peu de contacts avec les universités ou les centres de formation, si ce n'est pour l'accueil de stagiaires. «Au point de vue métier, dit Jacques Salmon, nous sommes un îlot dans la ville. Ce qui ne veut pas dire qu'on se sente isolé. Avec le TGV, il est aussi facile de rencontrer des gens à Paris depuis Angoulême que de traverser Paris. Et grâce aux banques de données accessibles par informatique, nous disposons de la même documentation que les chercheurs qui travaillent en région parisienne.»

Lacto-Labo : une recherche par ligne de produits

Lacto-Labo a bien grandi depuis sa création dans les années 60 par un ingénieur d'une laiterie voisine qui a eu l'idée de lancer une production de ferments lactiques à l'intention des industries laitières et fromagères. Rhône-Poulenc, entré dans le capital de la société dans les années 70 a acquis la totalité des parts en 1980

Lacto-Labo a ensuite repris d'autres entreprises du même secteur : Nordica aux USA, puis Eurozyme, filiale de l'Air Liquide, à Grenoble, enfin Marschall, société américaine dépendant de Bayer, qui possédait une unité de production à Madison (USA) et deux en France, Vinay (Isère) et Epernon (Eure-et-Loire). Lacto-Labo emploie 230 personnes en Europe et 110 aux Etats-Unis, avec un chiffre d'affaires en Europe de 230 MF. C'est un des leaders de son secteur avec, pour les ferments d'affinage et d'aromatisation, plus de 40 % du marché français.

En 1986, une unité de production neuve est construite à Dangé Saint-Romain et, en 1990, toute l'activité de recherche du groupe y est regroupée. Bien que faisant partie d'un grand groupe industriel, Lacto-Labo est entièrement autonome dans son activité de recherche.

Le laboratoire, dirigé par Jean-René Prigent, ingénieur de l'Ecole supérieure de physique-chimie de Paris, emploie 25 personnes, dont 7 du niveau docteur-ingénieur et 13 ayant un diplôme du type BTS-DUT.

«Notre activité de recherche est organisée avec une volonté d'être très près des marchés, indique Jean-René Prigent. Nos équipes sont réparties par ligne de produits.» Une équipe travaille sur les ferments d'affinage et d'aromatisation, deux autres sur les bactéries lactiques et une quatrième s'intéresse à la diversification pour aborder des secteurs autres que l'industrie laitière : agrobiologie, ensilage, oenologie, biorégulateurs. Cette recherche de diversification a déjà produit des résultats significatifs dans l'industrie de la salaison.

«Nos installations, précise J-R Prigent, sont des laboratoires classiques de microbiologie, bactériologie et biochimie. Nous sommes bien équipés, mais sans matériel très coûteux.» On ne fait pas de manipulations génétiques à Dangé-Saint-Romain, une bonne partie de l'activité consistant à identifier et à répertorier des micro-organismes possédant des propriétés intéressantes. Dans un proche ave-



Jean-René Prigent

nir, les techniques d'identification feront appel au marquage des gènes. Une technique qui permettra aussi de se prémunir d'éventuelles "copies" non autorisées.

Les chercheurs de Lacto-Labo n'ont cependant pas beaucoup de contacts avec les laboratoires de l'université de Poitiers. Il ne s'agit pas là d'une attitude de fermeture vis-à-vis de la recherche menée en Poitou-Charentes. «Etre implanté à Dangé, à mi-chemin entre Tours et Poitiers, c'est un plus pour le travail, note Jean-René Prigent. On est plus serein, mais il faut être vigilant et ne pas s'isoler, rester coincé dans son labo.»

Alsthom : en liaison avec des laboratoires publics régionaux

Avec 1 200 salariés et la fabrication des rames de TGV, l'usine Alsthom d'Aytré est la figure de proue industrielle de l'agglomération rochelaise.

Comme dans beaucoup d'entreprises, le seul labo d'Alsthom a longtemps été celui du département qualité. Une fonction essentielle qui touche à tous les secteurs de l'entreprise. Et qui nécessite des compétences variées : métallurgie, en amont de la production avec le contrôle des tôles à

la livraison, puis en aval avec la vérification des assemblages en liaison directe avec les ateliers ; chimie organique, pour le suivi des trois stations d'épuration de l'usine, et l'analyse quasi quotidienne des bains d'huiles, d'électrolytes, des peintures et des colles employées aux divers stades de la fabrication ; métrologie enfin, pour vérifier et étalonner les appareils de contrôle et de mesure employés dans l'établissement.

Au fil des années, le département qualité d'Alsthom s'est constitué au fur et à mesure de l'apparition de besoins nouveaux, comme la protection de l'environnement dans les années 70. La responsable du département, Françoise Vannier, ingénieur chimiste, arrivée à Aytré en 1990, projette d'installer son service, composé de 5 personnes, et son matériel, dans un laboratoire adapté, plus "musclé", grâce à l'acquisition de matériel performant. L'usine a prévu d'y investir 3 MF sur trois ans

A Aytré, le contrôle de qualité a toujours existé, avec des moyens et des outils scientifiques en constante évolution.

Le département recherche et développement a été créé récemment, lorsque la maison mère a décidé d'accorder plus d'autonomie aux établissements industriels du groupe. Aytré fabriquant des rames de TGV, l'usine assure aujourd'hui toutes les tâches de recherche et de développement qui y sont liées.

Ici, pas de recherche fondamentale. En revanche, la société se fixe des objectifs précis, avec un budget déterminé. «La recherche est une affaire comme une autre, dit Hervé Girard, polytechnicien de 27 ans qui dirige le service depuis deux ans, on se fixe des jalons, nous avons des affectations de dépenses. Les axes de recherche sont fixés par la division transport du groupe mais notre travail consiste quand même à gérer un risque : l'incertitude de pouvoir arriver à la bonne conclusion.»

Un travail qui s'effectue, et c'est un souhait de la direction du groupe Alsthom, en liaison avec des laboratoires régionaux : des études acoustiques pour la réalisation du TGV à deux niveaux sont menées avec le laboratoire d'acoustique de l'université de Poitiers, les chercheurs travaillent en liaison constante avec l'APROMA pour l'inté-gration des matériaux composites aux caisses du TGV.

Macrodyne : un jeune ingénieur de l'ENSMA

A 24 ans, Christophe Brossard, jeune ingénieur frais émoulu de l'ENSMA de Poitiers, est responsable de la recherche et du développement chez Macrodyne SA, à Parthenay. Un poste qui vient d'être créé par cette entreprise spécialisée dans la fabrication et l'usinage de pièces forgées de haute précision destinées à l'aéronautique.

«Nous faisons de la haute technologie, explique Raymond Degabriel, directeur commercial de Macrodyne, il nous faut faire face aux nouveaux moyens d'élaboration, aux nouveaux produits employés en aéronautique, il nous fallait quelqu'un qui, de par sa formation, soit en mesure de répondre très vite aux demandes des clients.»

Dans une conjoncture délicate pour l'industrie aéronautique, une entreprise comme Macrodyne, qui emploie 190 personnes pour un chiffre d'affaires de 68 MF, ne peut plus dépendre d'un seul type de marché.

«Jusqu'à présent, explique Christophe Brossard, l'activité recherche-développement était traitée par le bureau d'études. Il*fallait quelqu'un qui soit un peu dégagé de la production, qui soit plus disponible pour dépouiller les publica-



Christophe Brossard

tions spécialisées, assister aux colloques ou aux salons professionnels, tout en restant en relation avec le bureau d'études.» Des axes de recherches sont déjà définis, comme l'introduction de matériaux composites dans la fabrication des matrices qui servent à la forge, ou l'étude de pièces pour les TGV.

Et l'arrivée de Christophe Brossard à Parthenay pourrait être le départ d'une collaboration entre Macrodyne et l'ENSMA de Poitiers.

Jean Roquecave

La couleur de l'argent

Le financement et la gestion des ressources d'un laboratoire ont des allures de parcours du combattant. Illustration par l'exemple, avec le laboratoire de métallurgie physique à Poitiers.

A part la passion, il y a peu de points communs entre un petit groupe d'historiens équipé d'une bonne photocopieuse et d'un ordinateur, et une grosse unité de sciences physiques dotée d'instruments dont le prix se chiffre en millions de francs. Pour fonctionner, les premiers ne peuvent compter que sur les subsides des ministères de tutelle, les seconds, courtisés par les plus grands industriels ont appris à monnayer leur savoir. La qualité

des travaux n'est pas en cause, mais les débouchés ne sont pas, de loin, les mêmes.

Dans ces conditions, il est presque impossible d'établir une règle sur le coût de la recherche. A titre d'exemple cependant, on estime qu'un chercheur CNRS coûte à l'Etat d'un demi à un million de francs par an, ce chiffre incluant le salaire et l'environnement.

Par environnement on entend le matériel dont il se sert et ses assistants, c'est-à-dire une partie du laboratoire où il exerce. Mais il s'agit là d'un calcul théorique. Dans la réalité, au sein

d'un labo, les coûts de fonctionnement se confondent plus qu'ils ne s'additionnent. Les chercheurs en tout cas, s'y emploient dans un souci d'économie. Il est préférable d'analyser d'un bout à l'autre les chiffres d'une structure, tout en sachant que si le processus financier est commun à tous les labos, un exemple ponctuel n'a pas valeur de loi.

Les chercheurs du laboratoire de métallurgie physique du professeur Desoyer se sont prêtés au jeu.

Cette unité de recherche est composée d'environ 90 personnes, dont une quarantaine de chercheurs et d'enseignants-chercheurs, une trentaine de thésards, et une vingtaine d'ingénieurs, techniciens ou personnels de service. Un quart d'entre eux sont des salariés du CNRS, les autres dépendent du ministère de l'Education nationale. Ils sont tous payés directement, sans que l'argent figure au budget du laboratoire. Ces salaires représentent au bas mot 15 millions de francs par an, charges comprises.

Le budget propre de la structure, c'est-àdire la somme utilisable dans l'année se monte à 3,6 MF (moyenne sur 3 ans), soit cinq fois moins que la rémunération des chercheurs. Ces crédits proviennent de



Alain Guillon, Jean-Claude Desoyer et Michel Jaulin.

plusieurs sources. Dans le cas du laboratoire de métallurgie physique, le ministère de l'Education nationale "donne" 26%, le CNRS 32 %, les collectivités locales 15 %, les contrats 27 %.

Pour financer la recherche, les contrats sont désormais indispensables. Ils sont de deux sortes : la prestation de service, limitée en volume parce qu'elle ne fait pas avancer la science, et le contrat de recherche, qui s'accorde avec les préoccupations fondamentales du labo et donne matière à publication.

Dans le premier cas, les tarifs appliqués sont ceux du marché. Dans le second, le laboratoire n'assassine pas financièrement son client, alors qu'il pourrait le faire. La recherche publique est en effet incontournable. Une entreprise se ruinerait pour un résultat aléatoire si elle s'essayait à la recherche fondamentale. Un moyen terme à été trouvé : si les recherches aboutissent à une application industrielle, le labo est intéressé par le versement de redevances dues à l'exploitation des résultats. A cela, il faut ajouter que le labo ne paie pas de loyer pour ses locaux puisqu'ils sont propriété de l'université. C'est aussi l'université qui s'acquitte globalement des factures de chauffage,

> d'eau et d'électricité des bâtiments où sont abritées les structures de recherche.

> Les 3,6 MF du budget sont répartis chaque année en fonction des besoins. Les responsables du labo ont fixé à 20 000 francs par semaine le fonctionnement incompressible. Le reste étant attribuéaux déplacements, à l'équipement en matériel et à la grosse maintenance.

Dans ce laboratoire, les machines utilisées sont chères et il faut parfois plusieurs années pour obtenir ou thésauriser les fonds nécessaires. Ici, l'achat récent d'un microscope électro-

nique a coûté 5 MF. En outre, la recherche n'a jamais recours à l'emprunt bancaire. L'acquisition des équipements les plus chers est soumise à l'approbation d'une commission. De même, aucun chercheur, pas même le directeur du labo n'est habilité à signer des chèques. Tous les fonds sont sous la tutelle d'un agent comptable qui règle les factures. Les fonds récoltés à travers les contrats industriels sont également gérés par l'université, ce n'est en aucun cas l'argent de poche des chercheurs.

Dans le cas du laboratoire de métallurgie physique, on peut estimer que le cumul des salaires, du fonctionnement et des locaux porte le coût de la recherche entre 25 et 30 MF par an.

Hervé Brèque



ALPHA BUREAU COPIE

86000 POITIERS

. PHOTOCOPIEUR (NEUF & OCCASION)

. TELECOPIEUR

. MICRO-FILM

. ECRITURE ELECTRONIQUE
. TRAITEMENT DE TEXTE
. PHOTOCOPIEUR LASER

Distributeur:

Canon



Une équipe Commerciale et Technique compétente

ALPHA BUREAU COPIE

vous propose

LE MEILLEUR RAPPORT QUALITE PRIX

Didier CLEMENT vous recevra:

Rue Marcelin Berthelot - ZI République Sud - BP 1021 - 86060 POITIERS Cedex 9
TEL. 49 88 00 96

REPARER SA FUSEE, DANSER A L'ENVERS...

> Si c'est possible, c'est dans le Petit Futé.

GUIDE DE POITIERS
352 pages - 39 F
Chez votre marchand de journaux





Les héritages de la liberté

Une exposition scientifique, poétique, photographique sur le thème de la biologie et de la génétique, parrainée par le Professeur A. Jacquard, est ouverte au public à l'Espace Pierre Mendès France du 19 novembre 1991 au 15 janvier 1992.

En dehors de l'aspect scientifique, l'exposition comprend un itinéraire photographique proposé en 55 clichés et un parcours poétique : muni d'un casque, le visiteur découvre les zones d'exposition équipées d'émetteurs infrarouges. Le commentaire qu'il peut entendre est un poème intitulé "l'un et l'autre", spécialement créé pour l'exposition par le poète Denis Fernandez Récatala.

Des vidéos, des conférences et un débat sur les questions de génétique et d'éthique permettront de développer les thèmes abordés.

LES CONFÉRENCES "Génétique et biotechno-

logie", par M. Cenatiempo, professeur de biologie moléculaire à l'université de **Poitiers**

Vendredi 29 novembre à 20h30 - salle Confluence -Espace Pierre Mendès France

"Ethique et génétique", taronde avec Mme Bousquet, biologiste, M. Gil, professeur de neurologie, M. Neau, journaliste au Monde. Jeudi 12 décembre à 20h30 auditorium du musée Sainte-

"Les maladies génétiques" Mardi 14 janvier 92 à 20h30 salle Confluence - Espace Pierre Mendès France (date sous réserve).

LES VIDÉOS

Des documentaires sur le thème des biotechnologies sont proposés :

L'agriculture et l'élevage -Sélection des plantes et des animaux, mise au point de semences plus performantes, multiplication in vitro, insémination artificielle et recherches sur l'ADN.

Santé humaine biotechnologie - Un panorama sur les aides à la prévention, au diagnostic et les perspectives de la thérapie généti-

Le génie génétique - Le patrimoine génétique et les interventions réalisées sur le programme de production des cellules.

Une nouvelle variété de laitue : la création de la "sangria" - Les différentes étapes de la création d'une nouvelle variété de laitue.

L'oeuf sous la main - Les problèmes soulevés par la fécondation in vitro et le transfert embryonnaire.

Ouvert les mardis, mercredis, ieudis, vendredis, de 10h à 19h, les samedis et dimanches de 14h à 19h. Fermé le lundi. Entrée exposition: 10 F (gra-

tuit pour les groupes scolaires et les enfants de moins de 14 ans)

Entrée libre aux conférences Renseignements et réservations: Devenir Espace Pierre Mendès France, 1, place de la Cathédrale - 86000 POITIERS Tél. 49 41 56 25

Espace Sciences Actualités

Le premier thème présenté dans cet espace traite de "l'odorat, de l'odeur et des senteurs..." avec une exposition intitulée "Voyages au bout du nez" et présentée le dernier trimestre 1991.

L'exposition invite à un véritable parcours des odeurs, de la physiologie du nez, au rôle de l'odorat en passant par l'histoire du parfum, jusqu'aux métiers du nez.

«Le nez s'avère complexe et ne se laisse pas aisément saisir. Cependant le nez regagne du terrain dans l'empire des sens et l'industrie du parfumage conquiert de nouveaux territoires. Mais nous, que savons-nous de ce qui se passe dans la boite noire au moment de sentir? Où effluves et parfums nous entraînentils?»



En acier allié

- Inox
- Alliages légers
- P.V.C.
- Titane, Nickel, etc.
- Agréé AQUAP, SIAR-RAQ3

SECATO

CHAUDRONNERIE MÉCANIQUE

AUTOMATISMES

Electrique-Hydraulique-Pneumatique

met son BUREAU D'ÉTUDES et ses INSTALLATIONS à VOTRE SERVICE

NOMBREUX TRAVAUX ET MATÉRIELS D'ESSAIS **EXECUTES** POUR LES LABORATOIRES **ASSOCIES AU CNRS**

"UN PERSONNEL QUALIFIÉ ET UNE USINE MODERNE A VOTRE SERVICE"

Route de Ligugé - 86280 ST BENOIT - Tél. 49.57.25.20 - Télex : 790501 - Télécopie : 49.55.42.28